SOMMAIRE

- Révision du Plan Local d'Urbanisme du 25 novembre 2019
- Délibération de modification simplifiée du 23 novembre 2020
- Arrêté mise à jour de la servitude d'utilité publique du 31 décembre 2020
- Arrêté n°2A-2023-12-04-00001 du 4 décembre 2023
- Arrêté mise à jour du 18 janvier 2024
- Arrêté mise à jour du 26 janvier 2024
- Arrêté mise à jour du 20 février 2024
- Arrêté mise à jour du 13 mars 2024
- Délibération de modification simplifiée n°1 du 25 juin 2026
- Délibération de déclaration de projet mise en compatibilité n°1 du 25 juin 2026

AJACCIO
CITÀ D'AIACCIU

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 25 juin 2026 à 18 h 00, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 19 juin 2026 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de Monsieur Stéphane Sbraggia, Le Maire.

Etaient présents : Stéphane Sbraggia, Alexandre Farina, Caroline Corticchiato, Stéphane Vannucci, Raphaële Deconstanza, Charles Voglimacci, Laetitia Costa, Pierre Pugliesi, Annie Sichi, Jean-Pierre Aresu, Rose-Marie Ottavy-Sarrola, Marie-France Colonna d'Istria, André Villanova, Jean-Marie Rossi, Camille Bernard, Nicole Ottavy, Martine Santarelli, Philippe Kervella, Christelle Combette, Eric Romiti, Christian Bacci, Laetitia Maroccu, Jean-Christophe Comiti, Lisandra Colombani, Antoine Ortoli, Aurélie Piredda-Alata, Marine Ponzevera, Marina Martelli, Charles Troubat d'Aubigny, Valentine Olivieri, Joanna Ambrosini, François-Joseph Fazi, Joseph-Marie Burelli, Danielle Antonini, Jean-André Miniconi, Géraldine Arrighi, Luc Bernardini, Julia Tiberi, Davia Benedetti, Lyvia Cosimi, François Filoni, Stéphanie Cuttoli Bonnechere, Alexandre-Guillaume Tollinchi

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom : Marine Schinto pouvoir à Antoine Ortoli, Pierre-Laurent Audisio pouvoir à Raphaële Deconstanza, Jean-Pierre Sollacaro pouvoir à Alexandre Farina, Laurent Marcangeli pouvoir à François-Joseph Fazi, Romain Colonna pouvoir à Danielle Antonini,

Etaient absents : Jean-Paul Carrolaggi

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	43
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Monsieur François-Joseph Fazi est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20260625-100-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/07/2026
Publication : 22/07/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Séance du jeudi 25 juin 2026
Délibération N° 2026/100
PLan local d'urbanisme : déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 centrale photovoltaïque Saint-Antoine

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

La réalisation du projet de centrale photovoltaïque sur les sites dégradés de Saint-Antoine nécessite que des modifications soient apportées au PLU de la commune d'Ajaccio.

Déroulé de la procédure :

Dans le cadre de la réalisation du projet photovoltaïque de Saint-Antoine, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été engagée le 18 juillet 2024.

Cette procédure issue de l'article L. 300-6 du Code de l'urbanisme a pour objectif de modifier le règlement graphique, le règlement écrit et les emplacements réservés du PLU en créant un sous-secteur « Npv » autorisant uniquement les installations photovoltaïques.

Ce nouveau secteur se limite uniquement au périmètre identifié dans le décret n°2023-1311 du 27 décembre 2023 qui dresse la liste des sur lesquelles il est possible de déroger au principe d'extension en continuité de l'urbanisation existante prévu par l'article L121-8 du code de l'urbanisme pour l'installation d'ouvrage nécessaire à la production d'énergie solaire photovoltaïque.

Une évaluation environnementale commune valant évaluation du projet et de la mise en compatibilité a été réalisée et complétée à la suite de l'avis de l'Autorité Environnementale (AE).

Une concertation au titre de cette procédure s'est déroulée du 06 janvier 2025 au 06 février 2025 en vertu des articles L.103-2 à L.103-6 et L.153-54 à L.153-59 du Code de l'urbanisme, et son bilan a été joint au dossier d'enquête publique. Par ailleurs, une première concertation facultative et volontaire avait été menée par le EDF Power Solutions en mars 2024. Cette double concertation a permis de mieux sensibiliser et informer les habitants et les associations, en particulier les riverains du projet représentés par l'association ADEVA, ainsi que le collectif TERRA regroupant les principales associations de défense de l'environnement de Corse.

La réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées a été organisée le 24 février 2025.

Enfin, une enquête publique unique a été réalisée et portait sur :

- La demande d'autorisation d'urbanisme relative à l'implantation de la centrale photovoltaïque ;
- La demande de dérogation au titre de la loi littoral
- La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Cette enquête s'est déroulée du 24 novembre 2025 au 23 décembre 2025, soit 30 jours.

Au total deux contributions ont été recueillies sur le registre dématérialisé auxquelles la ville d'Ajaccio et EDF Power Solutions ont répondu dans le mémoire en réponse au procès-verbal.

Le 28 janvier 2026, la commissaire enquêtrice a rendu des conclusions et un avis favorable sans réserve ni recommandations au regard des avis favorables de l'ensemble des personnes publiques, l'accueil favorable du public pendant l'enquête et l'absence d'opposition au projet.

Enfin, par un arrêté ministériel du 3 mars 2026, l'Etat a délivré une autorisation de déroger à la loi littoral pour réaliser le projet.

Justification de l'intérêt général :

Ce projet répond en premier lieu aux objectifs fixés aux échelles nationales et locales en matière de lutte contre le changement climatique, de développement des énergies renouvelables, et de sécurisation durable de nos approvisionnements énergétiques, en contribuant à la production d'électricité décarbonée à partir de la ressource solaire.

Il prend, en second lieu, en compte les enjeux environnementaux dès sa conception, au travers de l'étude d'impact et de la mise en œuvre de mesures d'évitement, de réduction permettant de préserver la biodiversité, les paysages, le patrimoine et la qualité des sols. Le projet prévoit en outre le démantèlement des installations à l'issue de leur exploitation et la remise en état du site, garantissant son caractère réversible.

Il permet également la valorisation de plusieurs sites dégradés, sans remise en cause des équilibres agricoles ou urbains, et s'inscrit ainsi dans une logique d'aménagement durable du territoire.

En outre, une partie du projet situé sur l'ancienne carrière du col de Saint-Antoine a été pensée pour permettre la réhabilitation et la mise en valeur de l'ancienne maison de Napoléon, notamment

grâce à l'implication de l'association ADEVA dès l'origine du projet.
Enfin, le projet générera des retombées économiques locales significatives, grâce au recours à des entreprises du territoire, aux recettes fiscales versées aux collectivités et, surtout, aux loyers directement perçus par la commune au titre de la mise à disposition du foncier pour les vingt prochaines années. La commune pourra également entrer au capital de la société exploitant la centrale, à hauteur de 30%, une fois le projet totalement « dérisqué » (à partir de la fin du chantier de construction). Cette participation directe de la ville d'Ajaccio, négociée lors de l'appel à manifestation d'intérêt ayant mis en concurrence une dizaine de développeurs, est une première à l'échelle régionale et marque l'engagement complet d'Ajaccio dans la transition énergétique territoriale.
Dès lors, le projet présente un caractère d'intérêt général justifiant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL
D'approuver le caractère d'intérêt général du projet de centrale photovoltaïque à Saint-Antoine ;
D'approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Ajaccio telle qu'annexée à la présente.

LE CONSEIL MUNICIPAL
Ouï l'exposé de Monsieur Alexandre Farina, Adjoint délégué
et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale en date du 25 juin 2026 ;
Vu le Code de l'environnement ;
Vu le Code de l'urbanisme ;
Vu le décret n°2023-1311 du 27/12/2023 pris pour l'application de l'article L. 121-12-1 du Code de l'urbanisme ;
Vu la délibération n°2024/146 du 18/08/2024 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n°1 sur la centrale photovoltaïque de Saint-Antoine et définissant les modalités de la concertation ;
Vu la délibération n°2025/134 du 17/07/2025 modifiant la délibération n°2024/146 concernant les modalités de l'enquête publique pour le projet de centrale photovoltaïque de Saint-Antoine ;
Vu l'arrêté n°2025-2759 portant ouverture de l'enquête publique unique relative à la demande de permis de construire, la demande de dérogation de la loi Littoral et la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu l'arrêté du 03/03/2026 portant autorisation, au titre de l'article L. 121-12-1 du code de l'urbanisme, de déroger à la règle de continuité de l'urbanisation en vue de l'implantation du projet de centrale photovoltaïque à Saint-Antoine ;
Vu le Plan Local de l'Urbanisme approuvé le 25/11/2019 et ses évolutions en vigueur ;
Vu l'avis du conseil des sites en date du 16/052025 ;
Vu l'avis n°AE 2025-055 de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD) du 10/07/2025 et le mémoire en réponse à cet avis ;
Vu la décision n°E25000043/20 de la Présidente du Tribunal Administrative de Bastia portant désignation d'un commissaire enquêteur ;
Vu les réponses au procès-verbal de synthèse rédigées par EDF power solutions et la Ville d'Ajaccio ;
Vu les conclusions et l'avis favorable de la commissaire enquêtrice du 28/01/2026.
Considérant que la réalisation du projet de centrale photovoltaïque répond à un objectif d'intérêt général ;
Considérant que le projet nécessite une adaptation du PLU notamment son règlement et son zonage ;
Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été engagée et s'est déroulée conformément au Code de l'urbanisme ;
Considérant que le projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'un avis de l'Autorité

environnementale ;
Considérant que la concertation s'est déroulée conformément aux dispositions législatives et réglementaires et a permis d'informer et d'associer les acteurs du territoire ;
Considérant que les Personnes Publiques Associées ont été consultées dans le cadre de la procédure ;
Considérant que l'enquête publique portant sur la mise en compatibilité du PLU, le permis de construire et la demande de dérogation à la loi Littoral s'est déroulée dans des conditions régulières ;
Considérant les conclusions et l'avis favorable sans réserve de la commissaire enquêtrice ;
Considérant que le dossier de mise en compatibilité a été modifié afin de prendre en compte l'avis de l'AE ;
Considérant que le dossier de mise en compatibilité est prêt à être approuvé ;

APPROUVE

Le projet de centrale photovoltaïque de Saint-Antoine comme étant d'intérêt général.

APPROUVE

La déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio pour permettre la réalisation du projet de centrale photovoltaïque de Saint-Antoine.

ADOPTE

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sera tenu à la disposition du public dans les locaux de la Direction Générale des services techniques (DGST) - 6 boulevard Lantivy - 20000 AJACCIO, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Il fera également l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme.

AUTORISE

Monsieur le Maire a signé toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure.

ADOPTE

La présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et l'accomplissement des mesures de publicité prévues par la règlementation en vigueur.

VOTE
Par 45 voix Pour et 3 Abstentions.

Abstention(s) : François Filoni, Stéphanie Cuttoli Bonnechere, Alexandre-Guillaume Tollinchi.

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité.
Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi via l'application "Télérecours citoyens", accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

Secrétaire de séance **LE MAIRE**

François-Joseph FAZI **Stéphane SBRAGGIA**

MAIRIE D'AJACCIO ★ 20000 AJACCIO ★

AJACCIO
CITÀ D'AIACCIU

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 25 juin 2026 à 18 h 00, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 19 juin 2026 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de Monsieur Stéphane Sbraggia, Le Maire.

Etaient présents : Stéphane Sbraggia, Alexandre Farina, Caroline Corticchiato, Stéphane Vannucci, Raphaële Deconstanza, Charles Voglimacci, Laetitia Costa, Pierre Pugliesi, Annie Sichi, Jean-Pierre Aresu, Rose-Marie Ottavy-Sarrola, Marie-France Colonna d'Istria, André Villanova, Jean-Marie Rossi, Camille Bernard, Nicole Ottavy, Martine Santarelli, Philippe Kervella, Christelle Combette, Eric Romiti, Christian Bacci, Laetitia Maroccu, Jean-Christophe Comiti, Lisandra Colombani, Antoine Ortoli, Aurélie Piredda-Alata, Marine Ponzevera, Marina Martelli, Charles Troubat d'Aubigny, Valentine Olivieri, Joanna Ambrosini, François-Joseph Fazi, Joseph-Marie Burelli, Danielle Antonini, Jean-André Miniconi, Géraldine Arrighi, Luc Bernardini, Julia Tiberi, Davia Benedetti, Lyvia Cosimi, François Filoni, Stéphanie Cuttoli Bonnechere, Alexandre-Guillaume Tollinchi

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom : Marine Schinto pouvoir à Antoine Ortoli, Pierre-Laurent Audisio pouvoir à Raphaële Deconstanza, Jean-Pierre Sollacaro pouvoir à Alexandre Farina, Laurent Marcangeli pouvoir à François-Joseph Fazi, Romain Colonna pouvoir à Danielle Antonini,

Etaient absents : Jean-Paul Carrolaggi

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	43
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Monsieur François-Joseph Fazi est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20260625-099-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/07/2026
Publication : 22/07/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

Séance du jeudi 25 juin 2026
Délibération N° 2026/099
Plan local d'urbanisme : modification simplifiée n°1 Ecoquartier Finosello, Bilan de la mise à disposition et approbation

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre du projet d'aménagement de l'écoquartier du Finosello, porté par la Société Publique Locale (SPL) Ametarra, le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) doit évoluer afin de permettre sa réalisation.

Contexte du projet :

L'écoquartier du Finosello correspond à la volonté de la Ville de proposer de nouveaux logements en centre-ville afin de lutter contre l'étalement urbain, de limiter les déplacements et de valoriser les friches urbaines. Ce terrain de 1,3 ha permettra la construction de logements, un conservatoire et des espaces publics paysagers.

Toutefois, le règlement du PLU en vigueur ne permet pas la réalisation d'un tel aménagement. C'est pourquoi une modification simplifiée a été engagée afin de modifier le PLU en conséquence.

Cette modification simplifiée n°1 porte sur le règlement graphique, le règlement écrit et la liste des emplacements réservés. Elle permet la création d'un sous-secteur UCb délimité autour du projet d'écoquartier, ajuste l'emplacement réservé n°64 et adapte les articles relatifs à l'implantation, l'emprise au sol, la volumétrie et le traitement des espaces libres et des plantations.

Pour rappel et conformément aux articles L. 153-36 du Code de l'urbanisme, la procédure a été engagée par arrêté n°20252667 le 14/10/2025.

Le dossier a été envoyé à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) qui a rendu un avis conforme concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Le projet a également été notifié pour avis aux personnes publiques associées (PPA).

Le 11/12/2025, le conseil municipal a délibéré sur la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale conformément à l'avis de la MRAE et sur les modalités de la mise à disposition du public du dossier.

Cette mise à disposition s'est déroulée du 05/01/2026 au 04/02/2026 inclus. Le public pouvait consulter le dossier en format papier dans les locaux de la Direction Générale des services techniques (DGST) d'ouverture au public. Le public pouvait formuler ses observations : soit dans le registre papier tenu à disposition du public dans les locaux de la DGST, soit par courrier postal, soit par courriel.

Les dates de la mise à disposition ont été portées à la connaissance du public par voie d'affichage en mairie et par insertion dans deux journaux diffusés dans le département au moins 8 jours avant la mise à disposition.

Aucune contribution n'a été déposée sur le registre papier et aucune n'a été reçue par courrier ou courriel.

A noter qu'une concertation préalable avait été organisée par la SPL, notamment sous la forme de balades urbaines et d'ateliers participatifs, permettant aux administrés de prendre connaissance du projet en amont.

Par ailleurs, au regard de l'absence d'observations émises tant par les PPA que par le public lors de la mise à disposition, le projet de modification n'a fait l'objet d'aucune évolution depuis sa transmission aux PPA.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver le bilan de la mise à disposition tel que présenté ci-dessus.

D'approuver la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme telle qu'annexée à la présente.

LE CONSEIL MUNICIPAL
Ouï l'exposé de Monsieur Alexandre Farina, Adjoint délégué
et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale en date du 25 juin 2026 ;
Vu le Code de l'environnement ;
Vu le Code de l'urbanisme ;
Vu l'arrêté n°20252667 engageant la modification simplifiée n°1 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) d'Ajaccio relatif à l'écoquartier du Finosello ;
Vu la délibération n°2025/273 relatif à la décision de non réalisation d'une évaluation environnementale et définissant les modalités de mise à disposition au public ;
Vu l'avis conforme n°2025CORSE/0075577/KKAC de la MRAe sur l'absence de nécessité de réalisation une évaluation environnementale dans le cadre de la modification simplifiée du PLU d'Ajaccio ;
Vu l'avis du 6 mai 2026 de la Direction Départementale des Territoires (DDT)
Vu le Plan Local de l'Urbanisme approuvé le 25/11/2019 et ses évolutions en vigueur.

Considérant la nécessité d'adapter certaines règles du PLU afin de permettre la réalisation de l'écoquartier du Finosello ;
Considérant qu'aucune contribution n'a été émise pendant la durée de la mise à disposition du public du dossier ;
Considérant que le dossier de la modification simplifiée n'appelle aucune modification à l'issue de la procédure ;
Considérant que le bilan de la mise à disposition et le dossier de modification simplifiée sont prêts à être approuvés ;

APPROUVE
Le bilan de la mise à disposition du public tel que présenté ci-dessus.

APPROUVE
La modification simplifiée n°1 relative à l'écoquartier du Finosello.

ADOPTE
Le dossier de modification simplifiée n°1 sera tenu à disposition au public dans les locaux de la Direction Générale des services techniques (DGST) - 6 boulevard Lantivy - 20000 AJACCIO, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Il fera également l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure.

La présente délibérer fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département. Elle sera transmise au préfet.

VOTE
Par 36 voix Pour, 12 voix Contre.

Votes contre : Joseph-Marie Burelli, Danielle Antonini, Jean-André Miniconi, Géraldine Arrighi, Luc Bernardini, Julia Tiberi, Romain Colonna, Davia Benedetti, Lyvia Cosimi, François Filoni, Stéphanie Cuttoli Bonnechere, Alexandre-Guillaume Tollinchi.

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité.
Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi via l'application "Télérecours citoyens", accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

Secrétaire de séance

François-Joseph FAZI

LE MAIRE

Stéphane SBRAGGIA

MAIRIE D'AJACCIO
20000 AJACCIO

AJACCIO
CITÀ D'AIACCIU

Arrêté N°2024/ 632

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019, par annexion de l'arrêté préfectoral n°2024-02-15-00005 du 15/02/2024 instituant des servitudes d'utilité publique à proximité des canalisations de transports de biomasse liquide et de fioul pour alimenter la centrale électrique du Ricanto

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-17 à L.2122-20 ;
Vu le Code de l'environnement et notamment l'article R555-30-1 ;
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R151-51 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2024-02-15-00005 du 15/02/2024 instituant des servitudes d'utilité publique à proximité des canalisations de transports de biomasse liquide et de fioul pour alimenter la centrale électrique du Ricanto,
Vu les délibérations n°2022/114 et n°2022/116 en date du 09/07/2022 portant élection du Maire et des Adjoints,
Considérant que l'arrêté préfectoral ci avant visé, institue une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, l'arrêté doit être annexé au Plan Local d'urbanisme conformément à l'article L153-60 du code de l'urbanisme,
Considérant la nécessité de mettre à jour le PLU de la Ville d'Ajaccio approuvé le 25/11/2019 ;

-ARRETE-

Article 1er
Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Ajaccio est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, il est annexé au PLU de la Ville d'Ajaccio, la servitude d'utilité publique suivante : arrêté préfectoral n°2024-02-15-00005 du 15/02/2024 instituant des servitudes d'utilité publique à proximité des canalisations de transports de biomasse liquide et de fioul pour alimenter la centrale électrique du Ricanto.

Article 2
Ces documents sont tenus à disposition du public à la mairie d'Ajaccio.

Article 3
Le présent arrêté sera affiché en Mairie d'Ajaccio pendant un mois et consultable sur le site de la Ville d'Ajaccio (ww.ajaccio.fr)

Article 4
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de Corse du Sud.

Article 5
Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr
Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 6
M.M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20240313-2024-632-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/04/2024
Publication : 05/04/2024
Pour l'autorité compétente par délégation

Fait à AJACCIO, le 13/03/2024
Le Maire,

Pour le Maire de la Ville d'AJACCIO et par délégation
Stéphane SBRAGGIA
Le Directeur Général des Services
Charles DOMINICI

AJACCIO
CITÀ D'AIACCIU

Arrêté N°2024/ 437

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019, par annexion de l'arrêté préfectoral n°R20-2024-01-18-00003 du 18/01/2024 portant inscription au titre des monuments historiques du Château Conti – intérieurs

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-17 à L.2122-20 ;
Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L562-4 ;
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R151-51 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°R20-2024-01-18-00003 du 18/01/2024 portant inscription au titre des monuments historiques du Château Conti – intérieurs,
Vu les délibérations n°2022/114 et n°2022/116 en date du 09/07/2022 portant élection du Maire et des Adjoints,
Considérant que l'arrêté préfectoral ci avant visé, institue une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, l'arrêté doit être annexé au Plan Local d'urbanisme conformément à l'article L153-60 du code de l'urbanisme,
Considérant la nécessité de mettre à jour le PLU de la Ville d'Ajaccio approuvé le 25/11/2019 ;

-ARRETE-

Article 1er
Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Ajaccio est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, il est annexé au PLU de la Ville d'Ajaccio, la servitude d'utilité publique suivante : arrêté n°R20-2024-01-18-00003 du 18/01/2024 portant inscription au titre des monuments historiques du Château Conti – intérieurs.

Article 2
Ces documents sont tenus à disposition du public à la mairie d'Ajaccio.

Article 3
Le présent arrêté sera affiché en Mairie d'Ajaccio pendant un mois et consultable sur le site de la Ville d'Ajaccio (ww.ajaccio.fr)

Article 4
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de Corse du Sud.

Article 5
Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr
Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 6
M.M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20240220-2024-437-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 28/03/2024
Publication : 28/03/2024
Pour l'autorité compétente par délégation

Fait à AJACCIO, le 20 Février 2024
Le Maire,

Pour le Maire de la Ville d'AJACCIO et par délégation

Stéphane SBRAGGIA

Le Directeur Général des Services
Charles DOMINICI

AJACCIO
CITÀ D'AIACCIU

Arrêté N°2024/ 251

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019, par annexion de l'arrêté préfectoral n°2A-2023-12-04-00002 du 04/12/2023 portant instauration des servitudes d'utilité publique de libre survol et de passage, relatives au projet Angelo et de téléporté.

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-17 à L.2122-20 ;
Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L562-4 ;
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R151-51 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2023-12-04-00002 du 04/12/2023 portant instauration des servitudes d'utilité publique de libre survol et de passage, relatives au projet Angelo et de téléporté,
Vu les délibérations n°2022/114 et n°2022/116 en date du 09/07/2022 portant élection du Maire et des Adjoints,
Considérant que l'arrêté préfectoral ci avant visé, institue une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, l'arrêté doit être annexé au Plan Local d'urbanisme conformément à l'article L153-60 du code de l'urbanisme,
Considérant la nécessité de mettre à jour le PLU de la Ville d'Ajaccio approuvé le 25/11/2019 ;

-ARRETE-

Article 1er
Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Ajaccio est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, il est annexé au PLU de la Ville d'Ajaccio, la servitude d'utilité publique suivante : préfectoral n°2A-2023-12-04-00002 du 04/12/2023 portant instauration des servitudes d'utilités publiques de libre survol et de passage, relatives au projet Angelo et de téléporté.

Article 2
Ces documents sont tenus à disposition du public à la mairie d'Ajaccio.

Article 3
Le présent arrêté sera affiché en Mairie d'Ajaccio pendant un mois et consultable sur le site de la Ville d'Ajaccio (ww.ajaccio.fr)

Article 4
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le préfet de la Corse, Préfet de Corse du Sud.

Article 5
Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr
Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 6
M.M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20240126-2024-251-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 22/09/2025
Publication : 22/09/2025
Pour l'autorité compétente par délégation

Fait à AJACCIO, le 26.1.24
Le Maire,

MAIRIE D'AJACCIO
AJACCIO CITÀ D'AIACCIU
DGST - DUFAR

Pour le Maire de la Ville d'AJACCIO et par délégation
Stéphane SBRAGGIA

Le Directeur Général des Services
Charles DOMINICI

PRÉFET
DE LA CORSE-
DU-SUD
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination des politiques de l'État et du développement territorial

Arrêté n° 2A-2023-12-04-00001 du 4 décembre 2023

- déclarant d'utilité publique les travaux relatifs au projet ANGELO de téléporté à Ajaccio (création d'un transport par câble entre Saint-Joseph, Stiletto et Mezzavia),
- et emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Ajaccio avec le projet.

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L 121-1 à L 121-5 et R 121-1;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 153-54 à L 153-59 et R 153-20 et R 153-21 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports et notamment l'article L 1251-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 15 février 2022 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet hors classe, en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;

Vu le décret du Président de la République du 25 octobre 2023 nommant M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2023-11-13-00002 du 13 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011151-0005 du 3 mai 2011 portant approbation du plan de prévention des risques d'inondation dans les bassins versants d'Arbitrone, San Remedio, la Madunuccia et le Vallon Saint-Joseph, modifié par l'arrêté n° 2A-2023-03-17-0002 du 17 mars 2023 portant prescription de la modification n° 1 du plan précité ;

Vu le Schéma régional climat, air, énergie (SRCAE) et de son annexe, le schéma éolien adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 13/272/AC du 20 décembre 2013 ;

Vu le Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) approuvé par l'Assemblée de Corse le 2 octobre 2015 et modifié le 5 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable du Conseil des sites de Corse du 18 juillet 2018 sur les déclassements de l'espace boisé classé n° 6 envisagés pour la prise en compte du tracé du futur téléporté ;

Vu l'avis de la Mission régionale d'Autorité environnementale de Corse n° MRAe 2019-AC1 du 21 février 2019 sur la révision générale du plan local d'urbanisme d'Ajaccio (Corse du Sud) ;

Vu le Plan de déplacements urbains de la Communauté d'agglomération du pays Ajaccien (CAPA) adopté par le Conseil communautaire le 27 mars 2019 ;

Vu le bilan de la concertation publique sur le transport par câble d'Ajaccio entre Saint- Joseph et Mezzavia qui s'est déroulée du 14 mars au 14 avril 2019 inclus ;

Vu l'arrêté préfectoral n° F094419 P057 du 5 août 2019 portant décision d'examen « au cas par cas » relatif au projet de liaison par câble entre Saint-Joseph et Mezzavia sur le territoire de la commune d'Ajaccio, en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le plan local d'urbanisme d'Ajaccio révisé, approuvé par délibération n° 2019/304 du conseil municipal du 25 novembre 2019 et exécutoire le 6 janvier 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2019 portant avis favorable sur le dossier de définition de sécurité concernant la télécabine d'Ajaccio-projet Angelo ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2021-01-27-003 du 27 janvier 2021 portant dérogation aux dispositions de l'article L 411-1 du code de l'environnement : coupe, arrachage, transplantation de spécimens végétaux d'espèces animales protégées prélevées dans le milieu naturel, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, destruction, dégradation ou altération de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées et autorisation de déplacement d'individus pour la SCCV « Les Terrasses du Stiletto » représentée par M. Patrick ROCCA, dans le cadre d'un projet immobilier au lieu-dit « Bocca di Stiletto » sur la commune d'Ajaccio ;

Vu la lettre d'observations du président de la chambre d'agriculture de la Corse-du-Sud du 4 août 2021 ;

Vu la lettre d'avis du directeur départemental des territoires et de la mer du 4 août 2021 ;

Vu le récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau délivré par la direction départementale des territoires et de la mer le 18 juin 2021 concernant la restauration du vallon Saint-Joseph sur la commune d'Ajaccio (uniquement les travaux sur l'exutoire) ;

Vu le récépissé de déclaration du ministre des Armées du 24 août 2021 concernant la renaturation du vallon de Saint-Joseph (I.O.T.A), rubriques n° 3.1.1.0 et 3.1.4.0 de la nomenclature sur l'eau) sur le territoire de la commune d'Ajaccio ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de Corse pour la période 2022-2027 approuvé par l'Assemblée de Corse le 17 décembre 2021, en vigueur depuis le 16 février 2022 ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération du pays Ajaccien n° 2022-077 du 19 avril 2022 décidant notamment :

- d'approuver les caractéristiques principales du projet de téléphérique urbain ;
- d'approuver la composition du dossier d'enquête publique ;
- d'approuver le lancement d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Ajaccio ;
- d'autoriser le président à solliciter du préfet, le prononcé des décisions y afférentes ;

Vu le courrier du président de la CAPA du 13 mai 2022 sollicitant du préfet, l'ouverture d'une enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2022-07-26-00002 du 26 juillet 2022 portant autorisation de pénétrer et d'occuper temporairement des propriétés privées situées aux lieux- dits « Stiletto » et « Clos des Grecs » sur le territoire de la commune d'Ajaccio, en vue de la réalisation d'investigations géo-techniques nécessaires à la conception par la CAPA du projet de téléphérique appelé à relier les quartiers de Saint-Joseph, Stiletto et Mezzavia ;

Vu la lettre d'avis de l'Agence régionale de santé de Corse du 7 septembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du Conseil des sites de Corse du 22 septembre 2022 sur les modifications apportées au projet de classement et de déclassement d'espaces boisés classés avec le nouveau tracé du projet de téléporté permettant de diminuer l'impact sur l'environnement, avec un défrichement de 6 002 m² (au lieu des 9 354 m² prévus dans le PLU de 2019), dont 2 711 m² en espaces classés boisés avec le reclassement en EBC de tout le layon initial, assorti d'une recommandation sur le suivi des travaux d'aménagement par un paysagiste concepteur ;

Vu la décision de la Mission régionale d'Autorité environnementale n° MRAe 2022-DKC6 du 10 octobre 2022 après examen au cas par cas du projet de mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2023-03-17-00002 du 17 mars 2023 portant prescription de la modification n° 1 du Plan de prévention des risques d'inondation des bassins versants d'Arbitrone, San Remedio, la Madonuccia, Valle Maggiore et le Vallon Saint- Joseph (commune d'Ajaccio) approuvé par arrêté n° 2011151-0005 du 31 mai 2011 ;

Vu le dossier d'enquête publique actualisé d'avril 2023 comprenant notamment:

- pour le dossier de déclaration d'utilité d'utilité publique du projet, en application de l'article R 112-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : *une notice explicative, le plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses ;*

- pour le dossier de mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio : une notice de présentation et le procès-verbal de la réunion de l'examen conjoint du 27 mars 2023 ;
- pour le dossier d'enquête parcellaire : un plan parcellaire et un état parcellaire mis à jour ;
- un sous-dossier de mise en servitudes d'utilité publique de libre survol et de passage en application de l'article L 1251-4 du code des transports ;

ainsi qu'un livret comprenant le bilan de la concertation, les avis et décisions obligatoires, dont l'avis délibéré n° 2019-AC1 de la Mission régionale d'autorité environnementale de Corse du 21 février 2019 sur la révision du plan local d'urbanisme d'Ajaccio et la décision de la MRAe n° 2022-DKC6 du 10 octobre 2022 après examen au cas par cas du projet de mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio et l'avis du service du Domaine du 27 avril 2023 sur la valeur vénale des parcelles d'emprise du projet de téléporté;

Vu le procès-verbal de la réunion de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées du 27 mars 2023 organisée par la direction départementale des territoires en application de l'article L 153-54 du code de l'urbanisme;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2A2023-05-10-00001 du 10 mai 2023 portant ouverture d'une enquête publique de droit commun préalable à la déclaration d'utilité publique du projet ANGELO de télécabine d'Ajaccio (création d'un transport par câble entre Saint-Joseph, Stiletto et Mezzavia), à la mise en compatibilité du projet avec le plan local d'urbanisme (PLU) d'Ajaccio et d'une enquête parcellaire préalable à l'acquisition par la CAPA, des parcelles nécessaires à la réalisation des travaux et à l'établissement d'une servitude d'utilité publique de survol et d'une servitude de passage ;

Vu le courrier du préfet du 10 mai 2023 de notification de l'arrêté susvisé au maire d'Ajaccio ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête publique a été :

- affiché à la mairie d'Ajaccio (DGST-6, Bd Lantivy) et à la mairie annexe (route de Mezzavia) du lundi 22 mai 2023 au vendredi 30 juin 2023 inclus et sur le site du projet par la CAPA;

- inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse du Sud n° 2A-2023-055 du 10 mai 2023 ;

- publié dans le journal Corse-Matin des 14 mai et 4 juin 2023 et dans l'hebdomadaire, le Journal de la Corse durant les semaines du 19 au 25 mai 2023 et du 2 au 8 juin 2023 ;

- mis en ligne sur le site internet de la préfecture ;

Vu le dossier d'enquêtes mis à la disposition du public à la mairie d'Ajaccio et à la mairie annexe de Mezzavia du 30 mai 2023 au 30 juin 2023, soit durant 32 jours, sur le site internet de la préfecture : www.corse-du-sud.gouv.fr dans l'onglet Publications- enquêtes publiques, sur un registre dématérialisé sécurisé, via le lien suivant : https://www.registre-dematerialise.fr/4664 pour les volets déclaration d'utilité publique du projet de télécabine et mise en compatibilité du PLU et sur un second registre dématérialisé, via le lien suivant ; https://www.registre-dematerialise.fr/4665 pour le volet parcellaire ;

Vu les registres déposés durant l'enquête publique dans les mairies précitées ;

Vu le certificat établi par le président de la CAPA attestant de l'affichage de l'avis d'ouverture d'enquêtes sur les lieux des travaux projetés, ;

Vu le courrier du préfet du 12 juillet 2023 accordant au commissaire enquêteur, à sa demande, un report du délai de remise de son rapport d'enquête au 31 août 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2023-06-12-00002 du 12 juin 2023 portant approbation de la modification n° 1 du Plan de prévention des risques d'inondation des bassins versants d'Arbitrone, San Remedio, la Madunuccia, Valle Maggiore et le Vallon Saint- Joseph (commune d'Ajaccio) approuvé par arrêté n° 2011151-0005 du 31 mai 2011 ;

Vu l'arrêté du maire d'Ajaccio n° 2023/2042 du 18 juillet 2023 portant mise à jour du plan local d'urbanisme approuvé le 25/11/2019, par annexion de l'arrêté préfectoral n° 2A-2023-06-12-0002 du 12/06/2023 portant modification n°1 du PPRI des bassins versants d'Arbitrone, San Remedio, la Madunuccia, Valle Maggiore et le vallon Saint- Joseph (commune d'Ajaccio), approuvé le 31/05/2011 ;

Vu le rapport d'enquête et ses annexes établis par le commissaire enquêteur le 14 août 2023, le procès-verbal de l'enquête parcellaire ainsi que ses conclusions motivées avec:

- un avis favorable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de liaison par câble entre Saint-Joseph et Mezzavia, sur le territoire de la commune d'Ajaccio, assorti de deux réserves et de trois recommandations;
- un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio pour permettre la réalisation de la liaison par câble Saint-Joseph/Mezzavia, dès lors que ce projet aura été déclaré d'utilité publique ;
- un avis favorable à la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation des travaux du téléporté ;
- un avis favorable à l'établissement des servitudes d'utilité publique de survol et des servitudes de passage telles que sollicitées par le maître d'ouvrage ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté d'agglomération du pays Ajaccien du 5 octobre 2023 entérinant notamment la prise en compte des deux réserves formulées par le commissaire enquêteur sur le volet DUP et validant la modification du projet en conséquence ;

Vu la lettre du président de la CAPA du 20 octobre 2023 demandant au préfet de la Corse-du-Sud, de déclarer par arrêté l'utilité publique du projet de téléporté ANGELO emportant mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio, de déclarer la cessibilité des parcelles concernées par le projet et d'instaurer des servitudes d'utilité publique de libre survol et de passage;

Vu le plan général des travaux (5 planches) ;

Vu le plan de zonage du PLU d'Ajaccio modifié (5 planches) ;

Vu le règlement du PLU d'Ajaccio modifié ;

Considérant que les travaux de création de ce téléphérique urbain d'Ajaccio, l'exploitation de l'ouvrage ainsi créé et du service public qui s 'y attache, présentent un caractère d'utilité publique tel que développé dans le document annexé au présent arrêté ;

Considérant qu'il ressort de la décision d'examen au cas par cas du 5 août 2019 précitée que ce projet de liaison par câble entre Saint-Joseph et Mezzavia à Ajaccio n'est pas soumis à étude d'impact ;

Considérant que les 19 pylônes de la ligne seront créés en milieu naturel, que toutefois l'emprise au sol sera limitée (3 m^2) ; qu'en outre les quatre stations seront créées en zone déjà urbanisée ; qu'aucun layon ne sera créé sous la ligne ; que l'accès aux pylônes sera réalisé par des pistes existantes afin de limiter l'ouverture aux nouveaux espaces ;

Considérant toutefois, les mesures d'évitement, de réduction et de mesures de suivi et d'accompagnement devant être mises en œuvre par la CAPA, afin d'éviter tout impact du projet sur la tortue d'Herman présente sur le site et sur les continuités écologiques ;

Considérant la réalisation par le pétitionnaire de travaux hydraulique ayant réduit notablement l'aléa inondation dans le secteur de Saint-Joseph et la modification du PPRI des bassins versants d'Arbitrone, San Remedio, la Madunuccia, Valle Maggiore et le vallon Saint-Joseph;

Considérant qu'aucune zone habitée n'est traversée par le projet et que les nuisances du chantier seront réduites;

Considérant que la révision générale du PLU d'Ajaccio a fait l'objet d'un avis de la MRAe le 21 février 2019 ;

Considérant que le PLU d'Ajaccio approuvé le 25 novembre 2019 a été mis à jour par arrêté du maire d'Ajaccio n° 2023/2042 du 18 juillet 2023 précité en ce qui concerne la modification n° 1 du PPRi des bassins versants d'Arbitrone, San Remedio, la Madonuccia, Valle Maggiore et le Vallon Saint-Joseph ;

Considérant que le règlement du PLU d'Ajaccio modifié prévoit notamment en ce qui concerne les ouvrages de grande hauteur, les ouvrages nécessaires au fonctionnement d'un équipement public de mobilité ;

Considérant que la CAPA s'est engagée à travailler sur une extension des capacités de stationnement sur le terrain militaire lui-même et parallèlement à rechercher des capacités supplémentaires à proximité du site ;

Considérant que la CAPA s'est engagée à proposer une solution technique permettant la réalisation d'une voie de bus en site propre qui viendrait faire symétrie avec celle existante et qu'elle prendra l'initiative des échanges techniques avec notamment la Vile d'Ajaccio et la Collectivité de Corse de manière qu'un tel axe puisse être opérationnel à la mise en service du téléporté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud,

ARRÊTE

Article 1er : Déclaration d'utilité publique du projet

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien, les travaux relatifs au projet ANGELO de téléporté à Ajaccio (création d'un transport par câble entre Saint-Joseph, Stiletto et Mezzavia), conformément au plan général des travaux (5 planches) figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Ce projet consiste à relier par monocâble débrayable de propulsion électrique, les quartiers de Saint-Joseph, du Stiletto et de Mezzavia en 2,9 km sur le territoire de la commune d'Ajaccio. La ligne comporte quatre gares : trois desservant les zones urbaines : Saint-Joseph, Stiletto et Mezzavia - et une créée au « Château d'eau »

(permettant de desservir la partie haute de l'ancien terrain militaire et du futur par urbain public) ainsi que 19 pylônes implantés dans le milieu naturel, dont 6 proches des stations ; leur hauteur varie entre 5 et 30 m.

Un exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est joint en annexe 2, en application de l'article L 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 2 : Expropriation- délais.

L'expropriation nécessaire à la réalisation de cette opération ne pourra être prononcée qu'à la suite de la détermination des parcelles à exproprier. Elle devra être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 3 : Déclaration d'utilité publique- mesures de publicité collective.

Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois par le maire d'Ajaccio à l'endroit réservé à cet effet. L'accomplissement de cette mesure sera certifié par ses soins.

En outre, la Communauté d'agglomération du pays Ajaccien, collectivité expropriante, procédera à l'affichage d'un avis sur les lieux du projet, portant à la connaissance du public l'existence de la présente décision et précisant les lieux où cette décision peut être consultée. L'accomplissement de cette formalité sera également certifiée par ses soins.

L'arrêté et ses annexes seront mis en ligne sur le site internet de la préfecture dans l'onglet *Publications- enquêtes publiques- Création d'un téléporté à Ajaccio : projet ANGELO.*

Article 4 : Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme d'Ajaccio.

Le présent arrêté emporte mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune d'Ajaccio, conformément aux Orientations d'aménagement et de programmation du PLU d'Ajaccio, (extraits joints en annexe 3), au plan de zonage du PLU d'Ajaccio modifié (5 planches jointes en annexe 4), au règlement du PLU d'Ajaccio modifié (extraits joints en annexe 5).

Cet arrêté devra être affiché pendant un mois au siège de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien et à la mairie d'Ajaccio.

Le maire d'Ajaccio et le président de la CAPA devront procéder aux mesures de publicité prévues par les articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme. Mention de l'affichage du présent arrêté sera insérée par la préfecture dans un avis au public en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département

Article 5 : Mesures générales d'évitement, de réduction des impacts et de suivi et d'accompagnement.

Afin de protéger la tortue d'Herman et les continuités écologiques mises en évidence par un diagnostic écologique de la zone du projet, la CAPA est tenue de mettre en oeuvre:

- des mesures d'évitement ;
- des mesures de réduction ;
- des mesures de suivi et d'accompagnement figurant en annexe 6.

Article 6 : **Exécution des travaux.**

Les travaux du téléporté ne pourront débuter que lorsque la CAPA aura obtenu la maîtrise foncière des parcelles concernées par la réalisation de l'opération et que les autorisations nécessaires lui auront été délivrées.

Article 7 : Gestion des mesures de compensation d'atteinte à la biodiversité dévolues à la SCI « Les Terrasses du Stiletto » sur la parcelle A 75 située au lieu-dit « Clos des Grecs » et la parcelle A 1482 située au lieu-dit « Stiletto », en application de l'arrêté préfectoral n° 2A-2021-01-27-003 du 27 janvier 2021 précité portant dérogation aux dispositions de l'article L 411-1 du code de l'environnement

Les parcelles A 75 et A 1482 appartenant à la SCI « Les Terrasses du Stiletto », font l'objet d'actions de compensation pérennisées par la mise en place d'une Obligation Réelle Environnementale (ORE) conclue durant 60 ans, afin de maintenir dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées, dans le cadre de son programme immobilier au lieu-dit « Bocca di Stiletto », en application de l'arrêté préfectoral précité n° 2A-2021-01-27-003 du 27 janvier 2021 portant dérogation aux dispositions de l'article L411-1 du code de l'environnement.

Ces deux parcelles A 75 et A 1482 pourront être concernées par un transfert de propriété et l'instauration d'une servitude d'utilité publique de survol au bénéfice de la CAPA. Il appartiendra au président de la CAPA de s'assurer avec le Conservatoire des espaces naturels (CEN), gestionnaire du site de compensation, d'une articulation adaptée entre la réalisation des travaux de la télécabine et les mesures de gestion de ce site, afin de ne pas porter atteinte aux espèces protégées présentes sur le site.

Article 8: Consultation de l'arrêté

Cet arrêté sera consultable :

- à la Communauté d'agglomération du pays Ajaccien ;

- à la Mairie d'Ajaccio ;

- à la préfecture de la Corse du Sud- Direction de la coordination des politiques de l'État et du développement territorial - bureau de l'environnement et de l'aménagement.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité collective (du 1er jour de l'affichage en mairie ou de la publication de cet acte au recueil des actes administratifs de la Corse du Sud.)
Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi par l'application « Telerecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud, le président de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien et le maire d'Ajaccio sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud et mis en ligne sur le site internet des services de l'État en Corse du Sud et sur le registre dématérialisé concernant les volets déclaration d'utilité publique du projet de télécabine et mise en compatibilité du PLU d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 04 DEC. 2023

Le Préfet

Amaury de SAINT-QUENTIN

Liste des pièces annexées

Annexe 1 : Plan général des travaux (5 planches)

Annexe 2 : Exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet de télécabine

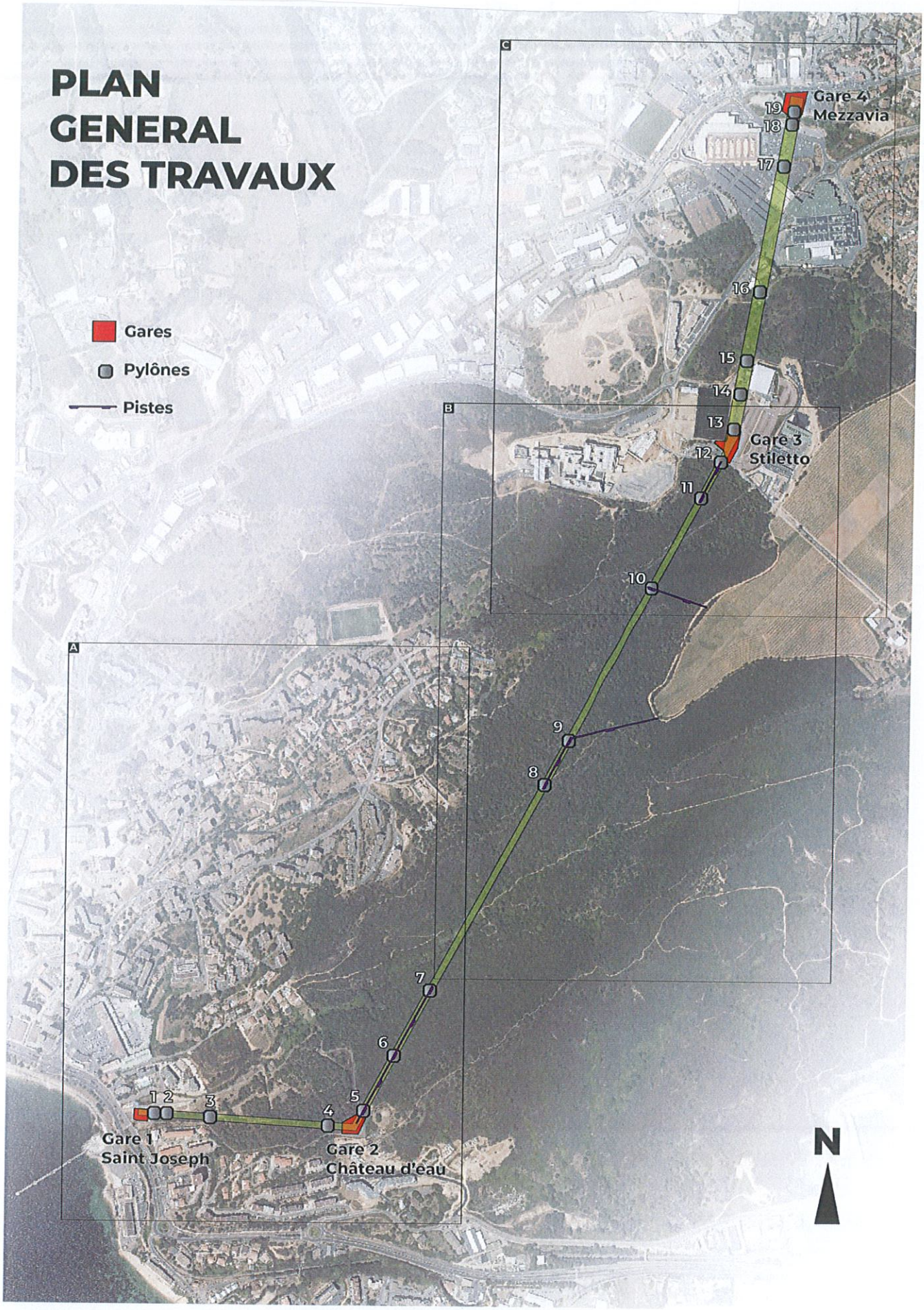
Annexe 3 : Orientations d'Aménagement et de Programmation du plan local d'urbanisme (PLU) d'Ajaccio (extraits)

Annexe 4 :Plan de zonage du PLU d'Ajaccio modifié (5 planches)

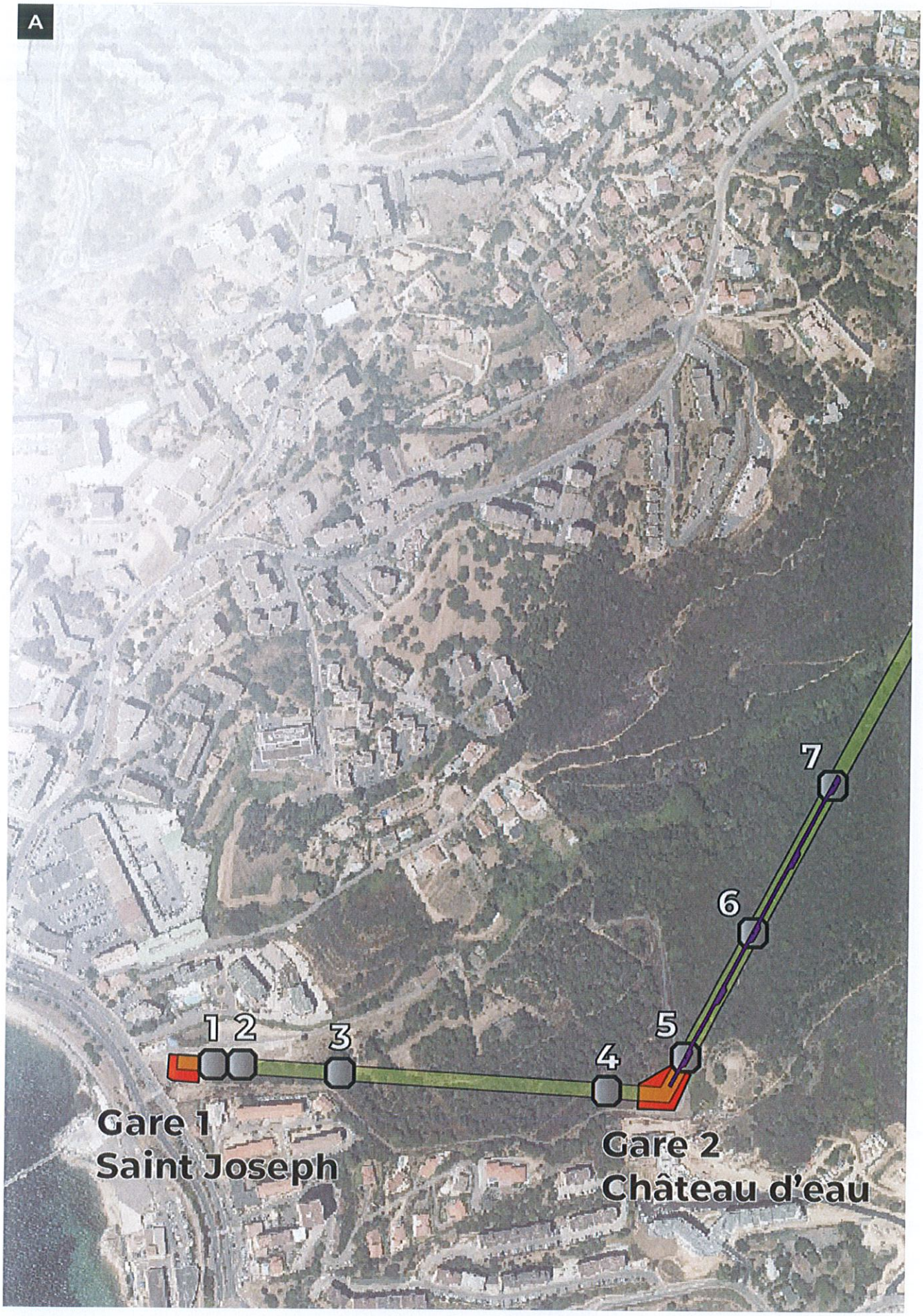
Annexe 5 : Règlement du PLU d'Ajaccio modifié (extraits)

Annexe 6 : Mesures générales d'évitement, de réduction des impacts et de suivi et d'accompagnement

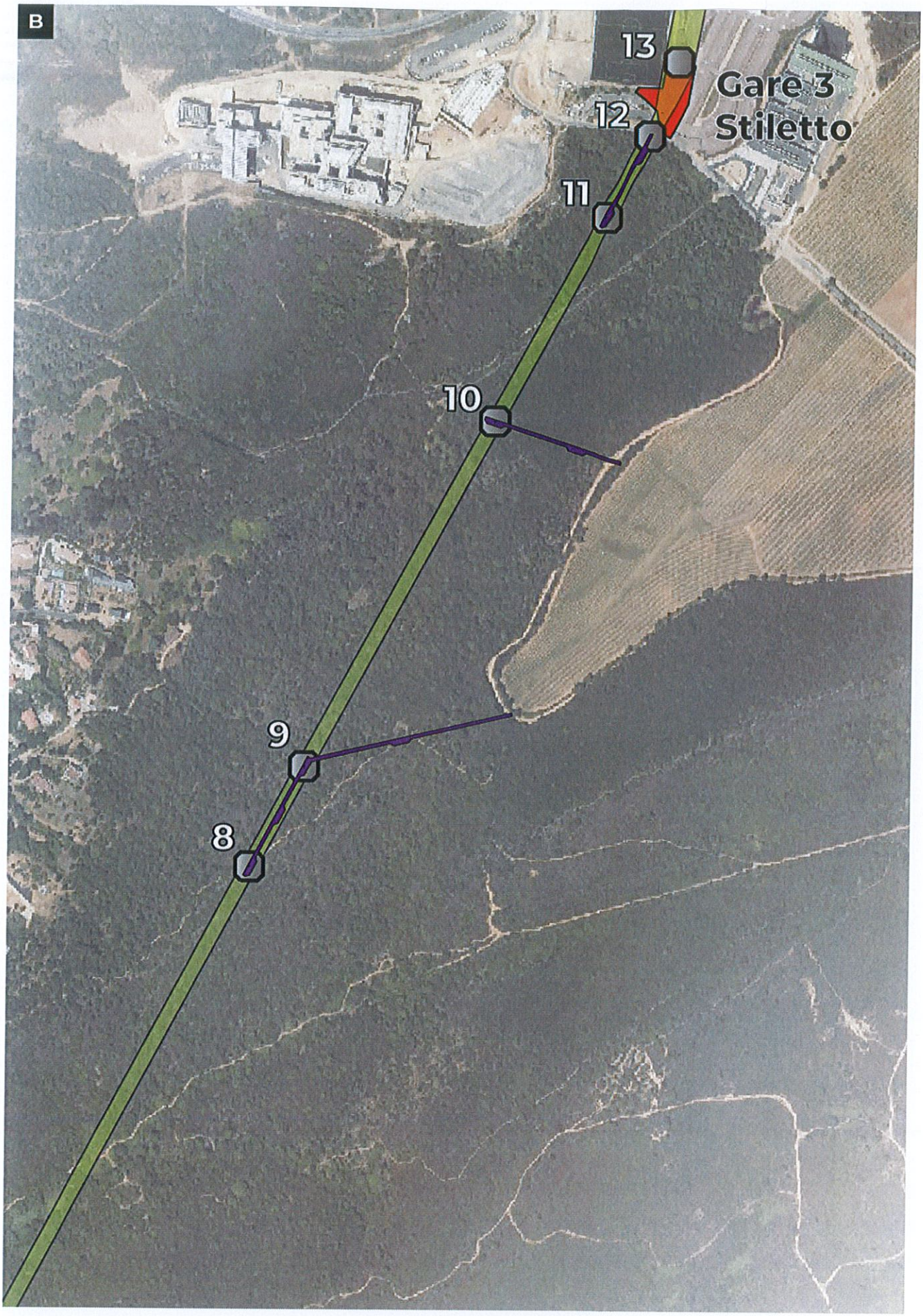
Annexe 1 : Plan général des travaux- planche 1



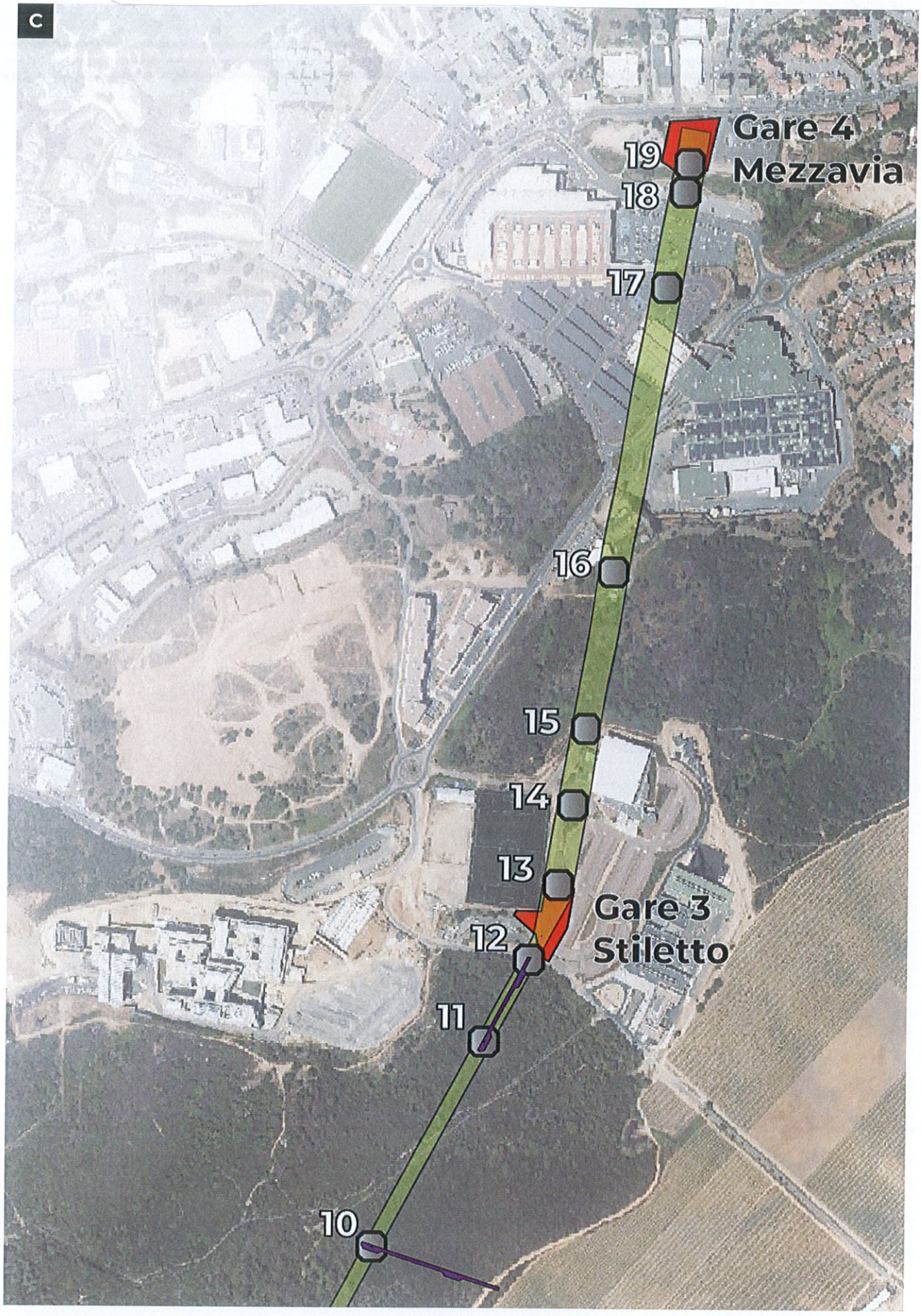
Annexe 1 : Plan général des travaux- planche 2



Annexe 1 : Plan général des travaux- planche 3



Annexe 1 : Plan général des travaux- planche 4



Gares









PERIMETRE

PRÉFET
DE LA CORSE-
DU-SUD
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Coordination des Politiques de l'État et du Développement Territorial

Exposé des motifs et considérations justifiant l'utilité publique du projet de liaison par câble entre Saint Joseph et Mezzavia, le téléporté San ANGELO sur le territoire de la commune d'Ajaccio

Le présent document relève des dispositions de l'article L 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique relatif aux opérations ayant une incidence sur l'environnement ou le patrimoine culturel, qui précise que *« l'acte déclarant d'utilité publique l'opération est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant son utilité publique »*.

Il reprend pour l'essentiel des éléments figurant dans le dossier soumis à l'enquête, auquel il ne saurait en aucun cas se substituer. L'ensemble des études mentionnées avant et après l'enquête publique sera mis à la disposition du public dans les conditions fixées par la réglementation relative à l'utilité publique et l'accès aux documents administratifs.

I Présentation du projet de téléporté San Angelo de la communauté d'agglomération du pays Ajaccien (CAPA).

Le développement de l'urbanisation de la partie Nord Est du territoire de la commune d'Ajaccio a généré une dégradation des conditions de circulation.

Dans le cadre d'une stratégie globale de déplacement utilisant le bus, le train, le vélo et à terme une navette maritime, afin de fluidifier la circulation et d'améliorer la desserte du secteur du Stiletto où sont implantés de nouveaux équipements publics, notamment un collège et l'hôpital, la communauté d'agglomération du pays Ajaccien (CAPA) a prévu de créer un projet de téléporté, une télécabine débrayable. Cet ouvrage consiste à relier par un transport par câble, le quartier de Mezzavia, le secteur du Stiletto et le quartier de Saint-Joseph.

La réalisation du projet nécessitera la construction en milieu urbain de 4 stations aux emprises variées,

- les stations Saint Joseph et Château d'eau implantées sur la parcelle cadastrée A 113 de 7,87 ha, ancienne propriété du ministère de la Défense,
- la station Stiletto d'une emprise d'environ 2300 m² appartenant à a commune d'Ajaccio,
-la station Mezzavia, d'une emprise de 2345 m² sur une partie d'une parcelle privée AS 165,

ainsi que l'implantation de 19 pylônes en milieu naturel, d'une hauteur comprise entre 5 et 30 m, dont 6 situés à proximité immédiate des stations.

Le coût prévisionnel de cette opération (telle qu'elle ressort de l'évaluation sommaire des dépenses (acquisitions foncières, travaux et études) est de l'ordre de 3,5 M € pour les travaux (avec un surcoût de 6,2 M €) et 1,5 M € au titre de la maîtrise foncière.

II Caractéristiques d'utilité publique

Le projet de téléporté :
- propose une offre supplémentaire de transports collectifs destinée à améliorer la desserte de secteurs ayant connu récemment une forte urbanisation et qui sont insuffisamment desservis en transport en commun,
- offre une alternative à l'utilisation de la voiture sur une liaison, reliant deux entrées de ville, aujourd'hui confrontée à de réelles difficultés de circulation,
- améliore l'accès aux équipements publics implantés dans la zone du Stiletto (hôpital, collège, salle de spectacles,
- constitue une incitation à l'évolution des comportements en faveur des mobilités douces.

A la suite de l'organisation de l'enquête publique conjointe de droit commun organisée du 30 mai au 30 juin 2023, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de liaison par câble entre Saint Joseph et Mezzavia sur le territoire de la commune d'Ajaccio, assorti notamment, des deux réserves suivantes:
- la réalisation de la piste cyclable et la mise en service d'un bus en site propre depuis le centre ville jusqu'à Saint Joseph doivent être préalables à l'ouverture du téléporté,
- la capacité du parking prévu à proximité de la gare Saint Joseph doit être portée à 500 places.

Par délibération du 5 octobre 2023, le conseil de la CAPA a entériné la prise en compte des deux réserves formulées par le commissaire enquêteur sur le volet DUP et validé la modification du projet.

La CAPA s'est ainsi engagée d'une part , à travailler sur une extension des capacités de stationnement sur le terrain militaire lui-même et, parallèlement, à rechercher des capacités supplémentaires à proximité du site et, d'autre part, à proposer une solution technique permettant la réalisation d'une voie de bus en site propre qui viendrait faire symétrie avec celle existante. Elle prendra ainsi l'initiative des échanges techniques avec notamment la Ville d'Ajaccio et la Collectivité de Corse de manière qu'un tel axe puisse être opérationnel au moment de la mise en service du téléporté.

III Mise en œuvre d'une procédure de mise en compatibilité du PLU de la commune d'Ajaccio révisé le 25 novembre 2019 et exécutoire le 6 janvier 2020.

Le volet « *mise en compatibilité* » du PLU d'Ajaccio soumis à l'enquête publique précitée portant également sur les volets cessibilité des parcelles concernées et établissement de servitudes d'utilité publique de libre survol et de passage, a fait l'objet d'un avis favorable du commissaire enquêteur, après l'organisation d'une réunion des Personnes publiques associées le 27 mars 2023.

Ainsi, le règlement du PLU d'Ajaccio modifié prévoit les ouvrages de grande hauteur, les ouvrages nécessaires au fonctionnement d'un équipement public de mobilité.

IV Enjeux environnementaux.

Afin de protéger notamment la tortue d'Hermann et les continuités écologiques mises en évidence par un diagnostic écologique de la zone réalisée, le porteur de projet a prévu la mise en œuvre de mesures d'évitement, de mesures de réduction et de mesures de suivi et d'accompagnement.

Conclusion

Considérant :
- l'objectif assigné à l'opération qui contribue à l'amélioration des déplacements à Ajaccio ;
- les conclusions motivées du commissaire enquêteur,
- que le coût et l'atteinte à la propriété privée ne sont pas excessifs eu égard à la finalité d'intérêt général de l'opération, la déclaration d'utilité publique du projet peut être prononcée.

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour,

Ajaccio, le 04 DEC. 2023

Le préfet

Amaury de SAINT-QUENTIN

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 23 novembre 2020 à 17h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 17 novembre 2020 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :
Laurent Marcangeli, Stéphane Sbraggia, Simone Guerrini, Pierre Pugliesi, Nicole Ottavy, Charles Voglimacci, Annie Costa-Nivaggioli, Aurélia Massei, Marie-Antoinette Santoni-Brunelli, Basiliu Moretti, Alexandre Farina, Marine Ponzevera, Marine Schinto, Danielle Antonini, Jean-Paul Carrolaggi, Jean-André Miniconi, Vanina Angelini-Buresi, Julia Tiberi, Etienne Bastelica

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :
Caroline Corticchiato et Paul Mancini à Alexandre Farina, Stéphane Vannucci et Pierre-Laurent Audisio à Laurent Marcangeli, Rose-Marie Ottavy-Sarrola et Isabelle Falchi à Annie Costa-Nivaggioli, Jacques Billard et Marie-Françoise Gaffory Fau à Charles Voglimacci, Jean-Pierre Aresu et Annie Sichi à Nicole Ottavy, Christophe Mondoloni à Marine Schinto, Dominique Carlotti et Jean-Pierre Sollacaro à Marie-Antoinette Santoni-Brunelli, Danielle Flamencourt et Camille Bernard à Simone Guerrini, Marie-Noëlle Nadal et Jean-François Luccioni à Pierre Pugliesi, Philippe Kervella et Alain Nicolai à Stéphane Sbraggia, David Frau à Marine Ponzevera, Christian Bacci et Muriel Piera à Aurélia Massei, Sébastien Deliperi à Basiliu Moretti, Isabelle Feliciaggi à Jean-André Miniconi, Jean-Michel Simon à Vanina Angelini-Buresi, Jean-François Casalta à Julia Tiberi

Etaient absents :
Isabelle Jeanne, Christelle Combette, Laetitia Maroccu, Emmanuelle Villanova

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	19
Quorum :	16

Le quorum étant atteint, Marine Schinto est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20201123-2020_288-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 01/12/2020
Affichage : 01/12/2020
Pour l'autorité compétente par délégation

Séance du lundi 23 novembre 2020
Délibération N°2020/288

Approbation de la modification simplifiée n 1 du PLU : rectification d'une erreur matérielle de transcription graphique

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme précise que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé par délibération du 25 novembre 2019 et qu'il s'agit de la première modification simplifiée.

Le PLU révisé étant incompatible avec le projet de pénétrante d'Ajaccio en ce qui concerne trois secteurs représentant 7 % du tracé total de la future pénétrante la Ville d'Ajaccio a engagé, par délibération n°2020 – 118 une procédure de modification simplifiée.

Il est rappelé que :
Le projet de la pénétrante Est d'Ajaccio vise à créer un nouveau barreau routier permettant d'assurer la jonction entre la RT20 au niveau de Caldaniccia (commune de Sarrola-Carcopino) et le carrefour giratoire de Bodiccione (commune d'Ajaccio), afin :

- d'améliorer la desserte d'Ajaccio notamment les parties nord et ouest de son territoire ;
- de soulager la RT22, actuellement à saturation aux heures de pointes du matin et du soir, et présentant un trafic contraint en journée ;
- de desservir le nouvel hôpital d'Ajaccio en cours de construction ainsi que le nouveau collège du Stiletto ;
- de créer de nouvelles voies cyclables et de nouveaux cheminements piétons permettant de relier les quartiers résidentiels existants aux équipements publics et aux espaces commerciaux.

Le projet intègre d'ouest en est :
- la requalification de la RD31 entre le carrefour giratoire de Bodiccione et le carrefour giratoire de Stiletto, soit environ 1,1 km,
- et la création d'une voie nouvelle d'environ 3,8 km entre ce dernier et le carrefour giratoire de Caldaniccia sur la RT20.

La Pénétrante Est d'Ajaccio sera de type 2x1 voies, hormis sur le tronçon correspondant à la requalification de la RD31 entre Bodiccione et Stiletto où la voie présentera un profil à 2x2 voies (dont 1 voie par sens de circulation dédiée au bus).
Des cheminements piétons et cycles sécurisés sont organisés sur l'ensemble du linéaire soit 4,9 km.

L'aménagement de la pénétrante nécessite l'incorporation d'immeubles privés dans le domaine public routier de la Collectivité de Corse. Pour ce faire, une procédure d'acquisition de terrains, par voie amiable ou d'expropriation selon le cas approprié, est initiée conformément aux textes législatifs et réglementaires des codes de l'Environnement, de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et de la Voirie Routière.
D'autre part, le projet ayant des incidences sur les milieux naturels, la Collectivité de Corse doit mettre en œuvre des mesures compensatoires au titre de la biodiversité (ilots de Figarella et de Sant Angelo). Dans ce cadre, il est privilégié un conventionnement avec les propriétaires fonciers.

Pour initier cette procédure, l'arrêté préfectoral n° 2A-2019-10-10-004 du 10 octobre 2019 a programmé l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à :

- la déclaration d'utilité publique du projet susvisé ;
- la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Ajaccio,
- la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet (enquête parcellaire),
- l'autorisation environnementale.

L'enquête s'est déroulée du lundi 18 novembre au mardi 17 décembre 2019 sur le territoire des communes d'Ajaccio, de Sarrola- Carcopino, d'Afa, d'Alata et d'Appietto, avec des permanences réalisées par la commission d'enquête dans l'ensemble des mairies (voir arrêté préfectoral).
Trois volets du dossier soumis à l'enquête publique unique organisée du 18 novembre au 17 décembre 2019, à savoir la déclaration d'utilité publique du projet de pénétrante, le parcellaire et l'autorisation environnementale, ont fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête.
Toutefois, en ce qui concerne le volet « urbanisme », la révision du PLU d'Ajaccio a été approuvée par une délibération du conseil municipal d'Ajaccio du 29 novembre 2019, pendant l'enquête publique qui portait notamment sur la mise en compatibilité du PLU de 2013 en contradiction avec l'article L 153-56 du code de l'urbanisme), alors que des zones avaient changé (création de zones spécifiques Nr pour gérer les Espaces remarquables et ou caractéristiques : les ERC du PADDUC qui ne peuvent être traversés par des routes). Les services de la Mairie d'Ajaccio ont bien transcrit l'emplacement réservé (en lieu et place de celui de 2013), mais n'ont pas relevé le chevauchement du tracé du projet de pénétrante avec la zone Nr sur la montée du Stiletto et dans le secteur de la Confina. Il s'agit bien là d'une erreur matérielle qui ne porte que sur 7% du projet de pénétrante.

Il a donc été proposé la mise en œuvre d'une modification simplifiée du PLU révisé d'Ajaccio dont les principales étapes sont les suivantes (d'une durée de 3 mois) :

a. 8 juin 2020 - délibération n° 2020/11/8 du conseil municipal d'Ajaccio engageant la modification simplifiée de la zone Nr du PLU révisé en zone N ;
b. organisation d'une réunion des personnes publiques associées le 28 septembre 2020;
c. mise à disposition du public pendant un mois, du 29 septembre 2020 au 30 octobre 2020

La collectivité a mis à la disposition du public, pendant un mois, le projet de modification, l'exposé de ses motifs, les éventuels avis des PPA et un registre à la Mairie.

En tant que bilan de cette concertation, il est noté qu'il n'y a eu aucune observation formulée.

Le PLU ainsi modifié deviendra exécutoire à compter de la publication et de la transmission au Préfet de la délibération approuvant la modification simplifiée du PLU.

IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver la procédure de modification simplifiée du PLU afin de rectifier l'erreur matérielle de classement de trois emprises de la future pénétrante conformément aux dispositions des articles L 153-45 à L 153-48, L 153-41 et L 151-28 du Code de l'Urbanisme.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL
Ouï l'exposé de Madame Nicole OTTAVY, adjointe déléguée
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, modification et révision des documents d'urbanisme ;

Vu le Code de l'Urbanisme er notamment ses articles L 153-45 à L 153-48, L 153-41 et L 151-28
Vu l'ordonnance n° 2015 – 1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du Code de l'Urbanisme ;
Vu la délibération en date du 25 novembre 2019 du Conseil Municipal approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;
Vu la délibération n° 2020 / 118 en date du 8 juin 2020 du Conseil Municipal prescrivant la modification simplifiée n°1 ;
Vu la réunion des personnes publiques associées ;
Vu la concertation avec la population du 29 septembre 2020 au 30 octobre 2020 ;
Vu le bilan de la concertation et l'absence d'observations ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 23 novembre 2020,

APPROUVE

La procédure de modification simplifiée du PLU afin de rectifier l'erreur matérielle de classement de trois emprises de la future pénétrante conformément aux dispositions des articles L 153-45 à L 153-48, L 153-41 et L 151-28 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération fera l'objet des modalités de publicité suivantes :
- un affichage en mairie pendant 1 mois,
- mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal, en annonces légales, diffusé dans le département,
- une publication au recueil des actes administratifs

VOTE

A l'unanimité de ses membres présents et représentés.

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité.
Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi via l'application "Télérecours citoyens", accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DUCONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 08 juin 2020 à 18h00 le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 02 juin 2020 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique au Palatinu sous la présidence de Monsieur Laurent MARCANGELI, Le Maire.

Etaient présents :
Laurent Marcangeli, Stéphane Sbraggia, Caroline Corticchiato, Stéphane Vannucci, Simone Guerrini, Pierre Pugliesi, Jacques Billard, Nicole Ottavy, Charles Voglimacci, Annie Costa-Nivaggioli, Jean-Pierre Aresu, Annie Sichi, Christophe Mondoloni, Aurélia Massei, Dominique Carlotti, Isabelle Jeanne, Camille Bernard, Jean-Pierre Sollacaro, Marie-Noëlle Nadal, Jean-François Luccioni, Philippe Kervella, David Frau, Isabelle Falchi, Marie-Antoinette Santoni-Brunelli, Christian Bacci, Paul Mancini, Laetitia Maroccu, Muriel Piera, Emmanuelle Villanova, Alain Nicolai, Marie-Françoise Gaffory Fau, Pierre-Laurent Audisio, Basiliu Moretti, Alexandre Farina, Marine Ponzevera, Sébastien Deliperi, Marine Schinto, Danielle Antonini, Jean-Paul Carrolaggi, Jean-André Miniconi, Jean-François Casalta, Vanina Angelini-Buresi, Julia Tiberi, Etienne Bastelica

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :
Isabelle Feliciaggi à Jean-André Miniconi

Etaient absents :
Rose-Marie Ottavy-Sarrola, Danielle Flamencourt, Christelle Combette, Paul Leonetti

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	44
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Madame Marine Schinto, est désigné(e) en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-212000046-20200608-2020_118-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 16/06/2020
Affichage : 17/06/2020
Pour l'autorité compétente par délégation

Séance du lundi 08 juin 2020
Délibération N° 2020/118
Modification simplifiée n°1 du PLU : Rectification d'une erreur matérielle de transcription graphique

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme rappelle que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé par délibération du 25 novembre 2019 et qu'il s'agit de la première modification simplifiée.

Or, il s'est avéré que le PLU révisé est incompatible avec le projet de pénétrante d'Ajaccio en ce qui concerne trois secteurs représentant 7 % du tracé total de la future pénétrante.

Le projet de la pénétrante Est d'Ajaccio vise à créer un nouveau barreau routier permettant d'assurer la jonction entre la RT20 au niveau de Caldaniccia (commune de Sarrola-Carcopino) et le carrefour giratoire de Bodiccione (commune d'Ajaccio), afin :

- d'améliorer la desserte d'Ajaccio notamment les parties nord et ouest de son territoire ;
- de soulager la RT22, actuellement à saturation aux heures de pointes du matin et du soir, et présentant un trafic contraint en journée ;
- de desservir le nouvel hôpital d'Ajaccio en cours de construction ainsi que le nouveau collège du Stiletto ;
- de créer de nouvelles voies cyclables et de nouveaux cheminements piétons permettant de relier les quartiers résidentiels existants aux équipements publics et aux espaces commerciaux.

Le projet intègre d'ouest en est :

- la requalification de la RD31 entre le carrefour giratoire de Bodiccione et le carrefour giratoire de Stiletto, soit environ 1,1 km,
- et la création d'une voie nouvelle d'environ 3,8 km entre ce dernier et le carrefour giratoire de Caldaniccia sur la RT20.

La Pénétrante Est d'Ajaccio sera de type 2x1 voies, hormis sur le tronçon correspondant à la requalification de la RD31 entre Bodiccione et Stiletto où la voie présentera un profil à 2x2 voies (dont 1 voie par sens de circulation dédiée au bus).
Des cheminements piétons et cycles sécurisés sont organisés sur l'ensemble du linéaire soit 4,9 km.

L'aménagement de la pénétrante nécessite l'incorporation d'immeubles privés dans le domaine public routier de la Collectivité de Corse. Pour ce faire, une procédure d'acquisition de terrains, par voie amiable ou d'expropriation selon le cas approprié, est initiée conformément aux textes législatifs et réglementaires des codes de l'Environnement, de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et de la Voirie Routière.
D'autre part, le projet ayant des incidences sur les milieux naturels, la Collectivité de Corse doit mettre en œuvre des mesures compensatoires au titre de la biodiversité (ilots de Figarella et de Sant Angelo). Dans ce cadre, il est privilégié un conventionnement avec les propriétaires fonciers.

Pour initier cette procédure, l'arrêté préfectoral n° 2A-2019-10-10-004 du 10 octobre 2019 a programmé l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à :

- la déclaration d'utilité publique du projet susvisé ;
- la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Ajaccio,
- la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet (enquête parcellaire),
- l'autorisation environnementale.

L'enquête s'est déroulée du lundi 18 novembre au mardi 17 décembre 2019 sur le territoire des communes d'Ajaccio, de Sarrola- Carcopino, d'Afa, d'Alata et d'Appietto, avec des permanences réalisées par la commission d'enquête dans l'ensemble des mairies (voir arrêté préfectoral).
Trois volets du dossier soumis à l'enquête publique unique organisée **du 18 novembre au 17 décembre 2019,** à savoir la déclaration d'utilité publique du projet de pénétrante, le parcellaire et l'autorisation environnementale, ont fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête.

Toutefois, en ce qui concerne le volet « *urbanisme* », la révision du PLU d'Ajaccio a été approuvée par une **délibération du conseil municipal d'Ajaccio du 29 novembre 2019,** pendant l'enquête publique qui portait notamment sur la mise en compatibilité du PLU de 2013 en contradiction avec l'article L 153-56 du code de l'urbanisme), alors que des zones avaient changé (création de zones spécifiques Nr pour gérer les Espaces remarquables et ou caractéristiques : les ERC du PADDUC qui ne peuvent être traversés par des routes). Les services de la Mairie d'Ajaccio ont bien transcrit l'emplacement réservé (en lieu et place de celui de 2013), mais n'ont pas relevé le chevauchement du tracé du projet de pénétrante avec la zone Nr sur la montée du Stiletto et dans le secteur de la Confina. Il s'agit bien là d'une erreur matérielle qui ne porte que sur 7% du projet de pénétrante.

Il es donc proposé la mise en œuvre d'une modification simplifiée du PLU révisé d'Ajaccio dont les principales étapes seront les suivantes (d'une durée de 3 mois):

a. Juin 2020 - délibération du conseil municipal d'Ajaccio engageant la modification simplifiée de la zone Nr du PLU révisé en zone N ;
b. organisation d'une réunion des personnes publiques associées le mois suivant ;
c. mise à disposition du public pendant un mois et approbation du projet de modification simplifiée du PLU révisé par délibération du conseil municipal de la ville d'Ajaccio courant septembre 2020

Sur la procédure,
La modification opérée par la loi ALUR de l'ancien article L. 123-13-3 du code de l'urbanisme (devenu L. 153-45) ne s'est pas accompagnée d'une redéfinition des éléments permettant de qualifier une erreur matérielle.
Selon le Conseil d'État, la procédure de modification simplifiée est légalement possible en cas de malfaçon rédactionnelle ou cartographique portant sur l'intitulé, la délimitation ou la réglementation d'une parcelle, d'un secteur ou d'une zone ou le choix d'un zonage, dès lors que cette malfaçon conduit à une contradiction évidente avec les intentions des auteurs du plan local d'urbanisme. En l'espèce, la Commune d'Ajaccio est favorable à la réalisation de cette pénétrante et a porté, en emplacement réservé, le tracé prévu.

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme expose qu'il convient dès lors de procéder à une modification simplifiée du document d'urbanisme communal.

Ce changement peut être effectué par délibération du Conseil Municipal après un « porter à la connaissance du public », durant une durée d'au moins un mois, dans le cadre de la procédure de modification simplifiée. Il peut être fait usage de cette procédure dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du PLU, la modification n'ayant pas pour effet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et ne comporte pas de graves risques de nuisance.
Le Maire établit et notifie le projet de modification simplifiée, avant la mise à disposition, au Préfet et à l'ensemble des personnes publiques associées (PPA) mentionnées à l'article L. 121-4-I et -III du Code de l'urbanisme (ainsi qu'aux communes couvertes ou concernées par le projet de

modification).

Les modalités de la mise à disposition, permettant au public de formuler ses observations, doivent être précisées par le Conseil Municipal et portées à la connaissance du public, au moyen d'un avis, publié dans un journal diffusé dans le département et affiché dans la (ou les) collectivité(s) au minimum 8 jours avant le début de la mise à disposition, puis durant toute la durée de la mise à disposition.

La collectivité met à la disposition du public, pendant un mois, le projet de modification, l'exposé de ses motifs, les éventuels avis des PPA et un registre à la Mairie
Les observations du public sont enregistrées et conservées.

A l'issue de la mise à disposition, le Maire présente le bilan de la mise à disposition au Conseil Municipal qui en délibère.

Le projet peut être modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public puis est adopté par délibération motivée dans tous les cas.

Le PLU ainsi modifié devient exécutoire à compter de la publication et de la transmission au Préfet de la délibération approuvant la modification simplifiée du PLU.

IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL

1 - d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU afin de rectifier l'erreur matérielle de classement de trois emprises de la future pénétrante conformément aux dispositions des articles L 153-45 à L 153-48, L 153-41 et L 151-28 du Code de l'Urbanisme et précise qu'en ce qui concerne les modalités de la mise à disposition :

- un avis au public sera publié au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition dans un journal de diffusion départemental,
- les pièces constitutives du dossier relatif au projet de modification simplifiée n°1 , éventuellement les avis des Personnes Publiques Associées ainsi qu'un registre d'observations seront mis à la disposition du public, en mairie, au service de l'Urbanisme, un mois, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. A l'expiration du délai de mise à disposition prévu ci-dessus, le registre sera clos et signé par le maire, ou son représentant.
- A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

2 - de donner autorisation au Maire pour signer toute convention de service concernant la modification simplifiée du PLU ;

3 – de dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré

LE CONSEIL MUNICIPAL
Ouï l'exposé de Madame Nicole OTTAVY, adjointe déléguée
Et après en avoir délibéré

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, modification et révision des documents d'urbanisme
Vu le Code de l'Urbanisme er notamment ses articles L 153-45 à L 153-48, L 153-41 et L 151-28
Vu l'ordonnance n° 2015 – 1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du Code de l'Urbanisme
Vu la délibération en date du 25 novembre 2019 du Conseil Municipal approuvant le Plan Local d'Urbanisme

ENGAGE

une procédure de modification simplifiée du PLU afin de rectifier l'erreur matérielle de classement de trois emprises de la future pénétrante conformément aux dispositions des articles L 153-45 à L 153-48, L 153-41 et L 151-28 du Code de l'Urbanisme et précise qu'en ce qui concerne les modalités de la mise à disposition :

- un avis au public sera publié au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition dans un journal de diffusion départemental,
- les pièces constitutives du dossier relatif au projet de modification simplifiée n°1 , éventuellement les avis des Personnes Publiques Associées ainsi qu'un registre d'observations seront mis à la disposition du public, en mairie, au service de l'Urbanisme, un mois, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. A l'expiration du délai de mise à disposition prévu ci-dessus, le registre sera clos et signé par le maire, ou son représentant.
- A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

AUTORISE le maire

A signer toute convention de service concernant la modification simplifiée du PLU ;
Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

VOTE

Par 38 voix pour et 7 abstention(s).

Abstention(s) : Danielle Antonini, Jean-Paul Carrolaggi, Jean-André Miniconi, Isabelle Feliciaggi, Jean-François Casalta, Vanina Angelini-Buresi, Julia Tiberi

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité.
Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi via l'application "Télérecours citoyens", accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

MAIRIE D'AJACCIO 20000 AJACCIO

POUR EXTRAIT CONFORME

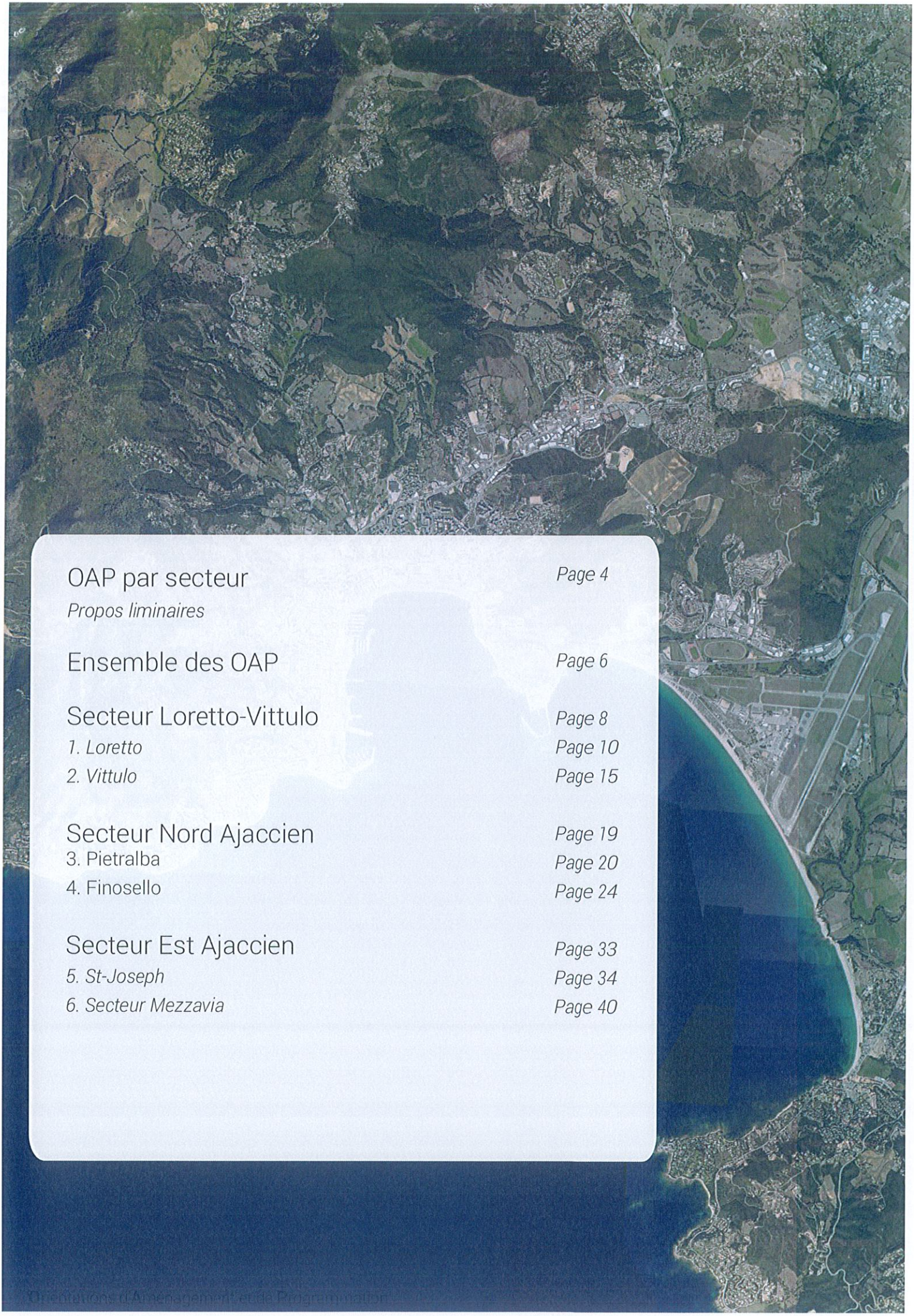
LE MAIRE

Laurent MARCANGELI

AIACCIUPLU

3. Orientations d'Aménagement et de Programmation

Prescription par DCM du	26/10/2015
Arrêt par DCM du	28/11/2018
Enquête publique du	du 15/07 au 30/08/2019
Approbation par DCM du ET exécutoire le	25/11/2019 XX/XX/XXXX



OAP par secteur — Page 4

Propos liminaires

Ensemble des OAP — Page 6

Secteur Loretto-Vittulo — Page 8

1. Loretto — Page 10

2. Vittulo — Page 15

Secteur Nord Ajaccien — Page 19

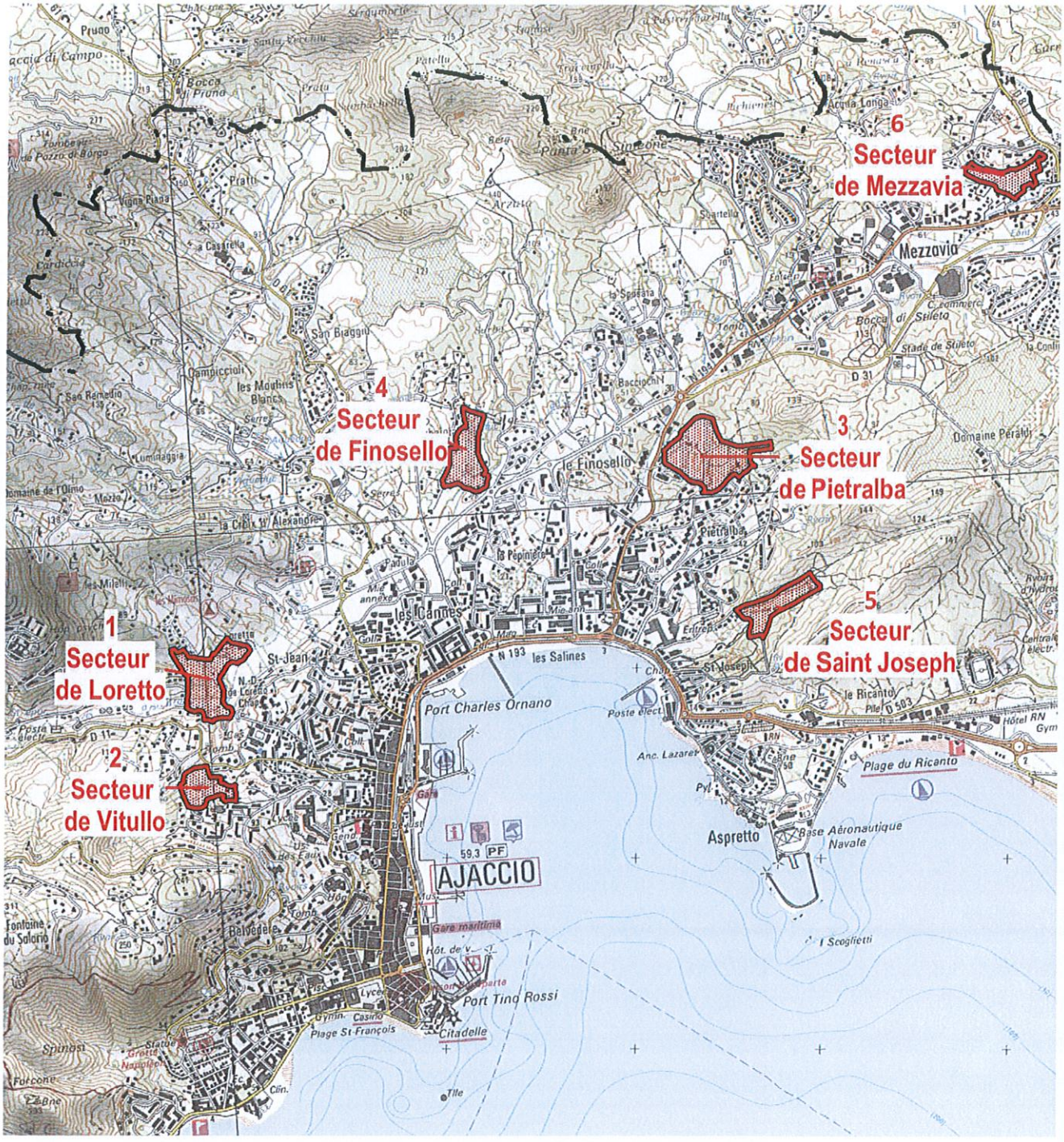
3. Pietralba — Page 20

4. Finosello — Page 24

Secteur Est Ajaccien — Page 33

5. St-Joseph — Page 34

6. Secteur Mezzavia — Page 40


1
Secteur
de Loretto
2
Secteur
de Vitullo
3
Secteur
de Pietralba
4
Secteur
de Finosello
5
Secteur
de Saint Joseph
6
Secteur
de Mezzavia
AJACCIO
Port Charles Ornano
Port Tino Rossi
Aspretto
Mezzavia
les Salines
les Cannes
Plage du Ricanto
Citadelle
Plage St-François
Belvédère
Pietralba
le Finosello
St-Joseph
St-Jean
Domaine Péraldi
Base Aéronautique
Navale
Hôtel RN
Gym
Tîle
I Scoglietti

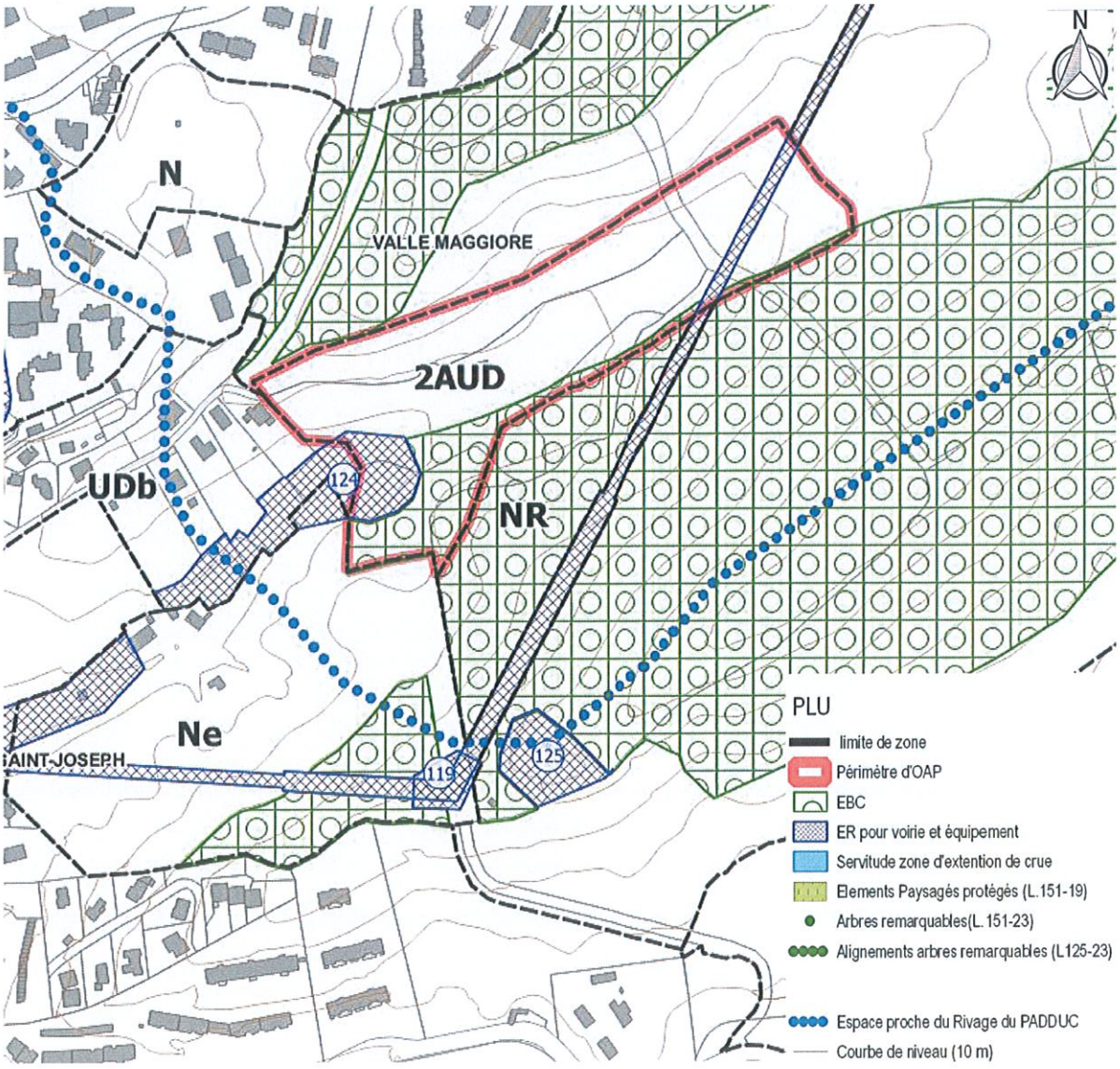
Secteur Est Ajaccien

Secteur St-Joseph

Ce secteur à urbaniser se situe au Sud-Est de la ville d'Ajaccio, en limite de l'espace remarquable du littoral. La zone 2AUD se situe en continuité d'un secteur déjà urbanisé comprenant principalement de l'habitat individuel.

Un bassin d'orage est prévu en aval de la zone 2AUD.

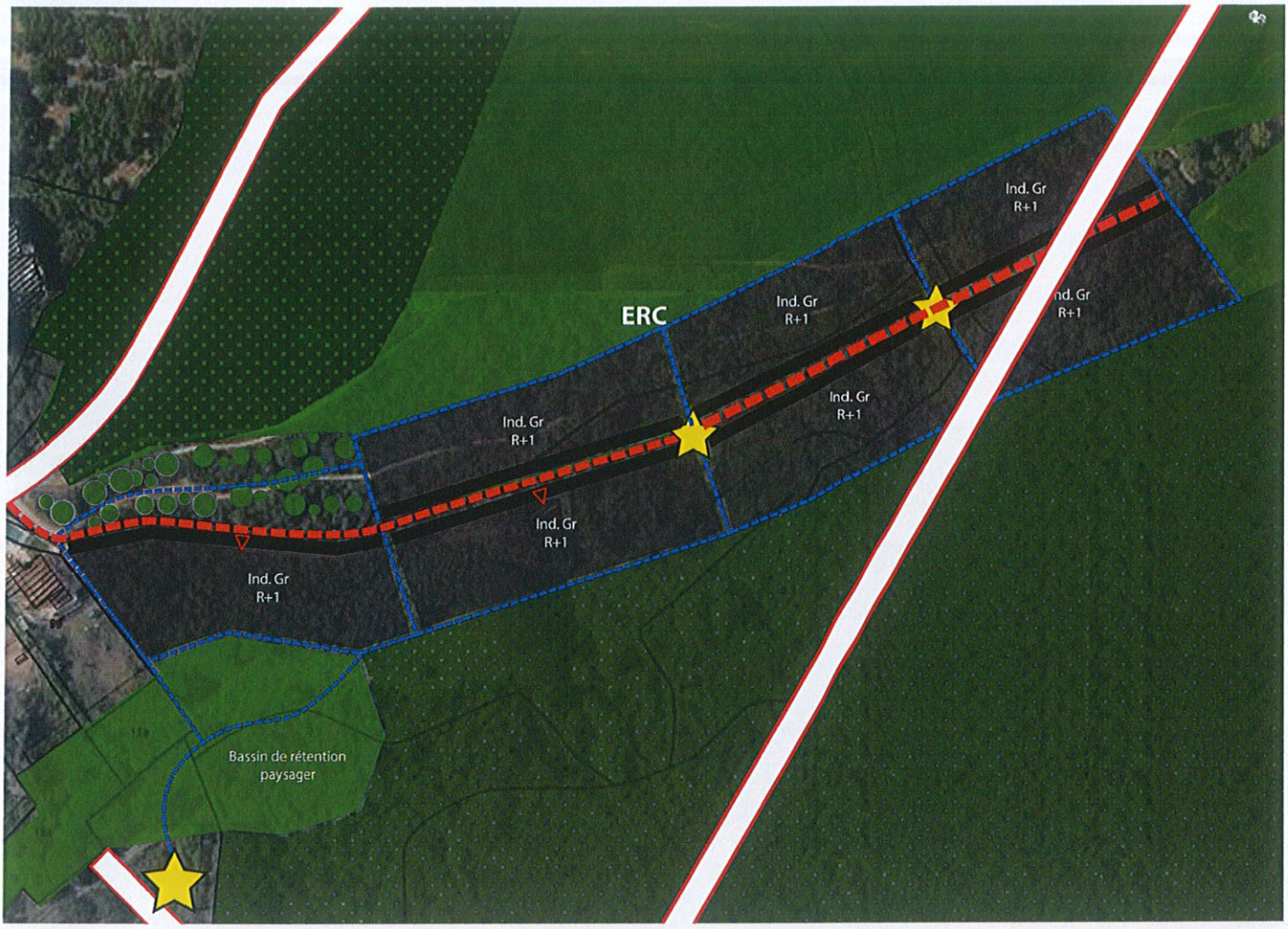
L'ouverture à la densification de la zone 2AUD est conditionnée à la réalisation de l'ensemble des infrastructures nécessaires.



Ci-dessus extrait du plan de zonage du PLU.



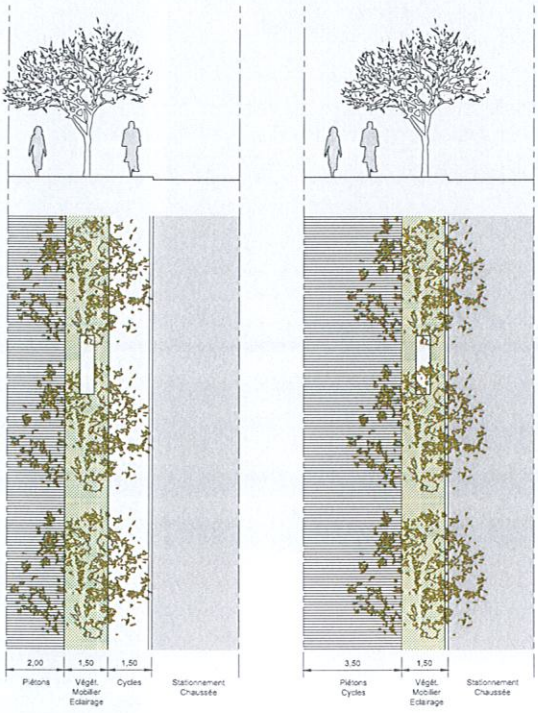
Ci-dessus, périmètre de la zone 2AUD sur la photo aérienne du secteur



Ci dessus, l'OAP graphique pour la zone 2AUD de St Joseph (schéma donné à titre indicatif)

Les emplacements réservés du secteur :

L'amélioration des accès au quartier St-Joseph

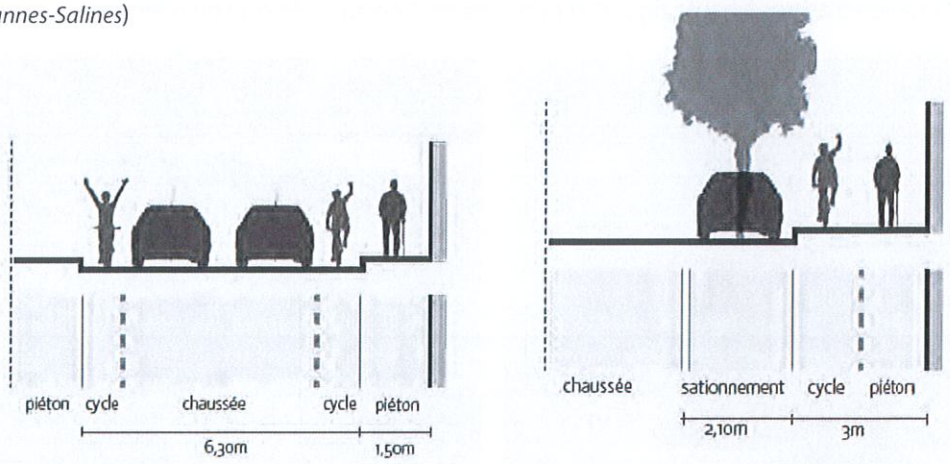


L'ensemble des projets routiers d'amélioration d'accès au quartier St-Joseph (amélioration de l'existant ou création de nouvelles voies) devra comprendre un partage de voirie entendant la création de pistes cyclables et d'espaces piétons de part et d'autre de la chaussée. A ce titre, en dehors du gabarit de la chaussée et hors stationnement, la création ou la requalification des voies routières comprendront un minimum de 5mètres de part et d'autre de la voie exclusivement dédiés aux mobilités douces. Dans le cas de la création d'une 2x2 voies, un terre-plein central de 5 mètres sera à prévoir pour les mobilités douces en plus des espaces réservés bilatéraux évoqués précédemment. Les espaces réservés aux piétons et aux cycles comprendront des alignements d'arbres de hautes tiges tous les 5 mètres et des plantations arbustives régulières. Un mobilier et un éclairage urbain seront à prévoir. Le mobilier urbain comprenant des bancs et des corbeilles placés de manière régulière -tous les 15 mètres environ. L'éclairage public proposé sur ces espaces réservés aux mobilités douce sera différencié par rapport à l'éclairage de la chaussée). L'ensemble alignement arboré-mobilier-éclairage devra être traité de préférence en alignement les uns par rapport aux autres, afin de dégager au maximum les espaces voués aux piétons et aux cycles.

Le téléphérique urbain

Afin de connecter les deux axes majeurs d'entrée de ville (RT21 et RT22), le téléphérique urbain va survoler la partie haute du site.

Dessertes routières à prévoir. Les nouvelles voies comprendront une chaussée de 6,30 mètres à double sens accompagnées de pistes cyclables (à double sens également). Des espaces de stationnement pourront être prévus en créneau le long des trottoirs. Les espaces piétons présenteront une largeur d'au moins 1,50m. Les cycles et les piétons pourront être traités sur un même couloir de 3 mètres, le cas échéant. (voir exemples ci-dessous, *source : charte urbaine des Cannes-Salines*)



Sentes piétonnes. La structure viaire sera complétée par un réseau de cheminements piétons. Ces sentes piétonnes présenteront une largeur de 3,5m. Il conviendra d'employer sur tout ou partie de ces cheminements, des matériaux perméables et biosourcés. L'usage d'enrobé est proscrit sur ces voies piétonnes. Ces chemins ont pour but de proposer des porosités entre les quartiers existants en offrant de véritable parcours de visites des milieux laissés libres et qui feront l'objet de jardins et d'espaces verts de loisirs.



Exemple de bassins d'orage comprenant des traversées piétonnes

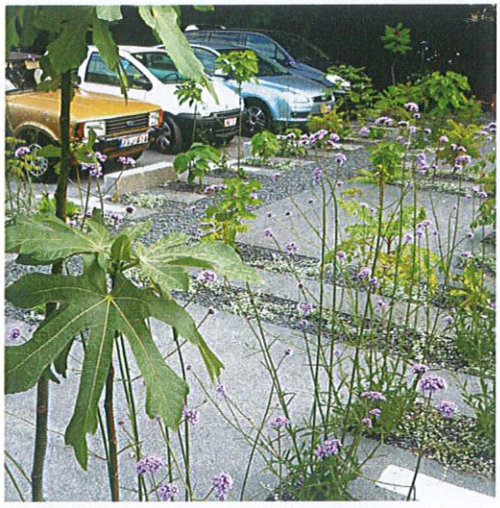
Création d'espaces publics de proximité.

Deux espaces publics sont prévus dans le secteur. Ces espaces publics forment une zone de retournement, de stationnement, mais également de connexion avec le réseau de sentes piétonnes.

Ils sont à dominante végétale. Comme pour les sentes piétonnes et en pertinence avec les matériaux déjà employés pour celles-ci, tout ou partie des matériaux employés seront bio-sourcés et perméables. Ces espaces publics comprendront un éclairage public, un mobilier urbain (bancs et corbeilles) et une oeuvre particulière (fontaines, sculpture, monument...) ainsi que la plantation d'arbres de hautes tiges remarquables.

La plantation d'arbres à haute tige ne sera pas autorisée sous le fuseau du téléporté





Exemple d'espace public comprenant stationnement et cheminement piéton

Espace bâti.

Les espaces bâtis sont des espaces résidentiels et économiques de faible nuisance (environnementale et sonore). A ce titre, les espaces économiques, s'ils existent, s'implantent en RDC des constructions. Les espaces bâtis s'alignent de préférence sur les espaces publics (voies et places) L'espace bâti tient compte de la topographie et des qualités paysagères du site (végétation, aménagement en terrasses...). Ainsi, il est préférable de prévoir une implantation du bâti en amont de la parcelle et de préserver la végétation pré-existante. La typologie du bâti attendue est de type individuel groupé formant mitoyenneté sur au moins une de ses limites parcellaires : maisons jumelles, maisons en bande... Sa hauteur maximale est un R+1 et 8 mètres à l'égout à partir du point le plus bas du terrain naturel.

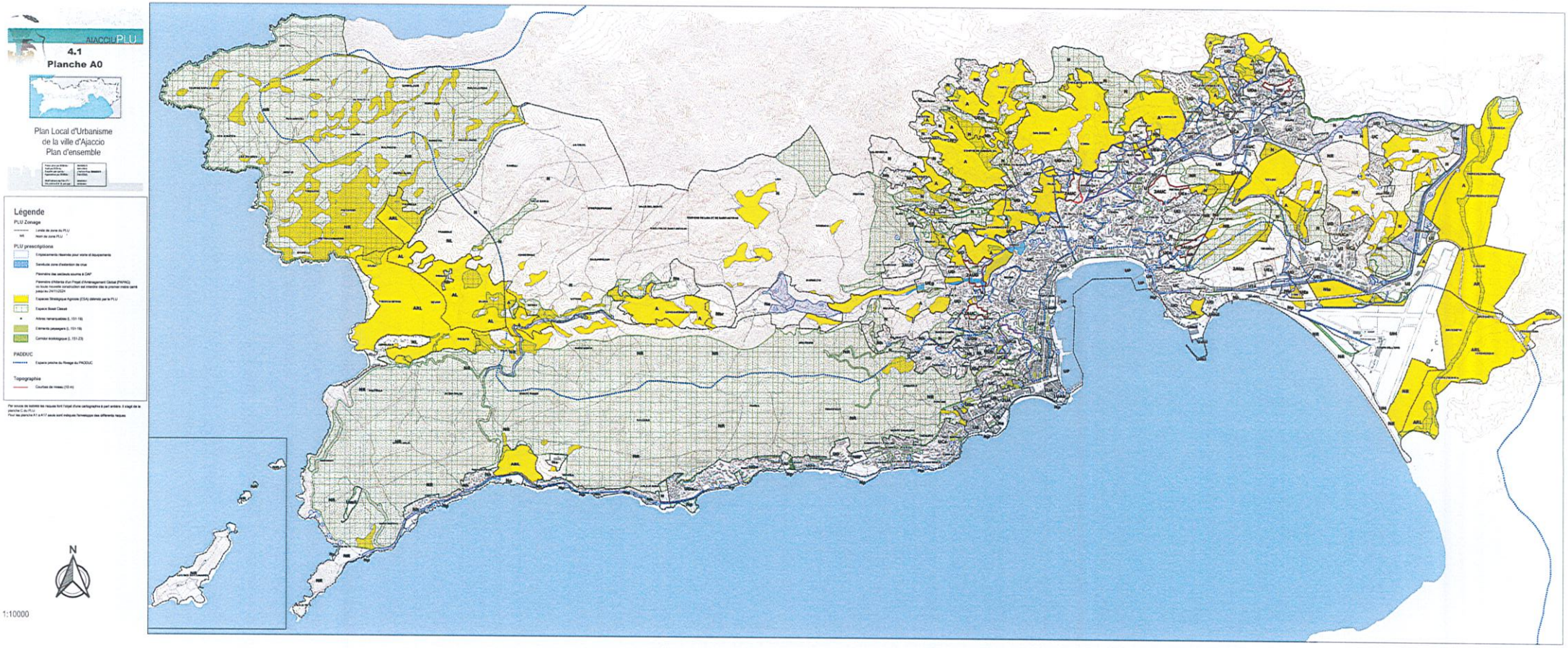
Alignement du bâti.

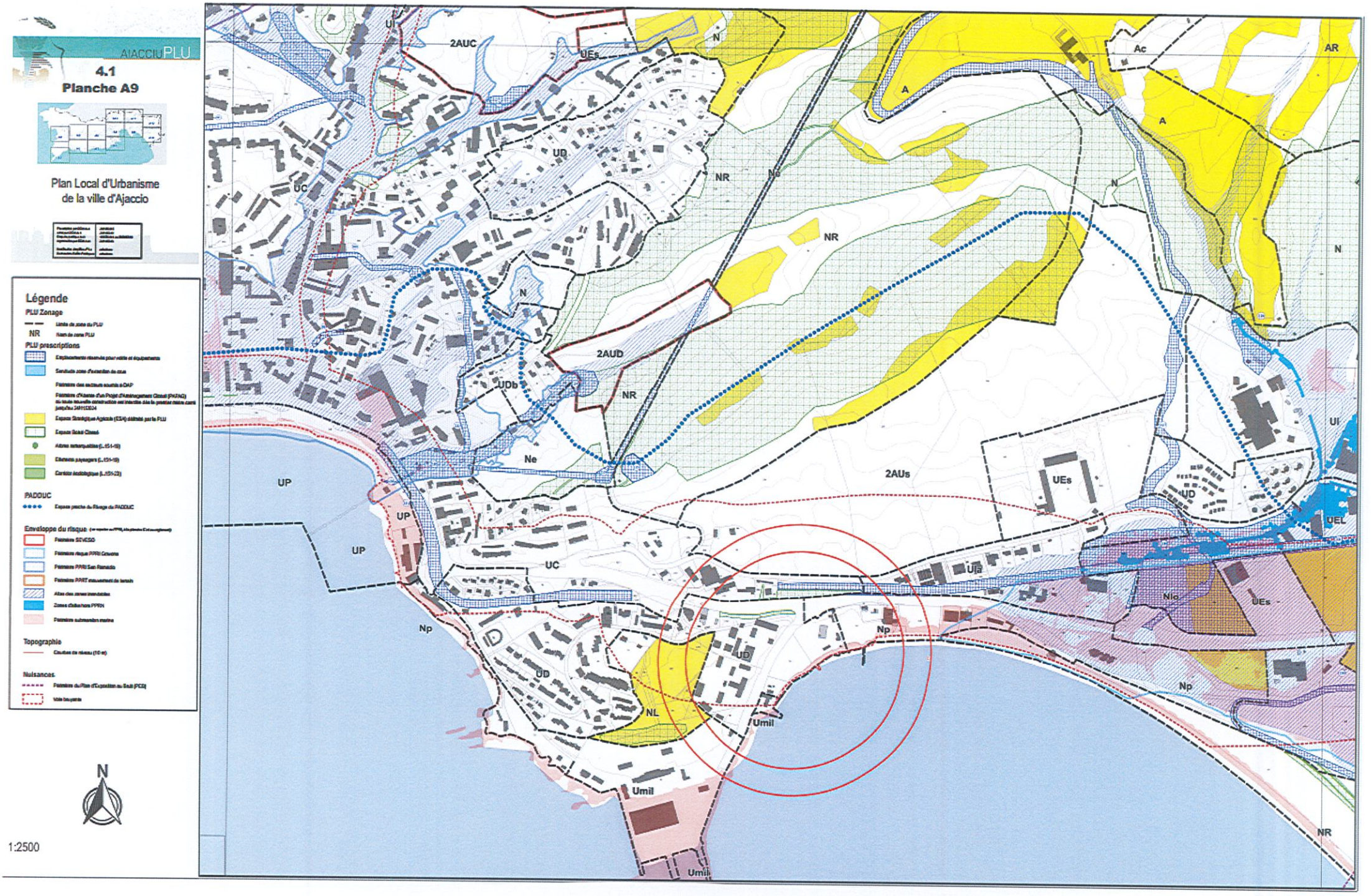
Les espaces bâtis s'alignent sur la voie de desserte à créer de manière à former un front urbain sur rue.

Epaisseur plantée.

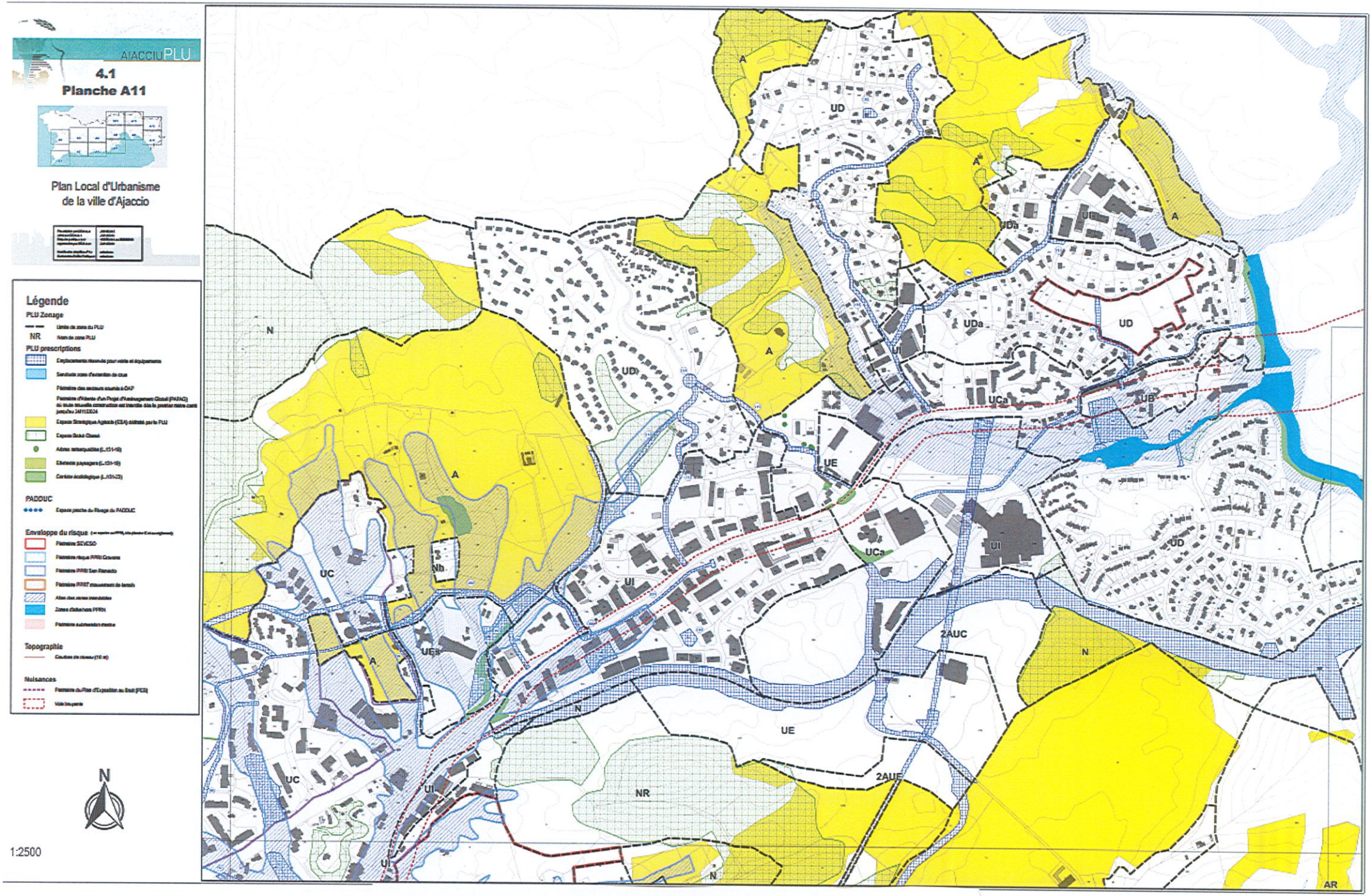
L'entrée de la zone à densifier et de l'ERC devra être valorisée par un espace paysager qui sera à planter d'essences endémiques, d'essence locale fruitière et d'arbres d'ombrage.

Annexe 4 : Plan de zonage du PLU d'Ajaccio (planche 1)

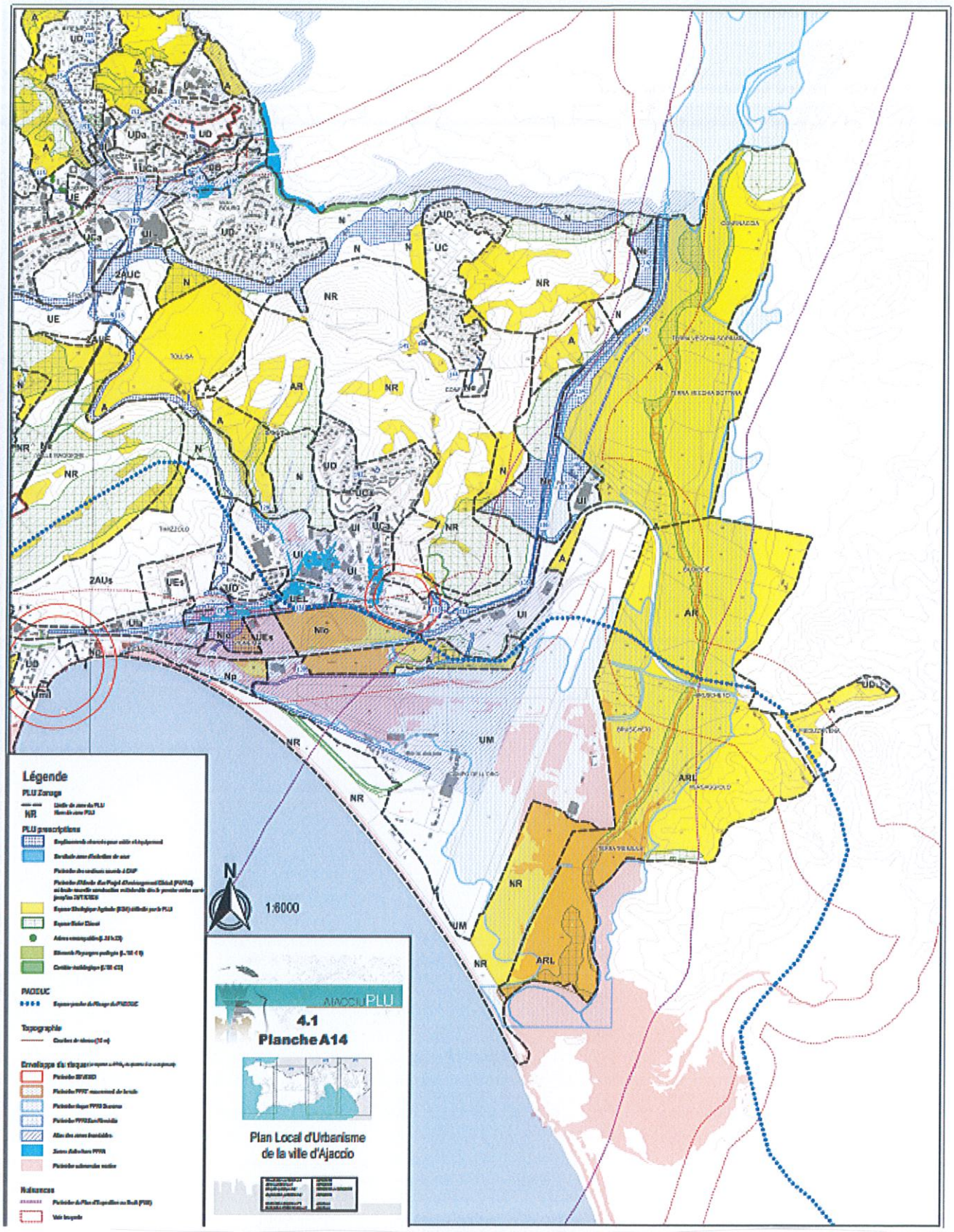




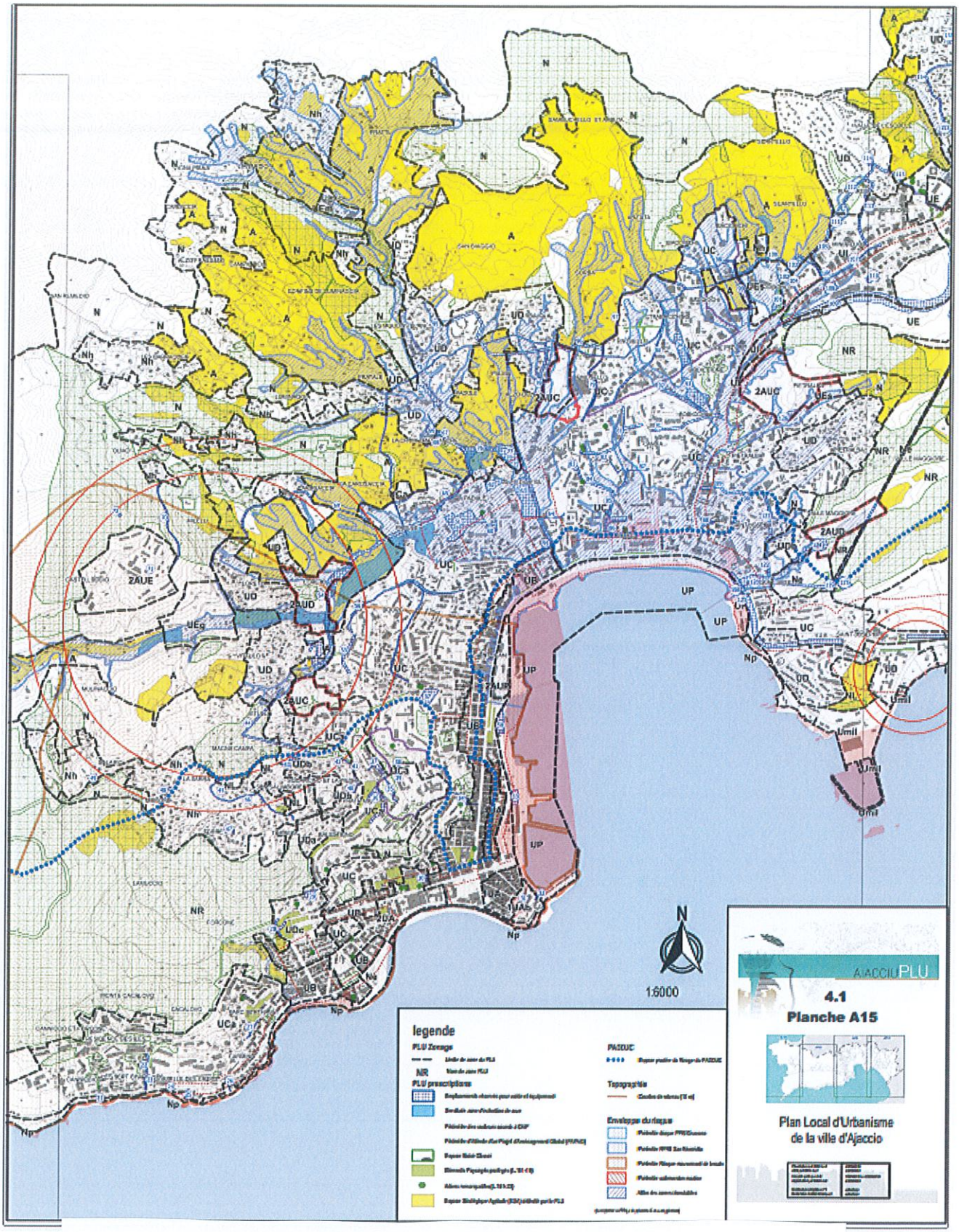
Annexe 4 : Plan de zonage du PLU d'Ajaccio (planche 2)



Annexe 4 : Plan de zonage du PLU d'Ajaccio (planche 3)



Annexe 4 : Plan de zonage du PLU d'Ajaccio (planche 4)



Annexe 4 : Plan de zonage du PLU d'Ajaccio (planche 5)

AIACCIUPLU

4. REGLEMENT

Prescription par DCM du	26/10/2015
Arrêt par DCM du	28/11/2018
Enquête publique du	du 15/07 au 30/08/2019
Approbation par DCM du	25/11/2019
Et exécutoire le	

Sommaire

I - DISPOSITIONS GENERALES 7

II – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES 41

CHAPITRE I – ZONE 1UA 43
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 43
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 44
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 51

CHAPITRE II–ZONE 2UA 53
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 53
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 54
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 62

CHAPITRE III - ZONE UB 63
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 63
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 65
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 73

CHAPITRE IV - ZONE UC 75
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 75
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 79
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 86

CHAPITRE V - ZONE UD 89
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 89
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 93
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 101

CHAPITRE VI - ZONE UE 103
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 103
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 107
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 111

CHAPITRE VII - ZONE UEL 113
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 113
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 114
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 118

CHAPITRE VIII - ZONE UI 119
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 119
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 122
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 130

CHAPITRE IX –ZONE UM 131
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 131
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 133
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 138

CHAPITRE IX –ZONE UMIL 141
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 141
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 141
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 143

CHAPITRE X - ZONE UP 145
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 145
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 146
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 149

III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER 151

CHAPITRE Unique - ZONE 2AU 153
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 154
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 157
SECTION III - POSSIBILITÉS D'OCCUPATION DU SOL 158

IV – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE 161

CHAPITRE Unique- zone A 163
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 163
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 169
SECTION III - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL 175

V – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE 177

CHAPITRE Unique- zone N 179
SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL 180
SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL 186
SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL 192

ANNEXES 195

ANNEXE 1 : Les installations et dépôts visés à l'article 1 196
ANNEXE 2 :Conditions de mesure des hauteurs des constructions 197
ANNEXE 3 : Terminologie 202
ANNEXE 4 : Zone A 204
ANNEXE 5 : Implantation du bâti 206
ANNEXE 6 : Les dispositifs de la CAPA en faveur de la performance énergétique de l'habitat 207

routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

ARTICLE 16 – Ouvrages techniques

1. Sauf impossibilité dûment justifiée, tout projet de construction à usage d'activités ou de logement en immeuble collectif intégrera dans le corps de bâtiment les armoires d'interface entre public et privé, telles que celles pour le gaz et l'électricité, les armoires de télécommunications, câbles, armoire de signalisation, transformateur, locaux poubelles pour tri sélectif ainsi que toutes autres réservations au bénéfice de l'interface public/privé.

2. En ce qui concerne les ouvrages de grande hauteur, notamment les antennes ou les relais de télécommunication, et les ouvrages nécessaires au fonctionnement d'un équipement public de mobilité, ils peuvent être autorisés, à titre exceptionnel, en dépassement des hauteurs fixées par le présent règlement. Ils devront cependant s'inscrire dans le site de telle manière qu'ils ne portent pas atteinte au caractère des lieux dans toute la mesure du possible, compatible avec les impératifs techniques qui en conditionnent l'installation. En conséquence, il appartiendra au pétitionnaire de justifier son choix d'implantation, et à l'autorité administrative de lui imposer toutes prescriptions de nature à sauvegarder au mieux la qualité du site environnant.

3. Les ouvrages techniques des services publics, à condition qu'ils soient d'intérêt général, ne sont pas soumis aux dispositions des articles 3 à 14 du règlement des différentes zones du P.L.U. Notamment sont autorisés les constructions, ouvrages et installations liés ou nécessaires à l'exploitation des réseaux ferrés et à leur mise en sécurité et les équipements publics de mobilité.

CHAPITRE IV - ZONE UC

Zone urbaine dense dont l'édification des constructions en ordre discontinu est le principe. Elle correspond à la première couronne d'extension XX^{ème} du centre-ville et les quartiers des années soixante des Salines, Cannes et abords de la RT 22.

Elle comprend un sous-secteur UCa de moindre densité et/ou hauteurs : route des sanguinaires, quartier du Belvédère, Aspretto et Hauts du Vazzio où les constructions sont plus aérées.

La zone UC est concernée par le périmètre de la ZPPAUP. (Voir titre I - article 30).

Conformément aux possibilités proposées par le Code de l'urbanisme à l'article L.151-41 5°, le PLU délimite au plan de zonage, dans la zone UC, deux périmètres d'attente d'un projet d'aménagement global pour une durée de 5 ans à compter de la date d'approbation du présent PLU, où toute nouvelle construction est interdite dès le premier mètre carré (PAPAG de Trabacchino et PAPAG de l'hôpital de la Miséricorde). Toutefois, certaines dérogations sont admises par l'article UC2.

Certaines parties du territoire de la zone UC sont concernées par :

- le PPRI San Remedio (PPRI Urbain) et l'étude hydraulique réalisée sur le bassin versant du Cavallu Mortu
- le risque submersion marine
- les zones de dangers relatives aux canalisations de transport de liquide inflammable
- les zones de dangers relatives aux sites industriels
- le PPR mouvement de terrain
- le bruit routier (au titre du classement sonore de certaines routes)

(voir titre I et zones d'aléas portées au document graphique du PLU). En conséquence les règles édictées par le présent chapitre sont applicables sous réserve des restrictions d'occupation et d'utilisation du sol inhérentes à la prise en compte de ces risques.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE UC1 - Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits

1. Les établissements classés pour la protection de l'environnement soumis à autorisation ou à déclaration, à l'exception de ceux visés à l'article UC2.
2. Les installations et dépôts visés dans l'annexe n° 1 du présent règlement.
3. Les ouvertures de carrières ainsi que l'extraction de terre végétale.
4. L'aménagement des terrains en vue de camping ou du stationnement des caravanes.
5. L'implantation d'habitations légères de loisirs.
6. Le stationnement isolé de caravanes.

7. Les constructions à usage exclusif d'entrepôts.
8. Les dépôts en plein air.
9. Les installations et constructions à usage d'activités industrielles.
10. D'une manière générale, les activités qui, du fait des nuisances qu'elles engendrent, ne sont pas compatibles avec la fonction résidentielle.
11. Dans les zones incluses :

- Dans le PPRI et le PPR Mouvement de terrain, les dispositions de ces plans s'appliquent.

et/ou

- Dans les zones d'aléa très fort et fort de l'étude hydraulique du Cavallu Mortu, les constructions, installations, aménagements et remblais sont interdits

et/ou

- Dans les zones concernées par le risque submersion marine, tout aménagement et toute construction sont interdits en l'état actuel des éléments de connaissance dudit risque.

et/ou

- Dans les secteurs GA (Grand Aléa), toute occupation ou installation nouvelles ainsi que les extensions sont interdites ;

et/ou

- Dans le secteur ZI toute occupation ou installation nouvelles ainsi que les extensions sont interdites

et/ou

- Dans le secteur Z2 toute construction nouvelle importante au sens de l'arrêté du 9.11.1989 est interdite (immeubles de grande hauteur et établissements recevant du public) à l'exception de ceux admis sous conditions par l'article 2 ci-après.

ARTICLE UC2 - Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à conditions spéciales

1. Les dépôts d'hydrocarbures, s'ils sont liés :
- à une utilisation de chauffage ou de climatisation ;
- aux besoins techniques impératifs d'une activité autorisée.

2. Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou à autorisation, à l'ensemble des conditions suivantes :
- qu'elles constituent l'annexe d'une activité autorisée sur le même fond de propriété et qu'elles soient indispensables au fonctionnement de l'établissement ;

- que leur implantation ne présente pas de risque pour la sécurité des personnes et des biens environnants ;
- qu'elles n'entraînent pas pour leur voisinage de nuisances inacceptables, soit en raison de leur caractère peu nuisant, soit du fait de mesures prises pour l'élimination de ces nuisances ;
- que leur volume et leur aspect soient traités en cohérence avec la construction principale, ou qu'elles soient intégrées à cette dernière.

3. Dans le périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global, sont uniquement autorisés le changement de destination, la confortation et l'extension limitée des constructions existantes dans la limite de 15% de la surface de plancher et de l'emprise au sol existantes.

4. Les constructions à usage agricole :
- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, à condition qu'elles soient compatibles avec le voisinage des lieux habités ;
- Les ateliers de transformation et de vente directe dans le prolongement des activités de production d'une exploitation agricole, sous réserve d'une bonne intégration paysagère des bâtiments.

5. Les infrastructures liées à la mobilité, sous réserve d'une insertion paysagère cohérente.

6. **Prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection contre les risques et les nuisances :**
Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans les zones incluses :

- dans le PPRI et relevant de la seule réglementation de ce plan.

et/ou

Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans le secteur AZI (emprises de lit majeur des cours d'eau). Si, par exception, une constructibilité devait être admise et conforme aux principes réglementaires d'extension de l'urbanisation elle serait, au titre de la prévention des risques, au titre de la prévention des risques, soumises à des conditions telles que :

- Une densité de construction limitée (CES faible)
- Des prescriptions spéciales (implantation des bâtiments dans le sens du courant, surélévation du premier niveau de plancher habitable, transparence hydraulique entre plusieurs bâtiments et pour les clôtures...
- Un recul minimum de 10 m de part et d'autre des talwegs (lit mineur matérialisé sur les cartes)
- A titre de mesures compensatoires, la mise en place de dispositifs de rétention à la parcelle sera exigée.

et/ou

Dans les zones d'aléa identifiées par l'étude privée d'aléa inondation du Cavallu Mortu, la constructibilité est admise sous prescriptions dans les zones d'aléa modéré.

et/ou

- Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans les secteurs GA « Grand Aléa » dans lesquels toute implantation, installation nouvelle ou extension sont interdites. Certains travaux ou aménagements peuvent être autorisés sous réserve de la réalisation d'une étude géotechnique spécifique et/ou d'une étude de structure des bâtiments - réparation et reconstruction. Se reporter au règlement du PPRMT.

et/ou

Dans les secteurs L « Aléa limité », les occupations ou utilisations du sol sont admises sous conditions ci-après :

Par rapport aux risques d'éboulements rocheux (Eb ou Em) : toute occupation ou utilisation du sol est subordonnée à la mise en sécurité préalable du projet par le maître d'ouvrage. A savoir :

- Réalisation par le maître d'ouvrage et sous sa responsabilité d'une étude géotechnique spécifique suivant la norme NF P94-500 permettant d'affiner l'aléa et déterminer la nature des travaux de protection du terrain concerné contre les éboulements rocheux.
- Réalisation effective des travaux de mise en sécurité définis par l'étude et leur validation par le bureau d'études expert à l'origine de l'étude géotechnique.
- Engagement du maître d'ouvrage d'assurer l'entretien à long terme des parades réalisées à son initiative et sous sa responsabilité et de procéder à des contrôles périodiques des parades en place.
- Adaptation des constructions à l'impact des blocs.

Par rapport aux risques de ravinements : toute occupation ou utilisation du sol est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

- Si projet nouveau ou extension supérieur à 15 m2 de surface hors œuvre de constructions existantes, une étude géotechnique spécifique suivant la norme NF P94-500 doit être réalisée ;
- Tous les rejets d'eaux (usées, pluviales ...) doivent être évacués dans les réseaux collectifs existants. En l'absence de réseau public, les rejets s'effectuent dans un exutoire apte à absorber le volume d'eau rejeté (fossé ou vallon non érodable, terrain permettant une bonne infiltration des eaux) ;
- Le déboisement doit être limité à la zone d'implantation de la construction ;
- Les surfaces dénudées doivent être végétalisées ;

5. Les constructions à usage exclusif d'entrepôts.
6. Les dépôts en plein air.
7. Les installations et constructions à usage d'activités industrielles sauf en zone UEg.
8. Dans les zones incluses :

   - Dans le PPRI, le PPR Mouvement de terrain, le PPRT Engie Loretto les dispositions de ce plan s'appliquent.

   et/ou

   - Dans les secteurs AZI correspondant au lit majeur du cours d'eau, toute occupation nouvelle ou extension sont interdites ainsi que les remblais ou exhaussements du sol

   et/ou

   - Dans les zones concernées par le risque submersion marine, tout aménagement et toute construction sont interdits en l'état actuel des éléments de connaissance dudit risque.

   et/ou

   - Dans les secteurs GA « Grand Aléa » toute occupation ou installation nouvelles ainsi que les extensions sont interdites ;

ARTICLE UE2 - Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à conditions spéciales

1. En tous secteurs

- Sont autorisés les équipements publics ou collectifs d'infrastructure, à condition d'être justifiés par la nécessité d'équiper la zone ou d'assurer le service public.
- Sont autorisés les ouvrages techniques publics ou collectifs, à condition d'être justifiés par la nécessité d'équiper la zone ou d'assurer le service public.
- Les dépôts d'hydrocarbures, s'ils sont liés :
  - à une utilisation de chauffage ou de climatisation ;
  - aux besoins techniques impératifs d'une activité autorisée.

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou à autorisation, à l'ensemble des conditions suivantes :

  - qu'elles constituent l'annexe d'une activité autorisée sur le même fond de propriété et qu'elles soient indispensables au fonctionnement de l'établissement ;
  - que leur implantation ne présente pas de risque pour la sécurité des personnes et des biens environnants ;

6. Les dépôts en plein air.
7. Les constructions à usages autres que d'activités économiques et de services, à l'exception de celles visées aux articles UI2.
8. Dans les zones incluses :

- Dans le PPRI, les dispositions de ce plan s'appliquent.

et/ou

- Dans les secteurs AZI correspondant au lit majeur du cours d'eau, toute occupation nouvelle ou extension sont interdites ainsi que les remblais ou exhaussements du sol.

et/ou

- Dans les zones d'aléa très fort et fort de l'étude hydraulique du Vazzio, les constructions, installations, aménagements et remblais sont interdits

et/ou

- Dans les zones concernées par le risque submersion marine, tout aménagement et toute construction sont interdits en l'état actuel des éléments de connaissance dudit risque.

et/ou

- Dans le secteur ZI toute occupation ou installation nouvelles ainsi que les extensions sont interdites

et/ou

- Dans le secteur Z2 toute construction nouvelle importante au sens de l'arrêté du 9.11.1989 est interdite (immeubles de grande hauteur et établissements recevant du public) à l'exception de ceux admis sous conditions par l'article 2 ci-après.

ARTICLE UI2 - Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à conditions spéciales

1. Les dépôts d'hydrocarbures, s'ils sont liés :
   - à une utilisation de chauffage ou de climatisation ;
   - aux besoins techniques impératifs d'une activité autorisée.
2. Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou à autorisation, à l'ensemble des conditions suivantes :
   - qu'elles constituent l'annexe d'une activité autorisée sur le même fond de propriété et qu'elles soient indispensables au fonctionnement de l'établissement ;
   - que leur implantation ne présente pas de risque pour la sécurité des personnes et des biens environnants ;

- qu'elles n'entraînent pas pour leur voisinage de nuisances inacceptables, soit en raison de leur caractère peu nuisant, soit du fait de mesures prises pour l'élimination de ces nuisances ;
- que leur volume et leur aspect soient traités en cohérence avec la construction principale, ou qu'elles soient intégrées à cette dernière.

3. Les travaux de confortation et de réhabilitation des constructions existantes à usages autres que d'activités économiques et de services, sans augmentation de la surface de plancher existante avant travaux, et sans augmentation du nombre de logements existants.
4. Les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles correspondent à la nécessité d'une présente permanente (sécurité, maintenance, gardiennage, ...) dans l'établissement autorisé concerné.
5. Les constructions à usage agricole :
   - Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, à condition qu'elles soient compatibles avec le voisinage des lieux habités ;
   - Les ateliers de transformation et de vente directe dans le prolongement des activités de production d'une exploitation agricole, sous réserve d'une bonne intégration paysagère des bâtiments.
6. Les équipements publics ou collectifs liés à la mobilité en vue de garantir l'accessibilité et la desserte de la zone.

7. **Prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection contre les risques et les nuisances :**

Dans les secteurs concernés par les dispositions du plan d'exposition au bruit (PEB), toutes les constructions abritant une présence humaine doivent faire l'objet d'une isolation acoustique conformément aux dispositions des articles L.112-10 à L.112-13 du code de l'urbanisme.L'article 9 du Titre I (Dispositions générales) du présent règlement détaille les prescriptions pour chaque zone du PEB.

Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans les zones incluses :

- dans le PPRI et relevant de la seule réglementation de ce plan.

et/ou

- Tout aménagement et toute construction sont interdits dans les zones concernées par le risque inondation par submersion marine, en l'état actuel des éléments de connaissance dudit risque.

et/ou

III - Dispositions applicables aux zones à urbaniser

CHAPITRE Unique - ZONE 2AU

Extrait du rapport de présentation : Rappel

Elles sont au nombre de cinq type, fermées à l'urbanisation pour le moment, leur développement devra s'opérer suite à une révision ou modification ouvrant à l'urbanisation et en compatibilité avec les orientations d'aménagement et de programmation lorsqu'elles existent. Leurs vocations sont variées et elles comprennent 5 secteurs et 10 sites :

- **2AUP du port** : projet économique et commercial autour d'un pôle multimodal rail, plaisance, portuaire, réseau de bus et parking d'entrée de ville. Vocation, services et commerces

- **2AUE de Castelluccio** : projet à constituer autour du pôle hospitalier pour autoriser la modernisation et l'amélioration du fonctionnement et équipement de formation à l'hôtellerie.
- **2AUE de Stiletto Sud** : projet d'équipements en lien avec l'activité hospitalière
- **2AUC de Stiletto Nord** : projet de logements constitué autour du pôle commercial de Mezzavia et du pôle de services formés par le stade du Stiletto, le Palatinu et le collège. Cette zone est concernée par une OAP
- **2AUC de Finosello** : secteur à vocation mixte de densité forte. Cette zone est concernée par une OAP.
- **2AUC de Vittulo/Empereur** : secteur à vocation mixte de densité forte. Cette zone est concernée par une OAP.
- **2AUC de Pietralba** : secteur à vocation mixte de densité forte. Cette zone est concernée par une OAP.
- **2AUD de Loretto** : secteur à vocation résidentielle de densité moyenne. Cette zone est concernée par une OAP.
- **2AUD de St Joseph** : secteur à vocation résidentielle de densité moyenne. Cette zone est concernée par une OAP.
- **2AUS de Timizzolu** : secteur de projet de développement technique et commercial autour des activités sportives

Conformément à l'article L153-38 du Code de l'Urbanisme, l'ouverture des zones 2AU n'est possible qu'après densification complète des autres secteurs urbanisés ou en justifiant les capacités d'urbanisation encore inexploitées des zones déjà urbanisées.

L'ouverture des zones 2AU est conditionnée à la réalisation d'une étude urbaine globale destinée à préciser les critères de cohérence et d'urbanité pour garantir une parfaite intégration des nouveaux quartiers. Sur le secteur du Stiletto, cette étude vaudra étude d'entrée de ville.

Certaines zones 2AU font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation auxquelles il faut se reporter à la Pièce 3 du dossier de PLU. Elles imposent des dispositions et principes d'aménagement propres à chaque secteur qu'il convient de respecter.

Les secteurs d'OAP en zone 2AUC et 2AUD font l'objet d'une servitude de mixité sociale, décrite à l'article 26 des dispositions générales.

Le développement des zones 2AU devra s'envisager en respectant les principes du développement durable :

- Promouvoir une gestion responsable des ressources
- S'intégrer dans la ville existante et le territoire qui l'entoure
- Participer au dynamisme économique
- Lorsqu'ils seront autorisés, proposer des logements pour tous et de tous types participant au « vivre ensemble » et à la mixité sociale
  Offrir les outils de concertation nécessaires pour une vision partagée dès la conception du quartier avec les acteurs de l'aménagement et les habitants.

Certaines parties du territoire de la zone 2AU sont concernées par :

- le PPRI San Remedio (PPRI urbain), l'Atlas des zones inondables,
- le risque submersion marine
- le PPR mouvement de terrain
- les zones de dangers relatives aux canalisations de transport de liquide inflammable
- les zones de dangers relatives aux sites industriels (établissement classés SEVESO)
- le bruit routier (au titre du classement sonore de certaines routes)

(voir titre I et zones d'aléas portées au document graphique du PLU). En conséquence les règles édictées par le présent chapitre sont applicables sous réserve des restrictions d'occupation et d'utilisation du sol inhérentes à la prise en compte de ces risques.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE 2AU1 - Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits

Toutes les occupations ou utilisations du sol à l'exception de celles mentionnées à l'article 2AU2, sont interdites dans l'attente de l'ouverture à l'urbanisation de la zone qui ne pourra être effectuée que par voie de modification ou de révision du PLU.

Dans les zones incluses :

- Dans le PPRI, le PPR Mouvement de terrain, les dispositions de ce plan s'appliquent.

et/ou

- Dans les secteurs AZI correspondant au lit majeur du cours d'eau, toute occupation nouvelle ou extension sont interdites ainsi que les remblais ou exhaussements du sol.

et/ou

- Dans les zones concernées par le risque submersion marine, tout aménagement et toute construction sont interdits en l'état actuel des éléments de connaissance dudit risque.

et/ou

- Dans les secteurs GA « Grand Aléa » toute occupation ou installation nouvelles ainsi que les extensions sont interdites ;

et/ou

- Dans le secteur ZI toute occupation ou installation nouvelles ainsi que les extensions sont interdites

et/ou

- Dans le secteur Z2 toute construction nouvelle importante au sens de l'arrêté du 9.11.1989 est interdite (immeubles de grande hauteur et établissements recevant du public) à l'exception de ceux admis sous conditions par l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2AU2 - Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis a conditions spéciales

1. L'extension des constructions existantes dans la limite de 20% de l'emprise au sol existante et à condition qu'elles soient réalisées en continuité du bâti existant.
2. Sont autorisés les équipements d'infrastructure ou de superstructure, à condition d'être justifiés par la nécessité d'équiper la zone, ou d'assurer le service public, notamment en matière de mobilité.
3. Les constructions à usage agricole :
   - Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, à condition qu'elles soient compatibles avec le voisinage des lieux habités ;
   - Les ateliers de transformation et de vente directe dans le prolongement des activités de production d'une exploitation agricole, sous réserve d'une bonne intégration paysagère des bâtiments.

4. **Prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection contre les risques et les nuisances :**

   Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans les zones incluses :

   - dans le PPRI, le PPR Mouvement de terrain et relevant de la seule réglementation de ce plan.

et/ou

   - Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans les secteurs GA « Grand Aléa » dans lesquels toute implantation, installation nouvelle ou extension sont interdites. Certains travaux ou aménagements peuvent être autorisés sous réserve de la réalisation d'une étude géotechnique spécifique et/ou d'une étude

de structure des bâtiments - réparation et reconstruction. Se reporter au règlement du PPRMT.

et/ou

Dans les secteurs L « Aléa limité », les occupations ou utilisations du sol sont admises sous conditions ci-après :

Par rapport aux risques d'éboulements rocheux (Eb ou Em) : toute occupation ou utilisation du sol est subordonnée à la mise en sécurité préalable du projet par le maître d'ouvrage. A savoir :

- Réalisation par le maître d'ouvrage et sous sa responsabilité d'une étude géotechnique spécifique suivant la norme NF P 94-500 permettant d'affiner l'aléa et déterminer la nature des travaux de protection du terrain concerné contre les éboulements rocheux.
- Réalisation effective des travaux de mise en sécurité définis par l'étude et leur validation par le bureau d'études expert à l'origine de l'étude géotechnique.
- Engagement du maître d'ouvrage d'assurer l'entretien à long terme des parades réalisées à son initiative et sous sa responsabilité et de procéder à des contrôles périodiques des parades en place.
- Adaptation des constructions à l'impact des blocs.

Par rapport aux risques de ravinements : toute occupation ou utilisation du sol est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

- Si projet supérieur à 15 m2 de surface hors œuvre de constructions existantes, une étude géotechnique spécifique suivant la norme NF P 94-500 doit être réalisée ;
- Tous les rejets d'eaux (usées, pluviales ...) doivent être évacués dans les réseaux collectifs existants. En l'absence de réseau public, les rejets s'effectuent dans un exutoire apte à absorber le volume d'eau rejeté (fossé ou vallon non érodable, terrain permettant une bonne infiltration des eaux) ;
- Le déboisement doit être limité à la zone d'implantation de la construction ;
- Les surfaces dénudées doivent être végétalisées ;
- L'étanchéité des canalisations des réseaux de fluides et de gaz doit être totale ;
- Les couloirs naturels des ravines et des vallons doivent être préservés ;
- Les constructions doivent respecter une marge de recul de 5 m par rapport à la crête des berges des talwegs, ravines et cours d'eau ;
- Les accès, aménagements, réseaux (eau, gaz, câbles ...) et tout terrassement doivent être conçus pour minimiser leur sensibilité aux

mouvements de terrains et ne pas les aggraver aussi bien sur la parcelle concernée que sur les propriétés voisines et celles situées à l'aval.

et/ou

- Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans le secteur Z1 exposé à des risques technologiques dans lequel toute implantation, installation nouvelle ou extension sont interdites.
- Dans le secteur Z2 pourront exceptionnellement être admis à condition qu'ils soient indispensables aux populations existantes, qu'ils aient une capacité d'accueil limitée (commerces de proximité, annexes de services publics) et qu'ils soient adaptés à la protection des populations.

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 2AU3 - Accès et voirie

Les accès et voiries ne doivent pas être imperméabilisés en zone inondable.

ARTICLE 2AU4 - Desserte par les réseaux

Sans objet.

ARTICLE 2AU5 - Caractéristiques des terrains

Sans objet.

ARTICLE 2AU6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions à édifier sont implantées hors des emprises prévues pour les voies, ainsi que des marges de reculement, lorsqu'elles sont indiquées aux documents graphiques.

ARTICLE 2AU7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

1. Les constructions à édifier sont implantées à une distance d'au moins 8 mètres des limites séparatives.
2. Toutefois, des implantations différentes pourront être admises dans le cas de restauration ou d'aménagement des constructions à usage d'habitation existante.

ARTICLE 2AU8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Sans objet.

ARTICLE 2AU9 - Emprise au sol

Sans objet.

ARTICLE 2AU10 - Hauteur maximum des constructions

Pour les extensions des bâtiments existants : la hauteur maximale doit se limiter à celle des bâtiments objet d'extensions.

ARTICLE 2AU11 - Aspect extérieur des constructions

Sans objet

ARTICLE 2AU12 - Stationnement des véhicules

Sans objet.

ARTICLE 2AU13 - Espaces boises existants - espaces libres et plantations

Sans objet.

SECTION III - POSSIBILITÉS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 2AU14 - Possibilité maximale d'occupation des sols

Sans objet.

ARTICLE 2AU15 – Obligations imposées aux constructeurs en matière de performances énergétiques et environnementales

Sans objet

ARTICLE 2AU16 – Obligations imposées aux constructeurs en matière d'infrastructures et réseaux de communications numériques

Sans objet

- Les constructions et installations nécessaires aux activités sportives, culturelles et de loisir ainsi que les activités annexes et complémentaires à ces activités tels que la restauration, ventes de produits dérivés.
- Les équipements temporaires à caractère exceptionnel, exclusivement pour les manifestations évènementielles

8. **Dispositions particulières au secteur Nbr** :
   - sont uniquement autorisés les aménagements nécessaires aux activités de moto cross ainsi que le stockage de terre

9. **Dispositions particulières au secteur Np :** à condition qu'ils soient conformes aux dispositions régissant la gestion de la plage, les constructions légères et aménagements nécessaires au fonctionnement et à la gestion de la plage

   Les équipements au sol nécessaires à l'aquaculture sont autorisés.

10. **Dispositions particulières aux secteurs NR :**

    Peuvent être autorisés uniquement les aménagements légers suivants, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :

    1° Lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux, les cheminements piétonniers et cyclables et les sentes équestres ni cimentés, ni bitumés, les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, les postes d'observation de la faune ainsi que les équipements démontables liés à l'hygiène et à la sécurité tels que les sanitaires et les postes de secours lorsque leur localisation dans ces espaces est rendue indispensable par l'importance de la fréquentation du public ;

    2° Les aires de stationnement indispensables à la maîtrise de la fréquentation automobile et à la prévention de la dégradation de ces espaces par la résorption du stationnement irrégulier, sans qu'il en résulte un accroissement des capacités effectives de stationnement, à condition que ces aires ne soient ni cimentées ni bitumées et qu'aucune autre implantation ne soit possible ;

    3° La réfection des bâtiments existants et l'extension limitée des bâtiments et installations nécessaires à l'exercice d'activités économiques ;

    4° A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes :

    a) Les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol au sens de l'article R. 420-1 n'excèdent pas cinquante mètres carrés.

    b) Dans les zones de pêche, de cultures marines ou lacustres, de conchyliculture, de saliculture et d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à la condition que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ;

5° Les aménagements nécessaires à la gestion et à la remise en état d'éléments de patrimoine bâti reconnus par un classement au titre de la loi du 31 décembre 1913 ou localisés dans un site inscrit ou classé au titre des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement.
Les aménagements mentionnés aux 1°, 2° et 4° du présent article doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel ;

6° Les équipements d'intérêt général nécessaires à la sécurité des populations et à la préservation des espaces et milieux.

11. Dispositions particulières au secteur Ns :

Dans le secteur Ns, sont uniquement autorisées :

- Les constructions à usage d'équipement public ou collectif de superstructure, les services, les activités et les établissements d'enseignement et de recherche liés au développement des énergies renouvelables, ainsi que les constructions d'habitation à condition qu'elles correspondent à la nécessité d'une présence permanente (logement de étudiants et des chercheurs, sécurité, maintenance, gardiennage, ...) dans l'établissement autorisé concerné ;
- Les installations et ouvrages techniques en faveur des économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables.

12. Prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection contre les risques et les nuisances :

Dans les secteurs concernés par les dispositions du plan d'exposition au bruit (PEB), toutes les constructions abritant une présence humaine doivent faire l'objet d'une isolation acoustique conformément aux dispositions des articles L.112-10 à L.112-13 du code de l'urbanisme. L'article 9 du Titre I (Dispositions générales) du présent règlement détaille les prescriptions pour chaque zone du PEB.

Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans les zones incluses :

- dans le PPRI, le PPR Mouvement de terrain, le PPRT Engie Loretto et relevant de la seule réglementation de ces plans.

et/ou

- Les occupations ou utilisations du sol admises par le présent article ne sont pas autorisées dans le secteur AZI (emprises de lit majeur des cours d'eau). Si, par exception, une constructibilité devait être admise et conforme aux principes réglementaires d'extension de l'urbanisation elle serait, au titre de la prévention des risques, au titre de la prévention des risques, soumises à des conditions telles que :
  - Une densité de construction limitée (COS faible)

Annexe 6 : Mesures générales d'évitement, de réduction de impacts et de suivi et d'accompagnement



Mesures d'évitement :

- ME1 Choix de la technologie du moindre impact (technologie monocâble) ;
- ME2 Localisation adaptée du projet, des bases chantier, des zones travaux et des zones de vie avant le début des travaux vis-à-vis des habitats et des habitats d'espèces ;
- ME3 Piquetage et balisage des zones et des stations d'espèces à enjeu situées en bordure des emprises travaux ;

Mesures de réduction :

- MR1 Adaptation du calendrier des travaux de défrichement aux sensibilités faunistiques ;
- MR2 Adaptation du calendrier des travaux de certains secteurs du téléphérique aux sensibilités faunistiques ;
- MR3 Adaptation du calendrier des travaux de certains secteurs du téléphérique aux sensibilités faunistiques lors de l'entretien de la végétation ;
- MR4 Adaptation des moyens et du calendrier des travaux aux sensibilités faunistiques lors de la mise en place des câbles ;
- MR5 Lutte contre le départ de MES ;
- MR6 Lutte contre l'envol des poussières ;
- MR7 Définition d'un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle ;
- MR8 Mise en œuvre de mesures afin de limiter les pollutions accidentelles et diffuses ;
- MR9 Absence d'éclairage de chantier la nuit et mise en place d'un « Plan Lumière » en phase exploitation au niveau des espaces publics ;
- MR10 Réduction des interventions sur la végétation des zones naturelles ;

Mesures de suivi et d'accompagnement :

- MS1 Suivi écologique spécifique pendant la phase travaux et post travaux ;
- MA1 Désignation d'un coordonnateur environnement pour la préparation et le suivi de chantier ;
- MA2 Mise en place d'un comité de suivi pendant toute la phase chantier ;
- MA3 Lutte contre les espèces végétales envahissantes (EVE) en phase travaux et post-travaux ;
- MA4 Information du public dans le parc urbain ou actions de sensibilisation pour limiter les impacts dus à la fréquentation.

Arrêté N°2020/ 4669

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019, par l'annexion de l'arrêté préfectoral en date du 16/12/2020 instituant servitude d'utilité publique prenant en compte la maitrise des risques autour de la canalisation de transport d'hydrocarbures exploitée par la société ANTARGAZ sur la commune d'Ajaccio

Le Maire de la Ville d'AJACCIO,

Vu la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;
Vu la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-17 à L.2122-20 ;
Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L562-4 ;
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-60 et R151-51;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/11/2019 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2020-12-16-002 en date du 16/12/2020, instituant servitude d'utilité publique prenant en compte la maitrise des risques autour de la canalisation de transport d'hydrocarbures exploitée par la société ANTARGAZ sur la commune d'Ajaccio
Vu les délibérations n°2020/48 et n°2020/50 en date du 23/05/2020 portant élection du Maire et des Adjoints ;
Considérant que l'arrêté préfectoral ci avant visé institue une servitude d'utilité publique et qu'à ce titre, l'arrêté doit être annexé au Plan Local d'urbanisme conformément à l'article L151-43, L153-60 du code de l'urbanisme,
Considérant la nécessité de mettre à jour le PLU de la Ville d'Ajaccio approuvé le 25/11/2019;

-ARRETE-

Article 1er
Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville d'Ajaccio est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, il est annexé au PLU de la Ville d'Ajaccio, la servitude d'utilité publique suivante : arrêté préfectoral n°2A-2020-12-16-002 en date du 16/12/2020, instituant servitude d'utilité publique prenant en compte la maitrise des risques autour de la canalisation de transport d'hydrocarbures exploitée par la société ANTARGAZ sur la commune d'Ajaccio

Article 2
Ces documents sont tenus à disposition du public à la mairie d'Ajaccio.

Article 3
Le présent arrêté sera affiché en Mairie d'Ajaccio pendant un mois et consultable sur le site de la Ville d'Ajaccio (ww.ajaccio.fr)

Article 4
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfète de Corse du Sud.

Article 5
Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia (Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr).
Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

Article 6
M.M. le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le 31.12.20
Le Maire,

Laurent MARCANGELI

Aiacciu
AJACCIO

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 25 novembre 2019 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 19 novembre 2019 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :
M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. BILLARD, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

M. CARLOTTI, Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme BERNARD, M. CASTELLANA, Mme NADAL, M. LUCCIONI, M. KERVELLA, Mme FALCHI, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, M. HABANI, Mme VILLANOVA, Mme MASSEI, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, M. BASTELICA, M. LEONETTI, M. FILONI, M. CHAREYRE, conseillers municipaux.

Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :
Mme BIANCAMARIA à Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme JEANNE à M. PUGLIESI, Mme SICHI à Mme SANTONI-BRUNELLI, M. FERRARA à M. MARCANGELI, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI, Mme SANNA à M. FILONI

Etaient absents :
M. CAU, Mme ZUCCARELLI, Mme PILLOTTI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, M. DELIPERI est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Séance du lundi 25 novembre 2019
Délibération N°2019/304

Approbation du Plan Local d'Urbanisme

Reçu le 06 DEC. 2019 DDTM 2A / SUPH

Monsieur le maire expose à l'assemblée :

Le PLU d'Ajaccio a été approuvé le 21 mai 2013. Cette délibération a été annulée dans sa totalité par deux jugements rendus par le Tribunal Administratif de Bastia le 16 décembre 2014, ce qui a eu pour effet de remettre en vigueur le POS approuvé le 28 octobre 2019.
La commune d'Ajaccio a interjeté appel contre ces deux jugements devant la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Marseille et a demandé en parallèle à cette dernière de suspendre l'exécution de ces jugements, en vue de remettre en vigueur le PLU approuvé dans l'attente du résultat de l'appel au fond. La CAA de Marseille a fait droit à la demande de la commune d'Ajaccio et a prononcé le sursis à exécution des deux jugements par deux arrêts rendus le 10 juillet 2015. La CAA de Marseille a ensuite annulé les deux jugements rendus par le Tribunal Administratif et le PLU approuvé, a été maintenu en vigueur partiellement.
Par la suite, il est apparu que le PLU devait être révisé pour le rendre compatible avec les projets de développement sur le territoire et le mettre en cohérence avec les nombreuses évolutions réglementaires notamment le PADDUC
Aussi, par délibération du conseil municipal en date du 26 octobre 2015, la révision du PLU a été prescrite.

I- LA PROCEDURE ET SON DEROULEMENT REGLEMENTAIRE

Une concertation a été mise en place jusqu'au PADD, visant à installer un dialogue et une participation élargie de la population et des personnes publiques associées. Les modalités de la concertation ont été les suivantes :

- Registres de concertation;
- Courriers reçus;
- Avis donnés en réunion;
- Mails adressés directement ou issus du site internet;
- Compte rendu des réunions.

Quatre réunions de quartiers ont été également mises en place en juin et juillet 2015 pour débattre de différentes thématiques.

Une réunion publique a eu lieu avant l'arrêt du projet le 14 novembre 2018. Cette concertation a amené une cinquantaine de commentaires écrits.
Et, par délibération en date du 28 novembre 2018 comprenant le bilan de la concertation, le projet de révision du PLU a été arrêté par le conseil municipal.
Ce projet de PLU a été communiqué pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées, aux personnes consultées qui en ont fait la demande, et notamment aux communes limitrophes, ainsi qu'aux présidents d'associations agréées qui en ont fait la demande.

- <u>Consultation des personnes publiques associées</u> :

Conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme les personnes publiques associées disposent de trois mois pour faire connaître leur avis (s'il n'est pas répondu dans les délais impartis, l'avis est réputé favorable).

Reçu le
06 DEC 2019
DDTM 2A / SUPH

Les personnes suivantes ont transmis leur avis:

- Avis de la Chambre d'Agriculture de la Corse-du-Sud en date du 1er mars 2019;
- Avis de la Préfecture de la Corse-du-Sud en date du 28 février 2019;
- Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Etat) en date du 22 janvier 2019;
- Avis de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien en date du 28 février 2019;
- Avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie en date du 28 février 2019 ;
- Avis de l'association U Levante en date du 27 février 2019;
- Avis de la MRAe en date du 21 février 2019;

Au cours de la procédure, ont été recueillis les avis de :

- Avis du Conseil des Sites (8 juin 2017, 18 décembre 2017, 6 et 18 juillet 2018);
- Avis CTPENAF en date du 22 mai 2019;

Suite aux avis des personnes publiques associées et consultées, et conformément aux dispositions de l'article L.153-19 du code de l'urbanisme, le projet de PLU a été soumis à enquête publique du 15 juillet 2019 au 30 août 2019 inclus.
Par décision portant le numéro de dossier E19000018/20 du 11 juin 2019, Monsieur le Président du Tribunal administratif de Bastia a désigné la commission d'enquête suivante :

- Madame Catherine FERRARI, présidente de la commission,
- Monsieur Dominique FARELLACCI, commissaire-enquêteur titulaire,

Monsieur Gilles ROPERS, commissaire-enquêteur titulaire

- <u>l'enquête publique</u> :

Suite à la désignation de la commission d'enquête par le Tribunal administratif de Bastia, un contact a eu lieu immédiatement pour un rendez-vous de travail.

Un premier rendez-vous a eu lieu le 13 juin 2019, lors duquel il a été abordé les différents points d'organisation de l'enquête publique

La commission d'enquête a participé à l'organisation de l'enquête dans la détermination des dates d'ouverture et de clôture, les dates et les durées des permanences ,ainsi que la dématérialisation pour l'enquête.

Concernant la dématérialisation du dossier d'enquête publique, un registre dématérialisé (www.registre-dematerialise.fr/1422) a été mis en place, présentant le dossier dans son intégralité et permettant aussi à chaque personne de déposer une observation sur ce projet.
Une adresse mail a été également créée pour recueillir les remarques du public (enquete-publique-1422@registre-dematerialise.fr).
Monsieur le Maire de la commune d'Ajaccio a prescrit l'enquête par l'arrêté municipal n°2019/3128 en date du 19 juin 2019.
Un rendez vous avec Monsieur le Maire, s'est déroulé le lundi 8 juillet 2019 afin que la commission d'enquête ait une approche globale du projet.
Afin de répondre aux interrogations de la commission d'enquête, suite à l'étude du dossier, une réunion technique a été organisée le jeudi 11 juillet 2019.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

Suite à ces deux rendez-vous, une première visite de terrain a été effectuée, le vendredi 12 juillet 2019 afin de présenter à la commission d'enquête les différents secteurs de la commune faisant l'objet de modification dans ce projet de révision.
Des visites terrain supplémentaires ont été effectuées par la commission d'enquête sur des secteurs suite à de nombreuses remarques du public lors des permanences et dans les observations.

- **publicité de l'enquête publique :**

Affichage dans la commune :
La commission d'enquête a pu constater que l'avis d'enquête était bien affiché à la mairie d'Ajaccio pendant toute la durée de l'enquête. Un certificat d'affichage a été adressé à la commission d'enquête à la clôture de l'enquête publique.

Publications en annonces légales:
Un avis portant à la connaissance du public les informations énumérées dans le présent arrêté a été, par les soins de la commune publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête dans un journal régional ou local diffusé dans le département de la Corse-du-Sud. Une seconde publication a eu lieu dans les 8 premiers jours de l'enquête publique.
Publication hebdomadaire Informateur Corse Nouvelle : première insertion dans la semaine du 21au 27 juin 2019 et deuxième insertion dans la semaine du 19 au 25 juillet 2019.

Publication quotidienne Corse matin : première insertion le 20 juin 2019 et deuxième insertion le 16 juillet 2019.

Publication hebdomadaire Le Journal de la Corse : première insertion dans la semaine du 21 au 27 juin 2019 et deuxième insertion dans la semaine du 19 au 25 juillet 2019

- **déroulement de l'enquête publique**

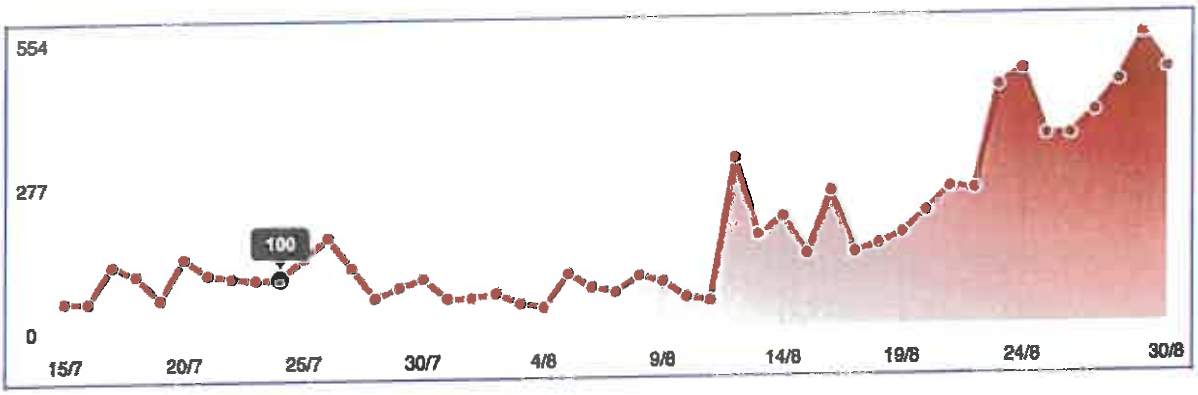
Le registre d'enquête papier a été coté et paraphé par la Présidente de la commission d'enquête, le jour de l'ouverture de l'enquête publique.

Le registre papier a été ouvert le lundi 15 juillet 2019 à 10h et clos le vendredi 30 août 2019 à 16h, à la fin de la dernière permanence de l'enquête publique.
Un exemplaire papier du dossier d'enquête est resté en mairie à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Un poste informatique était également disponible en mairie pour consulter le dossier sous forme informatique.
Le dossier d'enquête était aussi visible sur le registre dématérialisé, ouvert et clos aux mêmes dates que le registre papier.

Ainsi, le public a pu prendre connaissance du dossier d'enquête et noter ses observations éventuelles sur le registre papier ouvert à cet effet aux jours et heures d'ouverture de la mairie, ou les adresser par écrit à la mairie d'Ajaccio à l'intention de la commission d'enquête, par le biais du registre dématérialisé ou par le biais de l'adresse mail créée pour cette enquête publique.

Ce dernier a enregistré 6013 téléchargements du dossier et 2474 visiteurs, ce qui montre l'intérêt du public pour ce projet de PLU.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH



Conformément aux prescriptions de l'arrêté municipal, la consultation du public a été assurée pendant 47 jours consécutifs, permettant ainsi à tous les citoyens d'être associés à ce projet sur leur commune.

2474 observations ont été faites pendant l'enquête publique, registres papier et dématérialisé confondus.

2.7 Clôture de l'enquête, remise des dossiers et du registre d'enquête

A l'issue de la dernière permanence à 16h, fixée au dernier jour de la durée légale de mise à disposition du registre dans la mairie d'Ajaccio, la Présidente de la commission d'enquête a remis le registre papier à M. ROSSINI pour signature.
Ce registre, après signature de Monsieur ROSSINI, a été remis à la Présidente de la commission d'enquête, le 3 septembre 2019, pour clôture, avec les derniers courriers postaux arrivés en mairie.
Le même jour, la Présidente de la commission d'enquête a remis au maître d'ouvrage un courrier de demande de report de remise de rapport au 15 octobre 2019.

Une copie de l'ensemble des observations (registres papier et dématérialisé) est annexé au présent rapport.

Un procès-verbal de synthèse a été remis en mains propres, à Monsieur le Maire d'Ajaccio, dans les huit jours suivant la réception du registre d'enquête afin que le maître d'ouvrage puisse émettre des remarques supplémentaires ou répondre à certaines observations. Une réunion d'échange avec le Maître d'ouvrage sur ce procès-verbal de synthèse a eu lieu le 11 septembre 2019.

Lors de cette réunion, un courrier réponse positif à la demande de report de remise de rapport a été remis à la commission.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

La commission d'enquête a eu un retour écrit de ce procès-verbal sur les observations émises pendant l'enquête. Les réponses données par Monsieur le Maire d'Ajaccio, dans son courrier en date du 30 septembre 2019 (remis à la commission en mains propres le 2 octobre 2019), ont été reprises dans l'analyse des observations formulées .

Par conclusions en date 15 octobre 2019, la Commission d'Enquête a rendu un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ajaccio assorti des 4 réserves et des 7 recommandations ci-après synthétisées

Recommandations / Réserves	EXTRAIT DES CONCLUSIONS
Recommandation n° 1	- prendre en compte les réponses de la commission aux demandes du public des observations n°60, 64, 66, 135, 138, 140, 179, 180, 190, 1660, 1774, 1781, 1783, 1784, 1788, 1805, 1874, 1938, 1951, 1957, 2085, 2163, 2279, 2280, 2281, 2326, 2333, 2339, 2345, 2356, 2357, 2360, 2369,
Recommandation n° 2	Rectification d'un certain nombre d'erreurs : - le règlement écrit et les planches graphiques comportent des erreurs matérielles (notion d'AVAP au lieu de ZPPAUP, des pastilles d'identification de zones sur un emplacement graphique différent, ...) - la liste et le tracé des emplacements réservés sont à réactualiser - Les annexes devraient également être complétées et rendues plus lisibles pour une meilleure information (table des matières).
Recommandation n° 3	- ouvrir à l'urbanisation les zones 2AU après densification complète des autres secteurs urbanisés ou en justifiant les capacités d'urbanisation encore inexploitées des zones déjà urbanisées
Recommandation n° 4	- Secteur du Vazzio (hauts du Vazzio), à vocation mixte, comprenant de l'habitat, un équipement sportif (stade de l'ACA), des équipements industriels, ... Il est recommandé d'engager rapidement une réflexion sur le devenir de ce secteur par ailleurs inclus dans un secteur d'enjeu régional du PADDUC
Recommandation n° 5	**PAPAG Miséricorde :** à reclasser en zone UD de hauteur moindre et d'une emprise au sol moins importante

Recommandation n° 6	- Haut des Sanguinaires - Parc Berthault à reclasser en AU a minima voir en N.
Recommandation n° 7	- reclasser la coupure d'urbanisation du Scudo en zone N et non Np sur la partie haute pour une préservation maximale des espaces naturels considérés.
Réserve n° 1	- revoir la délimitation globale des ESA pour se mettre en compatibilité avec le PADDUC
Réserve n° 2	- reclassement du secteur de Mezzavia (Culetta / UD) en zone A au vu de la potentialité agronomique de ce secteur, en espace stratégique agricole. - reclassement du secteur de Timizzolo (2AUs) en zone A et en espace stratégique agricole.
Réserve n° 3	- Reclassement de la zone 2AUE de Castelluccio, des zones UC et UD de la Confina en Nh - Reclassement du secteur de Forcio, classé en zone Uem, en zone Nh au près du bâti.
Réserve n° 4	- Reclassement en zone Nr de toutes les parcelles (au moins celles non encore bâties) se situant dans la ZNIEFF 1 du Salario et l'ERC N°23, au regard des critères de délimitation de cet espace remarquable fixés par le PADDUC,

Afin de tenir compte de la jurisprudence du Conseil d'État, l'ordonnance du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures relatives aux documents d'urbanisme a prévu que le projet de PLU peut être modifié non seulement pour tenir compte des résultats de l'enquête (observations du public et rapport du commissaire enquêteur) mais également des avis des personnes joints au dossier d'enquête.

Les observations émises tant par le rapport d'enquête publique que par les personnes publiques associées justifient donc les adaptations mineures suivantes :

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM2A / SUPH

II - LES MODIFICATIONS APPORTEES AU DOCUMENT SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

Dans le cadre de leurs avis, les personnes publiques associées à l'élaboration ont signalé, à la Ville, certaines incohérences, erreurs de transcription, graphismes erronés.

Il a été procédé à une analyse de ces observations et les documents corrigés.
Ont été jointes, à cette analyse, le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête.
Le projet de PLU a fait l'objet de "modifications mineures n'ayant pas impacté l'économie générale du Projet arrêté", mais aussi entrainé quelques ajustements du PADD spécifiquement sur le chapitre relatif "aux objectifs de modération de la consommation de l'espace". Ces ajustements n'altèrent en rien l'économie générale du PADD débattu au sein du conseil municipal. Les objectifs de consommation restent inchangés, à savoir une consommation foncière d'environ 85 ha. Les modifications portent uniquement sur les chiffres induits par cette consommation en matière de production de logements en tenant compte du rattrapage des logements sociaux non pris en compte par omission dans le projet arrêté.
Ainsi, bien que l'objectif de croissance du Projet arrêté soit revu à la baisse en l'occurrence de 1,3% à 0,9% par an, le besoin en nombre de logements augmente car le nombre de logements sociaux à rattraper avait été omis dans le projet de PLU.

1. Emplacements Réservés (ER)

a. les emplacements réservés supprimés :

- L'ER 56 correspondant à la voie de liaison Salario Jardin de l'empereur a été supprimé des planches graphiques, de la liste des ER et du rapport de présentation.
- Les ER21 (voie de liaison Résidence des iles - Cimetière des Sanguinaires), ER22 (Liaison Horizon RF7), ER29 (Elargissement Chemin du Fort et de la route des Cèdres), ER30 (Voie de liaison Parc Berthault - Chemin du fort Lacroix - Résidence des Iles) ont été supprimés
- Les ER 20, 56, 90, 123, 139, 140, 150, 152, 153 et 155 ont été supprimés des planches graphiques, de la liste des ER et du rapport de présentation.

b. les emplacements réservés revus

- L'ER67 a été requalifié en jardins partagés.
- L'ER relatif à la pénétrante de Mezzavia a été transmis par la CAPA et le nouveau tracé de l'ER intégré dans les planches graphiques.
- L'ER n°132 a été modifié.
- La ville d'Ajaccio a fourni un nouvel ER sur la RT20 avant approbation du PLU. Celui-ci a été intégré dans les planches graphiques et la liste des ER.
- Concernant l'ER sur l'élargissement de la voie ferrée. Celui-ci a été repris ainsi :
  réduction de l'ER n°165 (devenu dans la version du PLU pour approbation n°135) passant de 60 m à 30 m de largeur
- Réduction des ER n°147 (devenu dans la version PLU pour approbation n°121) et n°161 (devenu dans la version PLU pour approbation n°131) passant de 30 m à 15 m de largeur

La suppression de certains ER a conduit à les numéroter à nouveau.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

2. Règlement

- La formulation suivante a été rajoutée dans l'OAP : L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUC du Finosello est conditionnée à la réalisation de l'élargissement du chemin d'Arbajola et la création de la rocade supérieure reliant la route d'Alata à la route de Mezzavia.

- La formulation suivante a été ajoutée en zone UC10 du règlement : Une bonification de deux niveaux supplémentaires sera accordée pour les constructions destinées au logement social et/ou pour les constructions dont le besoin énergétique (Bbio) est inférieur de 20% par rapport aux exigences de la réglementation thermique en vigueur (Bbiomax), en respectant une emprise maximum de 75% pour le dernier niveau par rapport au niveau inférieur.

- L'article UC9 a été modifié et réécrit ainsi : Le front bâti devra présenter un séquençage de l'alignement de façade tous les 30m.

- A été rajoutée la mention « Les carrières » au chapitre des Dispositions particulières au secteur Ne.

- La mention suivante a été ajoutée dans le dossier OAP : Afin de favoriser une diversité architecturale à même de garantir l'harmonie du projet, il est recommandé de réaliser un concours d'architecture. Elle modifie la mention : le recours obligatoire à un architecte.
- La zone 2AUs a été renommée ainsi dans toutes les pièces du PLU : secteur de projet de développement technique et commercial autour des activités sportives.

- L'erreur matérielle a été corrigée dans le règlement. Le terme UDd a été remplacé UDc.

- L'article 3 du règlement des zones du PLU a été complété. A été rajouté la mention suivante dans les articles 1AU3, 2UA3, UB3, UC3, UD3, UI3, UM3, UP3, A3 et N3 : Les voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de commodité de la circulation, de la sécurité (l'approche du matériel de lutte contre l'incendie) et du ramassage des déchets.

- L'article 4 du règlement des zones du PLU a été complété. A été rajouté la mention suivante dans les articles 1UA4, 2UA4, UB4, UC4, UD4, UI4

« Pour les opérations d'ensemble, un local d'une superficie suffisante pour recevoir les divers conteneurs liés à la collecte sélective des ordures ménagères en accès direct avec le domaine public est obligatoire. L'espace dédié aux conteneurs devra être conforme aux exigences de l'autorité compétente en matière de récupération des déchets ».

- L'article 15 du règlement des zones du PLU a été complété. A été rajouté la mention suivante dans les articles UB15, UC15 et UD15 : Toute construction nouvelle devra être équipée d'un système de compostage.

- La mention suivante a été ajoutée dans le règlement aux zones 2UA12, UB12, UC12, UD12 : S'agissant des structures d'hébergement temporaire qui s'adressent aux personnes les plus défavorisées ou en difficulté (résidence sociale, maison relais, ...) et qui ne disposent pas ou peu de véhicules individuels, l'obligation pourra être réduite.

- La prescription "Non règlementée pour les constructions à usage scolaire, sanitaire ou hospitalier" a été ajoutée aux articles UC6 UC7 UC11 UC12 du règlement du PLU.
- La mention a aussi été ajoutée aux articles 2UA12, UB12, UC12, UD12 :

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

2.1.2 Pour les logements locatifs faisant l'objet d'un concours financier de l'Etat, et afin d'en faciliter la réalisation dans l'esprit de la loi n° 91-862 du 13 juillet 1991, dite Loi d'Orientation pour la Ville, la norme est fixée à une place de stationnement par logement. Cette règle s'applique également aux logements réhabilités. S'agissant des structures d'hébergement temporaire qui s'adressent aux personnes les plus défavorisées ou en difficulté (résidence sociale, maison relais, ...) et qui ne disposent pas ou peu de véhicules individuels, l'obligation pourra être réduite.

- Le texte suivant a été rajouté dans l'Article 10 – Stationnement des véhicules - du règlement du PLU :

En application de l'article L.151-35 du Code de l'urbanisme, il ne peut, nonobstant toute disposition du plan local d'urbanisme, être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat. Les plans locaux d'urbanisme peuvent en outre ne pas imposer la réalisation d'aires de stationnement lors de la construction de ces logements. S'agissant des structures d'hébergement temporaire qui s'adressent aux personnes les plus défavorisées ou en difficulté (résidence sociale, maison relai, ...) et qui ne disposent pas ou peu de véhicules individuels, l'obligation pourra être réduite.

- L'article 3 du règlement des zones du PLU a été complété. A été rajouté la mention suivante dans les articles 1AU3, 2UA3, UB3, UC3, UD3, UI3, UM3, UP3, A3 et N3 :
- Les voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de commodité de la circulation, de la sécurité (l'approche du matériel de lutte contre l'incendie) et du ramassage des déchets.

- L'article 15 du règlement des zones du PLU a été complété. A été rajouté la mention suivante dans les articles UB15, UC15 et UD15 : Toute construction nouvelle devra être équipée d'un système de compostage.
- L'article 10 Stationnement des véhicules a été renommé Stationnement des véhicules et des vélos.
- Le paragraphe suivant a été ajouté :

L'espace destiné au stationnement sécurisé des vélos prévu par le code de la construction et de l'habitation est couvert et se situe de préférence au rez-de-chaussée du bâtiment ou au premier sous-sol. Cet espace peut également être réalisé à l'extérieur du bâtiment, à condition qu'il soit couvert, clos et situé sur la même unité foncière que le bâtiment. Cet espace réservé comporte un système de fermeture sécurisé et des dispositifs fixes permettant de stabiliser et d'attacher les vélos par le cadre et au moins une roue.

- Les activités touristiques / OAP

Dans "espaces verts de loisirs", les mentions suivantes ont été supprimées :

les activités de camping y sont autorisées.

les constructions légères sont autorisées dans une limite de 33% de la surface totale de la parcelle. ces constructions présenteront une hauteur limitée à un rez-de-chaussée et 4 m à l'égout a partir du point le plus bas du terrain naturel.

3. Zonage

- Les deux zones 2AU de la Confina, la parcelle AK 2 ont été reclassées en zone N.
- Les parcelles BT 33, 76, 122, 123, 124, 230, 249,250, 253, D73 ont été classées au titre de l'article L.151-19. Plusieurs arbres ont été classés au titre des arbres remarquables (L.151-19) dans le

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPU

secteur de Barbicaja. Les parcelles concernées par ce nouveau classement sont : CN126, CN129, CN161, CN162,

- La partie haute du Scudo classée en zone Np a été reclassée en zone N
- La partie de la zone Np de la Parata (correspondant aux parcelles CS8, 10, 11, 12, 13, 5) a été reclassée en zone NR

- ESA : La carte des ESA a été reprise pour prendre en considération les remarques : les zones rocheuses, les crêtes du Salario, la zone de Parata ont été retirés des ESA. Lorsque que des ESA recoupaient des ER, ces ESA ont été supprimés. Des terrains exploités ont été intégrés aux nouveaux ESA. 109 ha d'ESA au PLU arrêté ont été retirés et 108 ha d'ESA ont été rajoutés.

- Les parcelles suivantes ont été intégrées dans un nouveau zonage : UMIL. CS14 (Sémaphore Parata), AH51, 52, 53, 54, 90, 91, AI151, AI61 (Marine d'Aspretto), AH81 (Port Dumé lieu-dit Aspretto)

- Classement en zone Nr, Nlo :

Les parcelles suivantes ont été reclassées en zone NR : CM82, CM125, CL66, CL67, CL70, CL71, CL74, CL75, CL91, CL92, CL95.Les parties non bâties des parcelles suivantes ont été reclassées en zone NR : CM126, CM81, CL407, CL449

- Les parcelles suivantes ont été reclassées en zone Nlo :AE 26, 27, 73, 108, 109, 146, 148, 167 et une partie de l'AE24.

- classement en zone UD : Les parcelles C 587, 1076, C1077 et C1078, AP 217, BI 14, BS74 et BS7, C1085 et C249 ont été reclassées en zone UD. Les parcelles BT99, BT100, BT254, BT255 ont été reclassées en zone UDa. Une partie de la parcelle BT129 a été reclassée en zone UDa.

- classement en zone UC : Les terrains de tennis DES MILELLI ont été reclassés en zone UC pour assurer une continuité avec le zonage limitrophe, la partie bâtie de la parcelle AX46 a été classée en zone UC, les parcelles AH230 et AH235 ont été reclassées en zone UC

- Classement en zone Nh : Les parcelles C1191 et 1194, C316, 317, 321, 326, 327, 338, 339, 340, 344, 968 et C1128 ont été reclassées en zone Nh

- classement en zone A : Les parcelles E44 et E123 ont été reclassées en zone A et AL.

- Le PAPAG de Trabachino a été étendu à 194 parcelles au lieu de 37 parcelles dans la version du PLU arrêté.

- Les arbres classés comme "remarquables" sur la parcelle AT207 dans le PLU arrêté ont été supprimés dans les planches graphiques.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

4. Autres corrections

- Le Schéma Directeur d'Assainissement a été intégré - dans sa totalité - dans les annexes sanitaires. La notice explicative du zonage d'assainissement, mis à jour par les services de la CAPA en mars 2019 a été ajoutée dans les annexes sanitaires.

- Le RP VOL 3 Partie 1 - Incidences prévisibles sur la ressource en eau et les milieux aquatiques a été modifié ainsi :

- L'accueil d'une population et d'activités nouvelles, va avoir pour conséquence une augmentation des rejets d'eaux usées susceptibles d'exercer une pression, plus ou moins forte sur le système d'assainissement (raccordement, traitement) et in fine sur le milieu naturel (marin en l'occurrence). La commune compte deux STEP (Campo Dell'Oro et Sanguinaires) dont le milieu récepteur et la Mer Méditerranée.

- La STEP de Campo Dell'Oro est capable de traiter les effluents de 40 000 équivalents habitants extensible très facilement à 65 000 EH. Cette STEP traite les effluents de la partie Est de la ville et des communes qui y sont raccordées (Alata, Afa, Appietto, plaines de Sarrola, Peri et Cuttoli). Actuellement, elle traite 30 000 EH/jour (selon le service assainissement de la CAPA).

- La STEP des Sanguinaires traite les effluents de la partie Ouest (à partir de la route d'Alata - Hotel Mercure, jusqu'à la Parata) ; sa capacité est de 60 000 EH. Actuellement, elle traite 28 000 EH/jour (selon le service assainissement de la CAPA).

- Ces deux stations proposent ainsi une capacité totale de 100 000 à 125 000 équivalents habitants et traitent à ce jour environ 60 000 EH. En 2017, selon les données du portail d'information de l'assainissement communal, les deux STEP enregistrées des charges maximales entrantes de 75 000 EH/jour (37 000 EH pour la STEP de Campo Dell'Oro et 38 000 EH pour la STEP des Sanguinaires), soit des charges toujours bien inférieures aux capacités des deux STEP.

- Le PPRN Mouvement de terrain a été approuvé en mars 2019 après arrêt du PLU. Il est intégré dans le PLU pour approbation et figure dans les Servitudes d'Utilité Publique.

- SRCE Dans le chapitre 2.2 SRCE il a été rajouté la phrase suivante :

L'annexe 5 du PADDUC n'est qu'une partie du SRCE à venir (en cours d'élaboration).

Dans le chapitre 1.3.2. TVB (du PADDUC), il a été rajouté la mention suivante :

L'annexe 5 du PADDUC n'est qu'une partie du SRCE à venir (actuellement en cours d'élaboration).

- Paysage et entrée de ville : Le texte suivant a été rajouté dans le RP VOL 3 Partie - Incidences sur le paysage, comme mesure de réduction des impacts :
- L'ouverture de toutes les zones 2AU est conditionnée à la réalisation d'une étude urbaine globale destinée à préciser les critères de cohérence et d'urbanité pour garantir une parfaite intégration

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

des nouveaux quartiers. Sur le secteur du Stiletto, cette étude vaudra étude d'entrée de ville. Cette prescription est édictée dans le règlement du PLU, dans le chapitre sur les zones 2AU.

III- CONCLUSION GENERALE

Sur les recommandations de la Commission d'enquête, il est apporté les réponses suivantes :

Recommandations	EXTRAIT DES CONCLUSIONS	Réponses de la Commune
Recommandation n° 1	- prendre en compte les réponses de la commission aux demandes du public des observations n°60, 64, 66, 135, 138, 140, 179, 180, 190, 1660, 1774, 1781, 1783, 1784, 1788, 1805, 1874, 1938, 1951, 1957, 2085, 2163, 2279, 2280, 2281, 2326, 2333, 2339, 2345, 2356, 2357, 2360, 2369,	- les réponses de la commission ont été intégrées au dossier présenté à l'approbation
Recommandation n° 2	Rectification d'un certain nombre d'erreurs : - le règlement écrit et les planches graphiques comportent des erreurs matérielles (notion d'AVAP au lieu de ZPPAUP, des pastilles d'identification de zones sur un emplacement graphique différent, ...) - la liste et le tracé des emplacements réservés sont à réactualiser - Les annexes devraient également être complétées et rendues plus lisibles pour une meilleure information (table des matières).	- les erreurs matérielles ont été corrigées - la liste des emplacements réservés a été revue et actualisée - les annexes ont été actualisées et complétées
Recommandation n° 3	- ouvrir à l'urbanisation les zones 2AU après densification complète des autres secteurs urbanisés ou en justifiant les capacités d'urbanisation	- Intégration de cette recommandation dans les OAP et le règlement

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

	encore inexploitées des zones déjà urbanisées	
Recommandation n° 4	- Secteur du Vazzio (hauts du Vazzio), à vocation mixte, comprenant de l'habitat, un équipement sportif (stade de l'ACA), des équipements industriels, ... Il est recommandé d'engager rapidement une réflexion sur le devenir de ce secteur par ailleurs inclus dans un secteur d'enjeu régional du PADDUC	- Une éude sera diligentée après l'approbation du PLU
Recommandation n° 5	**PAPAG Miséricorde :** à reclasser en zone UD de hauteur moindre et d'une emprise au sol moins importante	- cette recommandation n'est pas prise en compte. Le secteur doit faire l'objet d'une étude poussée, par la SPL AMETARRA dans le cadre de la restructuration de l'Hopital de la Miséricorde
Recommandation n° 6	- Haut des Sanguinaires - Parc Berthault à reclasser en AU a minima voir en N.	- Cette recommandation n'est pas prise en compte
Recommandation n° 7	- reclasser la coupure d'urbanisation du Scudo en zone N et non Np sur la partie haute pour une préservation maximale des espaces naturels considérés.	- cette recommandation n'est pas prise en compte. Le terrain concerné est propriété de la Commune.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

Sur les réserves de la Commission d'enquête, il est apporté les réponses suivantes :

Réserves	EXTRAIT DES CONCLUSIONS
Réserve n° 1	- revoir la délimitation globale des ESA pour se mettre en compatibilité avec le PADDUC

Réponses de la Commune

A noter, la délimitation des ESA a été revue à la suite de l'enquête publique, après que les services de l'Etat et plusieurs associations ont fait plusieurs objections articulées autour de deux grands axes :

- Dans le document arrêté, des ESA ont été délimités sur des rivages, des routes, d'anciens sites de stockage de déchets, des retenues d'eau et des sites militaires qui n'ont pas de valeur agricole.
- Le choix de retenir la délimitation d'ESA de petites tailles sur des secteurs isolés a été remis en cause. On notera, toutefois, que la première mouture de la cartographie des ESA (produite dans le PADDUC mais annulée dans le cas de recours juridiques), ainsi que sa seconde version (soumise pour avis aux communes au second semestre 2019) localisaient toutes deux des ESA sur des secteurs isolés : crêtes de la Parata, crêtes du Salario, crêtes de la Lisa.

Parallèlement, une mise à jour était également nécessaire pour adapter le contour des ESA du PLU à approuver aux réponses apportées après enquête publique vis-à-vis des Emplacements réservés ou de zones d'habitat. Cette actualisation du contour a été opérée par retrait :

Raisons du retrait de certaines surfaces d'ESA après enquête publique	**Détail des surfaces d'ESA retirées après enquête publique**
Petit et isolé	69 ha 80 a 77 ca
Rochers	28 ha 75 a 92 ca
Actualisation ER	6 ha 91 a 54 ca
Pas d'enjeu agricole	4 ha 98 a 54 ca
Mutation suite à requête enquête public pour zone U	2 ha 56 a 15 ca
Mutation suite à requête enquête public pour zone Umil	1 ha 75 a 56 ca
Mutation suite à requête enquête public pour zone Nh	83 a 93 ca
Retenue d'eau	67 a 86 ca
Route	18 a 41 ca
Total des surfaces d'ESA retirées après enquête publique	**116 ha 48 a 68 ca**

Mais également par augmentation de surface :

- pour mieux intégrer le caractère exploité de certains secteurs (Capo, St Antoine, vignes Peraldi, Suartello, Sorba),
- redessiner le contour des ESA en fonction de la cartographie soumise pour avis par l'AUE aux communes au second semestre 2019 ,
- répondre à la requête des Commissaires enquêteurs sur le secteur de la Lisa

Reçue
06 DEC 2019
DDTM 2A / SUPH

- investir les emplacements laissés libres par des zones U/AU ou des Emplacements réservés retirés après enquête publique.

Raisons de l'ajout de surfaces d'ESA après enquête publique	Détail des surfaces d'ESA ajoutées après enquête publique
Surfaces déclarées, pentes proches 15%, en accord avec carte ESA pour consultation de l'AUE	62 ha 73 a 56 ca
Réponse à demande des Commissaires Enquêteurs	17 ha 59 a 68 ca
Surfaces déclarées à la PAC sur des pentes <15% et en accord avec la carte ESA soumise pour consultation par l'AUE	12 ha 46 a 82 ca
Extension ESA existants, hors surfaces déclarées, sur pentes <15% et en accord avec la carte ESA soumise pour consultation par l'AUE	6 ha 74 a 07 ca
Extension ESA existants pentes proches 15% mais en accord avec la carte ESA soumise pour consultation par l'AUE	5 ha 04 a 12 ca
Surfaces déclarées et exploitées sur pentes proches de 15%	3 ha 86 a 51 ca
Actualisation ESA suite à modification d'ER	3 ha 13 a 14 ca
ESA sur les parties retirées de la zone UEs à Timizzolu au profit zone Nlo	1 ha 94 a 71 ca
ESA sur la zone 2AUc à la Confina retirée au profit zone N	1 ha 58 a 40 ca
Extension ESA existant sur des pentes proches de 15%	47 a 40 ca
Surfaces déclarées et exploitées sur des pentes <15%	42 a 46 ca
Total des surfaces d'ESA ajoutées après enquête publique	**116 ha 00 a 87 ca**

A noter, à l'exception de la prise en compte d'une exploitation en face de l'ancien pénitencier de St Antoine et de l'ajout d'un ESA sur une ancienne zone UEs, ce travail d'augmentation de surface n'a pas donné lieu à la création de nouvelles pastilles d'ESA.
Il en ressort une couverture d'ESA plus homogène, en accord avec les requêtes formulées dans l'enquête publique.
Au total, ce travail d'actualisation des ESA se traduit par une réduction d'environ 0,5ha, pour un total d'ESA délimité par le PLU mis à l'approbation de 1621,4ha, soit une surface compatible avec les données chiffrées du livret III du PADDUC.

Sur la base de ces éléments, la Commune considère que la réserve est levée.

Réserve n° 2	- reclassement du secteur de Mezzavia (Culetta / UD) en zone A au vu de la potentialité agronomique de ce secteur, en espace stratégique agricole. - reclassement du secteur de Timizzolo (2AUs) en zone A et en espace stratégique agricole.

- Réponses de la Commune
  - Sur le secteur de Culetta,

Le secteur concerné fait l'objet d'une constructibilité au PLU approuvé le 21 mai 2013 ; Deux permis de construire ont d'ailleurs été délivrés, en 2018. Il reste sans aucune activité agricole

Reçu le 06 DEC. 2019 DDTM 2A / SUPH

pour certaines parcelles depuis plus de 30 ans et présente une végétation chaotique donnant l'aspect de terrains vagues; L'urbanisation entourant cette zone s'est considérablement développée ces dernières années faisant de Mezzavia une véritable centralité urbaine. L'Orientation d'Aménagement et de Programmation proposé au PLU 2019 prend en compte l'ensemble de ces facteurs et propose le développement de 154 logements et d'une agriculture de proximité. En effet, le PADD indique dans son orientation 3 une volonté de développer un véritable projet agricole et notamment « que l'agriculture doit se réinventer pour se rapprocher de la ville. Aussi, l'ancienne périphérie agricole devra se redessiner au profit d'une agriculture urbaine, répondant aux besoins des habitants ».Cette zone est l'occasion est pour la Ville de mettre en œuvre un projet innovant sur la base de jardins partagés (forte potentialité de ce secteur, classé par la Sodeteg en « CP1 ») ;
il n'est pas donné suite à la réserve de la Commission d'Enquête

- Sur le secteur de Timizzolu

Le site de Timizzolu offre l'opportunité d'apporter, par son aménagement, une réponse à la volonté de rayonnement de la Ville. Il s'agit, à terme, de créer des équipements sportifs de premier plan susceptible de générer une activité de haut niveau. La proximité du stade actuel, de l'aéroport, des accès routiers en fait un lieu d'exception pour ce développement. Le projet étant au stade de pistes de réflexion, et afin de ne pas pénaliser l'avenir, la Commune a choisi un zonage de type 2AU. La zone non dotée des équipements de capacité suffisante en périphérie immédiate est en principe inconstructible, son urbanisation est soumise à une évolution du document (révision). Le rapport de présentation devra apporter les précisions nécessaires sur les intentions de la commune et indiquer dans quels délais les travaux de viabilisation sont prévus. En effet, l'article R 123.6 précise que l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU « peut être subordonnée à une révision du plan local d'urbanisme.».

Article L.153-31 du code de l'urbanisme : « Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :...d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public »

Il est donc considéré par la Commune qu'en l'état, le classement en zone 2AU correspond à une zone naturelle tant que le PLU n'est pas révisé ; il n'est donné suite à la réserve de la Commission d'Enquête.

Réserve n° 3	- Reclassement de la zone 2AUE de Castelluccio, des zones UC et UD de la Confina en Nh - Reclassement du secteur de Forcio, classé en zone Uem, en zone Nh au près du bâti.

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

- Réponses de la Commune

Sur la zone 2AUE de castelluccio

Comme en témoigne la carte des Parties Actuellement Urbanisées, l'ensemble est densément bâti mêlant équipements de santé (unités de soins psychiatriques, unité de soins en cancérologie, unité de soins par radiothérapie), équipements collectifs (grande cuisine assurant la production des repas pour les services hospitaliers de la ville, église, école primaire) et des logements collectifs et individuels. Dès lors le caractère d'agglomération au titre de la Loi Littoral correspond parfaitement à cet espace. Il n'est pas donné suite à la réserve de la Commission d'Enquête.

GRILLE DE LECTURE : FAISCEAU D'INDICES AU SERVICE DE L'IDENTIFICATION DES AGGLOMERATIONS
CASTELLUCCIO

Critères	Indicateurs	Indices	Oui/ Non	NOTE (de A à E)
① Lieu de vie à caractère permanent	Lieu d'habitat à caractère permanent : nombre significatif de résidences principales		Oui	A
	Croissance démographique		Secteur attractif empêché dans son développement par la présence des cuves de gaz. Risque rattaché aux cuves de gaz en cours de traitement et qui ne fera plus obstacle à l'urbanisation.	A
	Croissance du parc de logements permanents		Le quartier dispose de 130 logements collectifs. Si, à ce jour, la construction de nouveaux logements est impossible en raison du risque cuve de gaz, les travaux menés par GRTgaz devront tout obstacle au développement du quartier dans un futur immédiat.	A
	Concentration d'emplois		Oui, hôpital psychiatrique, unité de traitement cancérologique, unité de radiothérapie, école, cuisine centrale.	A
② Fonction structurante pour la micro-région ou pour l'armature urbaine insulaire	Fonction polarisante – Constitue un pôle du maillage territorial	*Constitue une centralité*	Oui, présence en fonctionnement à l'année de services de santé, de services publics (école), Eglise, bar et restaurant.	A
		Dispose d'une aire d'influence : flux entrant puis sortant quotidien de biens et de personnes	Flux de personnes : soins ambulatoires et radiothérapie; flux domicile-travail entrant et sortant. Flux de biens : exports des repas depuis la cuisine centrale.	A
		Pôle de services et/ou pôle d'emplois	Services publics, services de santé (école, hôpital)	A
		Assure un territoire	oui, hôpital psychiatrique et traitement en cancérologie et imagerie nucléaire	A
	Grande mixité des usages et des fonctions et forte multiplicité	*Equipements et services*	services publics et de santé	A
		Emplois	Bassin d'emploi permanent	A
		Activités et commerces	Importante concentration d'activités	A
		Habitat	Importante concentration : environ 130 logements collectifs et quelques villas individuelles	A
	Bon niveau de desserte par les infrastructures de transports et les transports publics		Desserte quotidienne plusieurs fois par heure par bus du réseau de la ville.	A
	Présente une centralité		Parkings, école, église	A
③ Taille et densités importantes	Population importante	*Nombre supérieur au village*	Entre 260 et 300 habitants permanents, sans compter les patients de l'hôpital	B
		Densité de population élevée	Oui	A
	Ensemble continu de bâti de taille supérieure au village	*Ensemble continu de bâti*	Oui, présence de rues et de voiries continues avec trottoirs	A
		Densité de bâtis significative	Oui, 34 bâtiments sur site, forme deux poches bâties compactes dans la tâche urbaine du PADDUC	A
		Surface de l'espace urbanisé supérieure au village	18 000m² d'emprises au sol bâties sur un ensemble de 12ha aménagés en voirie, parking, jardins potagers, espaces verts, plus de 45 000m² de surfaces au plancher	A

Sur les secteurs UD et UC de la Confina

Les deux zones 2AU de la Confina ont été supprimés. La justification de la zone UC de la Confina a été précisée ainsi dans le RP VOL2 Partie 1 :

Non visible sur la photo aérienne qui sert de fond de carte à la cartographie ci-contre, le quartier de la Confina a fait l'objet de la délivrance de permis de construire en 2015 pour y édifier un ensemble de logements sociaux. Il s'agit d'un quartier de mixité tant sociale qu'urbaine avec la présence dans un espace restreint de logements collectifs sociaux et de lotissement), une forme urbaine agglomérée peut y être observée. Néanmoins, en l'absence de centralités, ce quartier ne peut, à lui seul figurer une agglomération urbaine à partir de laquelle peut être envisagée une extension au sens de la Loi Littoral.

Reçu le
05 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

Comme le montre la carte figurant la Partie Actuellement Urbanisée, son importante densité : plus de 80 logements individuels et 312 logements collectifs totalisant près de 1000 résidents permanents ;la parfaite continuité routière, sa desserte actuelle et future par les réseaux : routier, eau, assainissement, téléphonie et fibre ; et son inscription hors des espaces proches du rivage permettent de la considérer, au regard de l'article L.121-8 du Code de l'Urbanisme et des dispositifs du PADDUC, comme un espace urbanisé. Par conséquent, la commune a fait le choix de modifier le zonage du PLU 2013, initialement en UD, vers un zonage UC au nouveau PLU pour conforter le quartier.
Il n'est pas donné suite à la réserve de la Commission d'Enquête

Sur la zone UEm du secteur de Forcio : ce secteur
Ce secteur accueille l'établissement I.E.M. A CASARELLA, établissement médico-social qui propose des prises en charge pour les enfants et adolescents sujets à une déficience motrice importante afin de les accompagner dans leur intégration familiale, sociale et professionnelle.
Cette déficience nécessite le recours à des moyens spécifiques pour le suivi médical, l'éducation spécialisée et la formation générale et professionnelle.
Le zonage UEm vient reconnaître la spécificité de cet établissement.
Il n'est pas donné suite à la réserve de la Commission d'Enquête

Réserve n° 4	- Reclassement en zone Nr de toutes les parcelles (au moins celles non encore bâties) se situant dans la ZNIEFF 1 du Salario et l'ERC N°23, au regard des critères de délimitation de cet espace remarquable fixés par le PADDUC,

- Réponses de la Commune

Le reclassement en Nr a été effectué sur l'emprise de la ZNIEFF 1 du Salario,
En ce qui concerne les parcelles situées en ERC au Salario, elles font l'objet de permis d'aménager en cours de validité .
il a été donné partiellement suite à la réserve de la Commission d'Enquête

Considérant que l'ensemble des modifications, corrections, recommandations et réserves intégrées ne sont pas de nature à remettre en cause l'économie générale du PLU,
Que tel qu'il est présenté au conseil municipal, le Plan Local d'Urbanisme est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme

Considérant le projet de Plan Local d'Urbanisme qui comprend un rapport de présentation, un résumé non technique, le projet d'aménagement et de développement durable, le règlement, l'évaluation environnementale, l'évaluation environnementale des zones Natura 2000, les servitudes d'utilité publique, les annexes écrites et les annexes graphiques (plans de zonage à l'échelle 1/2500, , plans des servitudes d'utilité publiques)

Reçu le
05 DEC. 2019
DDTM 2A SUPH

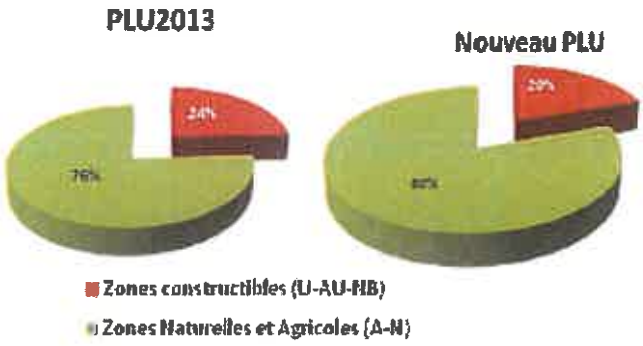
Considérant que le Plan Local d'Urbanisme propose les évolutions de surface suivantes par rapport au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 mai 2013

PLU 2013 en vigueur		
zones	ha	%
U-NB	1798,0	22%
AU hab	146,5	1,8%
AU éco	57	0,7%
A	1236,7	15%
N	5047,5	61%

Nouveau PLU		
zones	ha	%
U	1501,7	18%
AU hab	41,7	0,5%
AU éco	74,1	1%
A	1348,5	16%
N	5320,2	64%

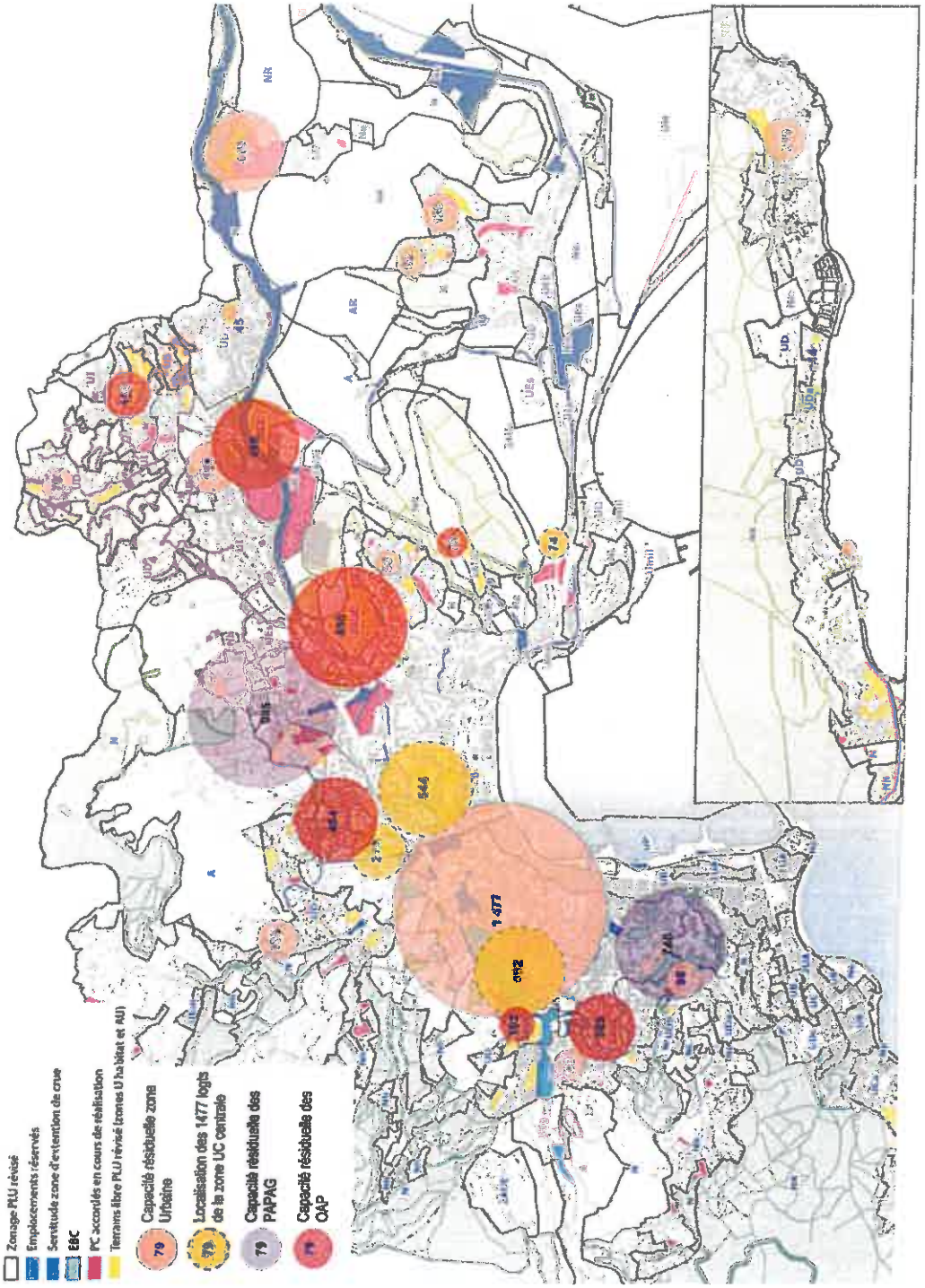
Evolution	
ha	%
-296,3	-20%
-104,8	-141%
17,1	+23%
+111,8	+8%
+272,7	+ 5%

Un travail conséquent de zonage a été réalisé afin de correspondre au mieux à la réalité des vocations du territoire et d'intégrer les caractéristiques de la loi « Littoral ». Cette refonte du zonage (détaillée dans les tableaux suivants) à permis de réduire considérablement les zones constructibles (U et AU) au profit des zones Naturelles et Agricoles.



Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

DDTM 2A / SUPH
06 DEC. 2019



Considérant que le Plan local d'urbanisme répond répondant à la fois aux besoins issus du diagnostic, aux obligations réglementaires notamment environnementaux, sociaux et de protection des personnes, à l'intérêt général, à la mise en cohérence des grands projets structurants du territoire (Hôpital, Station d'Epuration, voies de liaison...) et aux objectifs définis par la délibération prescrivant son élaboration,

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Ouï l'exposé de Mme Nicole OTTAVY, adjointe déléguée,
et après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;
Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat ;
Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-8, L 153-21, L 153-22, L 153-23 ;Vu le PADDUC approuvé le 2 octobre 2015 ;
Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 octobre 2015, prescrivant la révision du PLU ;
Vu la concertation et son bilan ;
Vu les avis du Conseil des Sites (8 juin 2017, 18 décembre 2017, 6 et 18 juillet 2018 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 novembre 2018 arrêtant le projet de PLU ;
Vu les avis des Personnes Publiques Associées notamment la Chambre d'Agriculture de la Corse-du-Sud en date du 1er mars 2019, la Préfecture de la Corse-du-Sud en date du 28 février 2019; la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Etat) en date du 22 janvier 2019, la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien en date du 28 février 2019, la Chambre de Commerce et d'Industrie en date du 28 février 2019, l'association U Levante en date du 27 février 2019 et de la MRAe en date du 21 février 2019 ;
Vu l'avis de la CTPENAF en date du 22 mai 2019 ;
Vu l'enquête publique du 15 juillet 2019 au 30 août 2019 inclus ;
Vu les conclusions de la Commission d'Enquête ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 22 novembre 2019,

Considérant que le PLU, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, après modifications faisant suite à l'enquête publique conformément à l'article L 153-21 du Code de l'Urbanisme,
Considérant que le PLU est compatible avec le PADDUC approuvé le 2 octobre 2015

Considérant que les modifications apportées au PLU arrêté et notamment au PADD, ont été intégrées dans les documents définitifs du PLU et sont annexées à la présente délibération dans le document de synthèse annexé.

Considérant que les modifications et réponses apportées au projet de Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet arrêté ;

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme qui comprend un rapport de présentation, un résumé non technique, le projet d'aménagement et de développement durable, le schéma d'aménagement des quartiers Est d'Ajaccio, le règlement, l' évaluation environnementale, l'évaluation environnementale des zones Natura 2000, les servitudes d'utilité publique, les annexes écrites et les annexes graphiques (plans de zonage 1 à 13 à l'échelle 1/2500, plan du secteur de mixité sociale à l'échelle 1/8000, plans des servitudes d'utilité publiques – carte 1 et carte 2- à l'échelle 1/5000, plans de zonage A,B,C,D, à l'échelle 1/10000, plan de zonage assainissement pluvial à l'échelle 1/15000)

DECIDE

Par 32 voix pour, 5 voix contre (Mme Sanna, MM. Leonetti, Filoni, Castellana, Chareyre) e 4 non participations (Mme Simonpietri, MM. Luciani, Ciabrini, Bastelica)

D'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération

Conformément aux dispositions de l'article L 153-25 du Code de l'Urbanisme, elle sera exécutoire dans un délai d'un mois à compter de la réception par le préfet. Dans ce délai, le préfet peut notifier par lettre motivée à la commune, les modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au plan.

Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage est celle du premier jour où il est effectué.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-22 du code de l'urbanisme le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en Mairie d'Ajaccio- Direction Générale des Services Techniques- Direction de l'urbanisme, 6 boulevard Lantivy aux heures d'ouverture du public.

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité.
Le tribunal administratif de Bastia peut être saisi via l'application "Télérecours citoyens", accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.
(Suivent les signatures)

Reçu le
06 DEC. 2019
DDTM 2A / SUPH

POUR EXTRAIT CONFORME

MAIRIE D'AJACCIO 20000 AJACCIO

LE MAIRE

Laurent MARCANGELI